

PROBLEMATIQUES DE LA RESTRUCTURATION

Il est nécessaire de reformuler la question de la restructuration par rapport au travail déjà effectué dans des numéros précédents de "Théorie Communiste". Le travail sur la restructuration est entrepris depuis T.C.3 (Mars 1980), sous diverses formes, en abordant divers sujets et au travers de diverses formulations se voulant synthétiques ; en outre dans T.C.10 se trouve une description empirique de celle ci .

Nous avons d'abord analysé les axes de la baisse tendancielle du taux de profit, portant la crise du mode d'exploitation, de valorisation et d'accumulation qui s'achève dans les années 1970. Nous avons simultanément cherché à comprendre les caractéristiques et la spécificité de la lutte de classe dans l'ancien cycle, tant d'un point de vue "pratique" (analyse des luttes), que "théorique" (gauchisme ; évolution des concepts de l'ultra-gauche : auto-organisation, humanité, auto négation ; évolution des syndicats...). Avec TC7, nous sommes passés, à partir d'un matériel empirique plus important, à la recherche d'une définition synthétique du nouveau cycle de luttes, comme nouvelle configuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital.

La principale conclusion à laquelle aboutit le texte de TC 7 est de définir la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de la reproduction de leur rapport, c'est-à-dire dans ce qui est l'auto présupposition du capital. Situation qui détermine l'identité entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital, véritable noyau du nouveau cycle. Ce qui contient la résolution de toutes les limites et apories du programmatisme, constitutives de tous les cycles antérieurs. La formulation du nouveau cycle de luttes au travers des analyses de TC7 (principalement la conclusion), puis du texte sur les coordinations (TC10) et enfin de la lettre d'annonce de la réunion mort-née de Juillet 88 (TC10 p. 77 - texte à la base de la rencontre avec Maëlstrom), conforte également la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital. Disparition d'une identité ouvrière, coalescence entre la constitution comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital, fournissent la clé de la compréhension d'un cycle de luttes du prolétariat contre le capital, se résolvant dans l'abolition du capital, et par là même dans la production du communisme.

La question de savoir si le prolétariat s'affirme, ou affirme un de ses aspects, ou se nie, ne se pose même plus. Nous devrions tout de même en arriver à ne plus avoir à dire que le prolétariat s'abolit lui-même en abolissant le capital, tant la chose devrait être évidente (cf. la critique de l'auto négation - TC7). En outre, concevoir le dépassement du capital à partir du développement historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire de leur implication réciproque dont le résultat est la reproduction du rapport capitaliste, nous a fait insister sur le fait qu'il ne peut il y avoir de transcroissance entre les luttes actuelles et la révolution, mais dépassement produit dans un rapport social, la crise, qui est toujours un rapport entre les classes. Ces luttes sont définitoires de cette implication contradictoire et reproductrice du capital. Ce qui évite de tomber dans la glorification stérile de certains aspects du nouveau cycle, comme les luttes des "pauvres", des "exclus", des émeutes diverses, ou de l'autonomie et des coordinations.

Cependant, si l'analyse du nouveau cycle est en grande partie satisfaisante, c'est sa compréhension globale comme contradiction entre prolétariat et capital qui l'est beaucoup moins. Nous avons le plus grand mal à inclure et définir ce cycle de luttes dans l'implication réciproque entre les deux termes de la contradiction du mode de production capitaliste, c'est à dire dans les modalités nouvelles de l'exploitation et de l'accumulation. Ce que nous avons énormément de mal à saisir c'est la restructuration du procès de valorisation. Pour simplifier, si nous tenions de façon assez satisfaisante les nouvelles modalités du cycle de luttes, de l'action du prolétariat, ce que nous avons beaucoup plus de mal à définir, c'est de quelle transformation de l'exploitation un tel cycle de luttes relève, quel est en définitive le contenu de la restructuration.

Plusieurs analyses ou hypothèses furent avancées : l'appropriation des forces sociales du travail ; la valorisation qui parcourt l'ensemble de ses conditions. La première formulation pêchait par le fait qu'elle ne tenait compte que du procès de production immédiat, même si pour celui ci elle est juste. Nous avons tenté par la seconde de conférer à la restructuration une allure et un contenu plus conforme à la reproduction d'ensemble du rapport entre prolétariat et capital. Cependant cette formulation si elle était intuitivement intéressante et descriptive, frisait sans cesse l'"hérésie", en ce que la valorisation semble

être partout et nulle part, ce qui est difficile à nier si on veut conserver une certaine réalité à notre restructuration, si on veut qu'elle soit autre chose qu'un nouvel habillage de l'ancien. Il n'empêche que le point essentiel qui apparaissait dans ces diverses formulations était le fait que la contradiction entre le prolétariat et le capital avait pour contenu essentiel son propre renouvellement, d'où l'identité entre la constitution du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital, et par là le dépassement des limites programmatiques de la lutte de classe.

Bien sur le principal résultat du procès de production capitaliste, de l'exploitation, a toujours été le renouvellement du rapport capitaliste entre le travail et ses conditions. Si cela est inclus dans le concept même de capital (ce n'est rien d'autre que son auto-présupposition), la manière dont, dans les relations entre les classes, dans leurs luttes, et dans les modalités de la valorisation du capital, cette auto-présupposition se produit, est quant à elle éminemment historique.

En subsomption formelle, la non-spécification totale du travail productif de valeur comme travail salarié (cf. le début du texte sur le programmatisme dans ce numéro), la non-intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, la valorisation comme contrainte au surtravail, la non-absorption du travail vivant par le travail objectivé du fait même du procès de travail, font que le prolétariat est constitutivement à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital. La contradiction ne se situe donc pas au niveau de l'auto-présupposition, c'est à dire qu'elle ne peut avoir pour contenu l'identité dont nous parlions.

En ce qui concerne la subsomption réelle, la détermination du procès d'auto-présupposition qui caractérise le cycle de luttes, c'est la production d'une identité ouvrière, confirmée à l'intérieur même de la reproduction du capital. D'où trois niveaux dans le cycle de luttes :

a - une affirmation de cette identité (partis communistes, syndicats, certaines fractions social-démocrates), qui contrairement à la situation en subsomption formelle ne peut contenir comme son développement une perspective révolutionnaire autre qu'un capitalisme organisé ou keynésien de gauche - d'où le gauchisme qui appartient à ce même niveau comme une perpétuelle insatisfaction ;

b - l'auto-organisation, c'est à dire la rupture avec l'intégration de la reproduction et de la défense de la condition prolétarienne à l'intérieur de la reproduction propre du capital, elle relève également de la capacité pour le prolétariat de se rapporter à lui-même dans son implication contradictoire avec le capital ;

c - l'auto-négation : aboutissement des pratiques et théorisations précédentes, puis se posant face à elle comme devant en résoudre les impasses. L'autonomie se retourne contre elle même quand, de plus en plus dans la fin de l'ancien cycle, elle doit intégrer le refus du travail, le sabotage, les émeutes, les pillages (cf. TC7).

Il est intéressant de noter que les trois niveaux se répondent sans cesse et se déterminent constamment les uns par rapport aux autres : l'auto-négation des refuseurs du travail contre les auto-organisés, les auto-organisés contre les syndicats... Ce cycle de luttes repose dans sa totalité sur la contradiction qui se développe entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en oeuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction. Les obstacles à la valorisation, à l'extraction de plus-value, apparaissent alors dans ce qui avait été la force même du capital et qui avait été central dans le passage en subsomption réelle : au niveau du procès de travail, au niveau de la reproduction et de l'entretien de la force de travail, au niveau des rapports entre capitaux, c'est à dire au trois niveaux définitoires de la subsomption réelle. Voilà la situation conflictuelle qui dans le cycle de luttes se développe comme identité ouvrière, qui trouve ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la "grande usine", dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'Etat. Il y avait bien auto-présupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette auto-présupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait programmatiquement le cycle de luttes.

Voilà ce que de façon hâtive, nous laissant piéger par la façon dont le problème se posait pour le capital en tant que pôle particulier du rapport, nous avons théorisé comme "particularisation du procès de valorisation". La restructuration devenant alors le dépassement de cette situation : "la valorisation qui parcourt l'ensemble de ses conditions". Et là commencent les ennuis, les formules toutes faites, l'impossibilité de s'éloigner d'un iota des formulations rituelles, sous peine de sombrer dans une disparition de la spécificité du rapport capitaliste : l'exploitation, les classes, la plus-value, le travail productif.

Nous nous étions donc enfermés dans un sac de noeuds : la caractérisation du cycle de luttes semblait satisfaisante, mais non ce qui est la même chose posée au niveau de l'ensemble du rapport, le contenu de la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital. A nous en tenir à la définition générale d'un cycle de luttes (TC8 p. 5), c'est le cycle de luttes lui-même que nous ne définissions pas. Nous en étions arrivés à formaliser un contenu de la restructuration frisant l'abandon du rapport capitaliste lui-même.

Il valait mieux repartir différemment, de façon plus pragmatique et historique (c'est la raison d'être du catalogue de la restructuration présenté dans TC10 p. 122) et même, pourquoi pas, se laisser guider par les événements, en supposant qu'ils ne "fortuitent" jamais par hasard (analyse des coordinations, travail sur le Moyen-Orient).

La reprise historique du problème amène à dégager un point essentiel : on ne doit pas amalgamer, considérer au même niveau, plus-value relative et subsomption réelle ; une détermination conceptuelle du capital et une configuration historique.

La plus-value relative est le principe formateur et dynamique de la subsomption réelle, principe qui structure puis bouleverse la première phase de celle-ci. La plus-value relative est le principe unifiant les deux phases de la subsomption réelle. De cette façon la subsomption réelle a une histoire parce qu'elle a un principe dynamique qui la forme, la fait évoluer, pose certaines formes du procès de valorisation ou de circulation comme des entraves et les transforme. La plus-value relative, qui affecte le procès de travail et toutes les combinaisons sociales du rapport entre le prolétariat et le capital et conséquemment des capitaux entre eux, est ce qui permet de poser une continuité entre les phases de la subsomption réelle et une transformation

de celle-ci. Si on identifie plus-value relative et subsomption réelle, l'évolution devient impossible, sauf à rajouter un élément ou une configuration du procès de valorisation plus ou moins hétérodoxe par rapport au concept de capital, car on a déjà tout (il n'y a pas, en effet, de troisième mode d'extraction de la plus-value). Si les deux coïncident tout ne peut être que donné dès l'instauration historique de la subsomption réelle. On ne pose entre les deux phases de la subsomption réelle qu'une continuité, un processus de révélation du capital à sa vérité, le changement n'est alors qu'élimination d'archaïsmes, la transformation n'est alors en définitive que formelle ne changeant rien fondamentalement à la contradiction entre prolétariat et capital. A la limite, c'est la notion même de crise entre les deux phases qui disparaît, car on ne passe pas réellement d'une configuration particulière de la contradiction à une autre, et la notion de restructuration disparaît par la même occasion. C'est donc, de l'analyse de la plus-value relative qu'il faudrait partir, pour trouver pourquoi et comment la première phase de la subsomption réelle entre en crise au début des années 1970. Qu'est ce qui s'est constitué, à l'intérieur d'elle-même, en entrave à elle, dans cette phase? On retrouve là, la contradiction relative à l'appropriation et à la reproduction de la force de travail, précédemment évoquée. Il s'agit de situer cette contradiction interne de la première phase de la domination réelle relativement à la plus-value relative, et donc d'analyser comment c'est à partir d'elle comme principe dynamique, que se mettent en place les axes de la restructuration. On confère ainsi un sens à ces axes, une signification, une nécessité par rapport à ce que sont l'exploitation et le capital.

De ce point de vue, par rapport à la production de plus-value relative, les axes qui ont porté la baisse du taux de profit dans la phase antérieure nous offrent la vision des éléments que le capital doit abolir, transformer, ou dépasser dans la restructuration actuelle. Cependant à ce niveau, l'approche est encore empirique en ce que la liste de ce qui est à dépasser ne constitue pas en soi le principe commun du dépassement, la loi de transformation, sa hiérarchisation et structuration conceptuelle. C'est le catalogue exposé dans TC10. Déjà cependant, on peut rassembler tout cela en deux grandes parties, recouvrant la spécificité de la plus-value relative par rapport à la plus-value absolue : le procès immédiat de production ; les combinaisons sociales (reproduction de la force de travail, rapport entre les sections et les capitaux, aires d'accumulation) .

Dans le premier point, nous avons affaire à toutes les caractéristiques du procès de production immédiat (travail à la chaîne, coopération, production-entretien, travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail), et à toutes les séparations (travail, chômage, formation), qui fondaient une identité ouvrière et conféraient comme contenu à la contradiction entre les classes la production de plus-value (et non pas cette production comme immédiatement adéquate à la reproduction du rapport social qu'elle produit), à partir de laquelle se jouait le contrôle sur l'ensemble de la société comme gestion et hégémonie. Cette identité ouvrière était inhérente à une contradiction dans laquelle le prolétariat se constitue en force autonome face au capital dans la propre reproduction d'ensemble de celui-ci. En deuxième lieu, nous avons affaire aux modalités de l'accumulation et de la circulation (rapport entre production et marché, accumulation nationale, différenciation entre centre et périphérie, division mondiale en deux aires d'accumulation, apparition "matérielle" de la monnaie), qui elles aussi concourent à la constitution de cette identité.

Si par rapport à ces deux grandes catégories, qui regroupent ce qui de façon immédiate est apparu comme les obstacles à la poursuite de l'accumulation, on en revient à la plus-value relative comme principe de développement et de mutation de la subsomption réelle, et que l'on se demande en quoi ces éléments peuvent faire spécifiquement, qualitativement, obstacles à la croissance de la plus-value relative, on est amené à trouver le principe de base synthétique, de la restructuration.

Il s'agit de tout ce qui peut faire obstacle au double moulinet de l'auto-présupposition du capital, à sa fluidité. On trouve d'une part toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressent face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchent que toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle à tout le capital : c'est le premier moulinet, celui de la reproduction de la force de travail. On trouve d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravent le deuxième moulinet, celui de la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est à dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (pays de l'Est, périphérie) ne prédétermine cette transformation. La fluidité de chacun des moulinets n'est mise en oeuvre que dans et par celle de l'autre.

Globalement, la restructuration se définit comme la dissolution de tous les points de cristallisation du double moulinet de l'auto-présupposition du capital, et cela depuis tout ce qui constitue l'identité ouvrière, jusqu'à la séparation entre centre et périphérie, la séparation du cycle mondial en deux aires d'accumulation et enfin au système monétaire. Il est pittoresque de remarquer que depuis TC7 (p.10), les quatre prélabes à la restructuration que nous énumérons évoquaient ces thèmes sans que nous parvenions à une synthèse satisfaisante. L'erreur à éviter consisterait à ne considérer que le premier moulinet comme transformation du rapport entre prolétariat et capital, le deuxième moulinet étant réduit à un rapport du capital à lui-même, c'est-à-dire à un rapport des capitaux entre eux. Il est vrai que le deuxième moulinet ne se ramène pas au premier, il ne faut pas lui dénier sa spécificité, c'est celui dans lequel le surproduit revient comme capital additionnel face au résultat du premier, celui où la force de travail est reproduite dans un abaissement de sa valeur et dans son élargissement. La transformation du rapport entre prolétariat et capital ne se situe pas plus au niveau du premier que du second moulinet pris de façon séparée.

L'exploitation qui est le contenu de ce rapport se décompose en trois moments : achat-vente de la force de travail ; subsomption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel, c'est-à-dire en nouveau moyen de travail et force de travail modifiée. Avec la restructuration actuelle, ce sont les deux bras du moulinet qui deviennent adéquats à la production de plus-value relative en même temps que le procès de production immédiat, leur intersection, qui confère à chacun son énergie et la nécessité de sa métamorphose. C'est en ce sens que la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident. C'est la façon dont étaient architecturées d'une part l'intégration de la reproduction de la force de travail, d'autre part la transformation de la plus-value en capital additionnel et enfin

l'accroissement de la plus-value sous son mode relatif dans le procès de production immédiat, qui devinrent entraves à la valorisation sur la base de la plus-value relative.

Cette non-coïncidence entre production et reproduction était la base de la formation et confirmation dans la reproduction du capital d'une identité ouvrière, elle était l'existence d'un hiatus entre production de plus-value et reproduction du rapport social, hiatus autorisant la concurrence entre deux hégémonies, deux gestions, deux contrôles de la reproduction.

L'adéquation entre la plus-value relative et ses trois déterminations définitoires (procès de travail, intégration de la reproduction de la force de travail, rapports entre les capitaux sur la base de la péréquation) implique la nécessité de la coïncidence entre production et reproduction et corrolairement la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe d'une part et d'autre part sa contradiction avec le capital.

Tout ce développement sur la définition de la restructuration pour en revenir au "programme de travail" relatif à cette analyse. On ne peut se contenter d'une analyse d'emblée synthétique, sous peine de retomber dans la gymnastique conceptuelle.

I - Définition du cadre théorique

(Cela ne signifie pas qu'il faille dans l'exposition attaquer par toute une explication conceptuelle)

- Définir le concept de restructuration en rapport avec celui de crise et plus globalement d'histoire du capital, critiquer là dessus les approches régulationnistes ou braudéliennes qui refuse le concept de capital en faveur d'un simple historicisme éternisant le capital ou tout au moins rendant son dépassement pour le moins improbable.
- Théoriser la différence entre plus-value relative et subsomption réelle.
- Etablir cette notion de double moulinet (une *société* spécifiquement capitaliste). Voir peut-être à ce propos du côté de la notion de "formation économique et sociale".
- La crise de la période précédente : on peut largement s'inspirer, avec un autre fondement théorique, des ouvrages régulationnistes. Comprendre la crise comme crise de l'exploitation, donc dans les trois moments évoqués précédemment, ce qui implique de partir non du "fordisme", mais de la non-adéquation entre, d'une part la plus-value relative, et d'autre part le procès de production immédiat et les deux moulinets, ce qui permet de tenir ensemble procès de travail, de reproduction de la force de travail, et la métamorphose de la plus-value en capital additionnel (aire nationale, coupure du cycle mondial), et de reprendre ce que l'on a pu dire sur les axes de la baisse du taux de profit (TC4).

II - La restructuration

L'étude essentielle en ce qui concerne la restructuration est celle du cycle mondial du capital. "L'internationalisation", ou "mondialisation" du capital n'est pas une caractéristique à côté d'autres caractéristiques comme la reproduction de la force de travail, la monnaie, ou le procès de production immédiat, ou le rapport entre production et circulation. La mondialisation du cycle du capital est la forme générale de la restructuration, ce n'est qu'ainsi qu'existe la fluidité du premier moulinet et bien sur aussi celle du second. Elle n'est pas la dynamique, qui est le double moulinet, mais la synthèse de toutes les caractéristiques, une sorte d'abstraction intermédiaire.

Le problème est : comment mener, découper le travail. Il faudrait tout d'abord se débarrasser des problèmes historico-endogènes de certaines régions, en les traitant pour elles mêmes, ce qui bien sur est une limite de l'analyse d'un point de vue théorique, mais permet par la suite d'aller à l'essentiel. Il s'agit du Moyen-Orient et de l'U.R.S.S. (et les pays de l'Est). Il n'y a pas d'études particulières à mener sur l'Amérique du Sud, l'Afrique ou l'Asie (que l'on retrouvera de façon thématique à partir des notions de tiers-monde, d'économie informelle, de la dette) . Une fois ces cas traités, l'étude peut se moduler ainsi :

1 - Le procès de production immédiat (production de plus-value)

- automation (force sociale du travail)
- économie informelle (la plus-value relative peut être la base de développement de la plus-value absolue, là où l'exploitation capitaliste n'est pas encore développée).
- taylorisme (délocalisation - ce qui ne limite pas la question de la délocalisation).

L'articulation et l'implication de ces trois éléments déterminent l'équilibre entre plus-value absolue et plus-value relative, dans cette période. Implication car polarisation et diffusion du capital ne sont pas exclusives, la notion de flexibilité est au centre de cette implication.

2 - Gestion, reproduction de la force de travail

- segmentation
- formation
- entretien
- exode rural (tiers monde)
- économie informelle
- segmentation mondiale
- flexibilité de la force de travail
- délocalisation
- les populismes : sociétés duelles

Des thèmes sont communs entre 1 et 2, c'est l'angle d'attaque qui est différent. La distinction entre 1 et 2 est délicate et ne se justifie pas forcément.

3 - Le marché mondial, cycle international du capital, mondialisation, en tant que transformation de la plus-value en capital additionnel.

- L'espace sur lequel se déroule 1 et 2 est illimité, le rapport d'exploitation est susceptible de faire sien toute disparité locale et historique.
- Fin de la dichotomie entre centre et périphérie, ce qui ne signifie pas la fin de la polarisation de l'accumulation.
- Fin de l'accumulation sur aires nationales, conflit "ethniques", l'actuel nationalisme.
- Système monétaire et financier coiffant et rendant cohérent l'ensemble, ramenant à un commun dénominateur les disparités productives et représentant en chaque capital particulier la contrainte à la mondialisation.

4 - La contradiction entre prolétariat et capital en tant que mondialisation

La mondialisation n'est pas ce qui transforme le procès de production immédiat, la reproduction de la force de travail, la rotation du capital ; ce sont plutôt les transformations de 1, 2 et 3 comme dépassement des limites antérieures sur la base de la dynamique de la plus-value relative qui construisent la mondialisation. En ce sens la mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste. Elle est le contenu comme forme de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital : segmentation, flexibilité, abaissement de la valeur de la force de travail dans les combinaisons sociales de sa reproduction et de son entretien, sont en eux-mêmes des processus de diffusion illimités, tout comme la transformation de la plus-value en capital additionnel ou l'appropriation des forces sociales du travail.

a) Reprendre tous les points de 1 et 2, en montrant qu'ils ne peuvent être mis en oeuvre que mondialement. C'est là que doit intervenir l'analyse de la fin de la séparation du cycle mondial en deux blocs (Est et Ouest), en ce qu'elle n'était pas qu'une séparation d'aires capitalistes d'accumulation, mais mise en forme mondiale d'un rapport entre capital et travail, (ce qui justifie une analyse préalable de cette question bien particulière).

b) Reprendre aussi le 3, qui tel quel n'est encore qu'une vision partielle de la mondialisation, en ce qu'elle n'intègre pas qu'une telle transformation de la métamorphose de la plus-value en capital additionnel n'existe que si le procès de production immédiat, où se forme la plus-value, et le renouvellement du face à face avec le travail, où elle devient capital additionnel, exprime un procès de production et une reproduction de la force de travail eux mêmes restructurés.

- Le nouveau cycle comme contradiction mondiale.

Le sens de cette restructuration par rapport au concept de capital, sa nécessité, et la signification historique du capital. Montrer qu'il y a une histoire du capital, que le contenu de la restructuration n'est pas fortuit par rapport à ce qu'est le capital. Si le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital n'est mis en oeuvre, n'existe que comme cycle mondial, l'analyse de ce rapport contradictoire ne peut en rester à la déduction abstraite de la coalescence entre la contradiction entre le prolétariat et le capital et la formation ou l'existence du prolétariat comme classe, ou considérer comme immanent à chaque lutte, le caractère mondial de cette contradiction (ne serait-ce pas même une limite possible de ce cycle dans la reproduction du capital ?). Cela confère à la coalescence un contenu spécifique, lui donnant vie et matière en tant que dépassement du programme et tout simplement du mode de production capitaliste. La mondialisation est une forme organisatrice du rapport de prémisses.

15 Mai 1993.

“Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et condition du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et

acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changements des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail.

Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié."

(Marx "Le Capital", Ed Sociales t.3, p. 19-20)

LA REVOLUTION PROLETARIENNE (1848–1914)

Histoire, contradictions et impossibilité de l'affirmation du travail

-
-
-
-

PLAN DETAILLE

Introduction 15

I – Subsumption formelle du travail sous le capital et programmatisme 15

II – La périodisation du programmatisme 17

Première partie : 1848–1871 19

I – La révolution double 19

II – Marx et Bakounine : le programmatisme radical 23

Deuxième partie : 1871–1914 27

I – Le schisme programmatique 27

II – Les pôles du schisme 29

A – Dans la nécessité de ses médiations, la révolution se perd elle-même : la social-démocratie.... 29

1) Le développement objectif du capital 29

a) La croissance de la classe est la révolution en procès 29

b) De la nécessité de la révolution 32

• *Le prolétariat réagit 32*

• *Quand les ouvriers deviennent socialistes 33*

• *Ouvriers ! Cueillez le socialisme quand il est mur (Kaustky) 34*

• *Comme un fruit mur, le socialisme tombe pour tout le monde (Bernstein) 35*

- *Camarades ! Il faut secouer l'arbre* (Luxembourg, Lénine) 35
- *De la nécessité objective de la révolution : la conscience* 40
- *De la nécessité objective de la révolution : la détermination sociale* 40
- *Une tentative de dépassement théorique* : Pannekoek 42

2) De la révolution à son évanouissement : la social-démocratie 43

- a) Le progressisme du capital 43
- b) Le capitalisme transcroit en socialisme 45
- c) La démocratie : forme et contenu de la révolution 48
 - *La démocratie étape nécessaire de l'évolution historique* 48
 - *La démocratie est un rapport de production* 49

3) La social-démocratie après la guerre : le capitalisme organisé 52

- a) La subsomption réelle légitime le pouvoir social-démocrate 52
- b) Les revendications quotidiennes 55

**B – L'autonomie de la classe et le but révolutionnaire ne peuvent
..... plus se fonder dans la montée en puissance de la classe.... 56**

1) La révolution perd ses médiations (les Jungen)..... 56

**2) L'affirmation du prolétariat devient sa propre médiation : le syndicalisme
révolutionnaire..... 59**

- a) L'action du prolétariat comme immédiatisme du communisme..... 59
- b) De la "société des producteurs associés" au communisme..... 61

3) La social-démocratie : époque de la lutte de classes..... 62

En conclusion : Dépasser le programmatisme 65

INTRODUCTION

-
-
-

**I – SUBSOMPTION FORMELLE DU TRAVAIL SOUS LE CAPITAL ET
PROGRAMMATISME**

-
-

Dans l'histoire du mode de production capitaliste on peut distinguer deux périodes principales. Cette distinction est effectuée par Marx dans le "6ème. Chapitre du Capital". Il l'effectue également chaque fois que, dans "Le Capital" ou dans les "Fondements de la critique de l'économie politique", il est question du mode de production spécifiquement capitaliste. Ces deux périodes sont : la subsomption formelle du travail sous le capital et la subsomption réelle ; leur distinction repose sur la différenciation des modalités d'extraction de la plus-value (plus-value absolue et plus-value relative).

Il ne s'agit pas là d'une simple différenciation technico-économique, selon que l'un ou l'autre des deux modes d'extraction de la plus-value domine, c'est l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui diffèrent. La domination formelle, historiquement première, se caractérise par le fait que le capital domine un procès de travail qui lui préexiste : la plus-value ne peut être extorquée qu' en allongeant la journée de travail ou en multipliant les journées de

travail simultanées. Cela signifie également que le mode de production capitaliste ne domine pas l'ensemble de la société, et précisément les branches produisant les marchandises entrant dans la valeur de la force de travail, la reproduction de la force de travail n'est pas un moment du cycle propre du capital. Cette situation s'accompagne également d'une faible composition organique du capital ; le capital lui-même fait du facteur travail l'élément déterminant de la valorisation, contrairement à la situation où la croissance de la productivité est le moyen dominant pour accroître le surtravail. La valorisation du capital est une contrainte au surtravail à laquelle le prolétariat se soumet à l'occasion du premier moment de l'échange salarial, l'achat-vente de la force de travail. Le caractère salarié du travail n'est spécifié que dans ce premier moment, dans le second (la consommation du travail par le capital), produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction, ou produire de la valeur, sont indifférenciés. Produire de la plus-value, c'est forcément produire plus de valeur totale, et non abaisser la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail. Etant donné ce qu'est la plus-value absolue, produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction, ce qui est la spécificité du travail salarié, n'a pas encore de manifestation différente d'être simplement producteur de valeur. Dans le second moment de l'échange, la forme spécifique du travail salarié se confond avec la simple capacité du travail à être créateur de valeur (d'où l'importance, dans toutes les théories de la transition, de la comptabilité du travail, du système des bons, de la conservation de la marchandise, excepté en ce qui concerne la force de travail).

Avec la subsomption formelle, la domination du capital se résout en une contrainte au surtravail, sans que le travail lui-même soit entièrement spécifié comme travail salarié, sans que le procès de travail soit un procès de travail adéquat au capital (c'est-à-dire, dans lequel l'absorption du travail vivant par le travail mort soit le fait du procès de travail lui-même - développement de la machinerie -), sans que les forces sociales du travail (coopération, division du travail, science) soient objectivées dans le capital fixe. Le capital, dans son rapport au travail, se pose lui-même comme une puissance extérieure. Il s'ensuit que le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, le considère comme contrainte, et la révolution comme sa libération, son affirmation. La lutte de classe a pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté fondée sur le travail créateur de valeur. Le prolétariat est déjà dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'élément positif à dégager. Le prolétariat est en effet alors à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital, c'est-à-dire de libérer de la domination capitaliste sa situation de classe des travailleurs, et de faire du travail la relation sociale entre tous les individus, leur communauté. Cela revient à vouloir faire de la valeur un mode de production. C'est tout ce contenu là, théorique et pratique, de la lutte de classe du prolétariat que nous appelons programmatisme.

Avec la subsomption réelle du travail sous le capital, dont l'extraction relative de surtravail est le point central, c'est tout ce qui faisait de la condition prolétarienne quelque chose à dégager contre le capital, qui disparaît ; le programmatisme se décompose. La reproduction de la force de travail perd toute autonomie par rapport à la reproduction du capital, le travail n'est plus l'élément dominant du procès immédiat, le procès de production devient adéquat à l'absorption du travail vivant par le travail mort, l'unité sociale des capitaux est fixée par l'échange au prix de production, c'est-à-dire d'une façon telle que la différence entre capital variable et capital constant est niée, la défense de la condition prolétarienne n'est plus qu'un moment de l'auto-présupposition du capital. Le travail est totalement spécifié comme travail salarié.

II - LA PERIODISATION DU PROGRAMMATISME

La longue période qui s'étend de l'écrasement de la Commune en 1871, à la guerre de 1914, est l'époque triomphale du programmatisme, plus encore que celle succédant à la guerre, où pourtant la social-démocratie accède au pouvoir en divers pays. La social-démocratie est la forme dominante du programmatisme, son paradigme permettant de comprendre le programmatisme des autres périodes. C'est dans la social-démocratie que se trouvent articulés tous les thèmes constitutifs du programme, ainsi que toutes les pratiques qui le définissent. Cependant la social-démocratie n'épuise pas le programmatisme. Elle doit elle-même être expliquée et située dans le grand cycle programmatique qui parcourt le XIX^e de 1840 à 1914, (la période antérieure, de la Révolution Française aux années 1840 réclamerait une étude spécifique) .

A ne pas situer la social-démocratie elle-même dans le programmatisme, on risque de n'expliquer les principes sociaux-démocrates que par la domination de la contre-révolution de 1871 à 1914. Bien sûr, cette dernière est dominante durant toute la période, mais sa domination n'explique pas la spécificité de la pratique, de l'organisation et de la théorie du prolétariat. Cette période social-démocrate n'est pas un simple produit de la contre-révolution qui réduirait le prolétariat au rang de pure force de travail, de pure fonction intégrée dans la reproduction du capital, qui engluerait la lutte de classe dans le "mouvement" oubliant petit à petit le but. L'enlisement dans l'opportunisme, dans le parlementarisme et la démocratie, dans le passage pacifique, dans le réformisme en général, n'est pas simplement le résultat de la contre-révolution, comme le développe J. Y. Bériou dans la postface au livre de D Nieuwenhuis : "Le socialisme en danger" (Ed Payot). D'autres périodes de contre-révolution ont produit d'autres choses. Il ne s'agit pas non plus de déviations théoriques et organisationnelles, face à une classe toujours révolutionnaire dans ses entrailles, comme le présente le "collectif Junius", dans la brochure "Au delà du parti" (Ed Spartacus).

L'explication réside dans la façon même dont se présentaient la contradiction entre le prolétariat et le capital et son dépassement, durant la phase 1848-1914, C'est-à-dire dans ce que nous avons appelé le programmatisme. La social-démocratie, modèle du programmatisme, est un développement spécifique de celui-ci. Il est donc nécessaire de situer la social-démocratie à l'intérieur d'une vision du programmatisme, ne parler que de contre-révolution triomphante ne suffit pas, encore faut-il spécifier dans quel rapport de classe, historiquement défini, cette contre-révolution est dominante, à quelle pratique et théorie elle confère sa forme. La contre-révolution n'est pas en elle-même un contenu. Il importe donc de saisir les liens de cette période social-démocrate avec le "radicalisme programmatique" antérieur (de 1848 à la Commune), mais aussi de considérer que dans la période suivante (de la Commune à la guerre), la social-démocratie n'est qu'un pôle de la scission du programmatisme qui se produit alors.

Il est amusant de relever qu'un Jaurès pouvait se permettre de souligner, non sans arguments, l'inutilité du travail révisionniste de Bernstein. Pour Jaurès, il n'est nul besoin de critiquer "la conception économique de l'histoire" pour élaborer "une méthode d'action complexe, complète, vaste comme la réalité, hiérarchisée comme la réalité" : "Ah ! je comprendrais qu'on essayât d'étrangler la théorie marxiste si elle immobilisait le prolétariat dans l'attente hallucinée de la société future, si le prolétariat pouvait conclure de la théorie marxiste que la seule marche de la dialectique l'affranchira ; mais non, ce qui fait la profondeur et la vie de la théorie marxiste, c'est que le développement en est toujours calculé de façon à mettre au service du prolétariat la force de la nécessité et à obliger tous les jours le prolétariat à compléter, par toutes les ressources de son action et à réaliser cette force immanente de la nécessité" (Jaurès "Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste" Février 1900). Peu importe ici de discuter la justesse de la vision du marxisme par Jaurès, ce qu'il est intéressant de relever c'est que Jaurès, tout ayant une démarche politique peu différente de celle de Bernstein, pouvait considérer comme inutile la révision du marxisme et se référer directement à la période marxienne du programmatisme, faisant ressortir par là le lien unissant la social-démocratie au radicalisme programmatique antérieur.

Ce qui distingue ces deux périodes du programmatisme (avant et après 1871), c'est qu'après la crise de 1873 le capital suit un développement progressif dans lequel il tend à devenir l'association, l'unité, par rapport au prolétariat, dans lequel la reproduction de la classe tend à devenir un moment du cycle propre du capital, dans lequel toutes les forces sociales du travail tendent à s'objectiver dans le capital fixe. Dans cette période de transition à la domination réelle, le prolétariat tend à perdre toute capacité d'auto-organisation, d'autonomie, de reproduction propre, face à l'auto-présupposition du capital.

Toute la période en question est cette phase de la transition qui conduit à la domination réelle. Jusqu'en 1871, le programmatisme conserve tant bien que mal, dans chacune des médiations (action politique, activité syndicale, mutualisme, coopératives ...) qui doivent mener à la révolution, le fait que le prolétariat est contradictoire au capital, et qu'il est une classe pour soi, face à la reproduction du capital. Cela ne peut plus être maintenu, au fur et à mesure que s'impose la subsumption réelle du travail sous le capital. C'est là le fondement de l'histoire du programmatisme durant toute cette phase de la lutte de classe, tant comme social-démocratie que comme fractions anarchistes et syndicalisme révolutionnaire.

En fait la Commune marque la fin pour le prolétariat de la pratique autonome des médiations programmatiques de la révolution. Au fur et à mesure que le prolétariat est totalement spécifié comme classe du mode de production capitaliste, le programmatisme évolue simultanément comme social-démocratie et comme affirmation immédiate du prolétariat comme classe dominante, affirmation immédiate des tâches communistes à accomplir, comme critique interne du programmatisme, critique des syndicats, de la politique (anarchisme, scissions social-démocrates). Les deux aspects s'impliquent, et leur implication n'est autre que l'impossibilité dans ses propres termes de l'affirmation du prolétariat.

Cette impossibilité du programmatisme nous allons la voir se développer, dans ses propres déterminations, comme une impossibilité interne produite à partir de lui-même, tout au long de la période et de façon spécifique selon les phases historiques : l'époque de la révolution double, la période de la première internationale, la phase social-démocrate et syndicaliste révolutionnaire, l'apparition des gauches.

Ce travail sur la périodisation du programmatisme, qui sera poursuivi dans un texte suivant sur la période 1918–1970, est nécessaire pour situer historiquement et expliciter notre travail théorique actuel comme production d'un dépassement du programmatisme.

PREMIERE PARTIE : 1848–1871

-
-
-

I – LA REVOLUTION DOUBLE

Durant cette première phase de la pratique et de la théorie programmatique du prolétariat, la révolution double fut la vision dominante du processus révolutionnaire. “Le mouvement ouvrier n'est jamais indépendant, ne possède jamais un caractère exclusivement prolétarien avant que les différentes fractions de la bourgeoisie et surtout sa fraction la plus progressiste, les grands industriels, n'aient conquis le pouvoir politique et transformé l'Etat conformément à leurs besoins. C'est alors que l'inévitable conflit entre patrons et ouvriers devient imminent et ne peut plus être ajourné ; que la classe ouvrière ne se laisse plus repaître d'espérances illusoire et de promesses qui ne sont jamais réalisées ; que le grand problème du XIX^e siècle, l'abolition du prolétariat, passe enfin au premier plan, clairement et sous son vrai jour. Or en Allemagne, la grande majorité de la classe ouvrière n'était pas employée par ces princes modernes de l'industrie dont la Grande Bretagne fournit de si magnifiques échantillons, mais par de petits artisans, dont tout le système de production est simplement un reliquat du moyen-âge” (Engels “Révolution et contre-révolution en Allemagne” Sept 1851). Le prolétariat en tant que classe

autonome a dans un premier temps pour tâche d'accélérer le processus de la révolution bourgeoise, pour ensuite s'attaquer frontalement aux grands patrons d'industrie. Dans cette phase originelle de la subsomption formelle du travail sous le capital, la façon dont prolétariat et capital s'impliquent induit cette autonomie du prolétariat par rapport au procès capitaliste qu'il peut être amené à seconder (cf. l'épisode de "La Nouvelle Gazette Rhénane"), mais avec lequel il ne peut confondre le procès propre de sa révolution. Le mouvement dans lequel le capital combat pour asseoir sa domination est celui dans lequel le prolétariat se reconnaît lui-même comme la décomposition de la société en tant que classe (cf. "La critique de la philosophie du droit de Hegel"). Paradoxalement, dans cette situation, alors que le prolétariat ne peut affronter pour lui-même le capital, peuvent être posées les lignes générales du communisme. Le processus contradictoire entre le prolétariat et le capital est saisi non comme montée en puissance du prolétariat dans le mode de production capitaliste mais, grâce à cette "autonomie", comme portant à terme dans ce qu'est le prolétariat, l'abolition du capital et, médiatement, pour le prolétariat sa propre abolition.

Dans cette situation de la révolution double, le prolétariat est entraîné dans un combat qui n'est pas immédiatement le sien au côté du capital, mais le corollaire consiste en ce que le capital n'est pas à même d'imposer son auto-présupposition comme la reproduction d'ensemble de la société. Le prolétariat entraîné dans le combat du capital, se rapporte paradoxalement à lui-même comme autonome, et balance sans cesse entre les deux aspects corollaires de sa situation. Il est, à ce moment là, empiriquement, sociologiquement, la décomposition de la société comme classe particulière, et dans son rapport à celle-ci, il voit son abolition et la sienne propre. Durant toute cette période, même lorsqu'est abordée théoriquement la question de la période de transition, le but final, l'auto-abolition du prolétariat n'est jamais laissée pour compte. La période de transition est toujours période de dégénérescence de la valeur, en ce que la force de travail n'est plus une marchandise.

A l'inverse dans le pays le plus développé de l'époque, l'Angleterre, où ne se pose pas de problème de révolution double, le mouvement ouvrier évolue très rapidement, contrairement aux espoirs programmatiques radicaux d'Engels, au travers des trade-unions et du chartisme, vers des positions semblables à celles qui définissent toute la période social-démocrate. Cependant, l'existence même d'un processus de révolution double comporte pour le prolétariat l'échec de sa propre action, le second acte de cette "révolution double" ne peut jamais survenir : soit le prolétariat demeure l'allié sincère de la bourgeoisie, il se contente alors de réclamer le droit de vote, la liberté de la presse, le droit d'être juré, le droit de réunion ; soit il attend le moment propice à sa propre action, il se retrouve alors dans la situation générale d'impossibilité du programmatisme, que nous examinerons plus loin. Soit au cours même de l'action, transpire son opposition irréductible à la bourgeoisie et il est écrasé par la coalition de toutes les classes dominantes : les émeutes anglaises sur le salaire minimum, les conditions de travail, le regroupement en fabriques, le machinisme (cf. Thomson "La formation de la classe ouvrière en Angleterre"), la révolte des canuts, Juin 48. Dans cette dernière situation, l'autonomie que lui confère le processus de "révolution double" se retourne contre lui, il ne trouve en lui-même à opposer au capital que la décomposition des formes sociales antérieures, qui est le contenu réel de son autonomie.

"Les exigences et les circonstances immédiates du mouvement étaient telles qu'elles ne permettaient de porter au premier plan aucune des revendications spécifiques du Parti Prolétarien. En effet, aussi longtemps que le terrain n'était pas déblayé par l'action indépendante des ouvriers, aussi longtemps que le suffrage direct et universel n'était pas établi, aussi longtemps que trente-six états, grands et petits, continuaient de découper l'Allemagne en d'innombrables morceaux, que pouvait faire le Parti Prolétarien, sinon suivre le mouvement de Paris tout à fait décisif pour lui, et lutter, de concert avec les petits boutiquiers, pour la conquête des droits qui lui permettraient ensuite de livrer son propre combat." (Engels "Révolution et contre-révolution en Allemagne"). Ce terrain de sa propre lutte ce sera finalement le terrain de ses luttes d'après 1871 : lutte parlementaire, cadre national, lutte syndicale ; pour l'heure soit il n'est que l'aile la plus radicale de la révolution bourgeoise, soit il est massacré, car le capital n'étant pas encore à même d'intégrer dans sa reproduction propre, comme antagonisme dynamique, sa contradiction avec le prolétariat, il n'a d'autre alternative. Il n'y a pas en réalité deux temps avec une coupure, dans le deuxième temps, soit le prolétariat continue d'être le parti le plus radical de la révolution bourgeoise, soit il est éliminé de la scène, ce qui pour le capital est, à cette époque, une pause dans son expansion face à l'ancienne société avec laquelle il est alors obligé de composer.

Pour la critique programmatique et pour la réalisation de son projet de réorganisation de la société, l'ennemi à supprimer c'est la bourgeoisie, il s'agit de lui prendre le pouvoir de contrôle sur l'Etat, le pouvoir politique. L'expropriation des expropriateurs, c'est la limite de ce que voudrait être la deuxième phase de la révolution double, une fois conquis le terrain de ses propres luttes. Cependant une fois ce terrain conquis, c'est la social-démocratie qui apparaît, la deuxième phase demeure toujours un rêve. "L'expropriation des expropriateurs" renvoie à une définition de la classe bourgeoise en terme de propriété juridique, le socialisme est alors le transfert à la société, représentée par l'Etat démocratisé, de la propriété des moyens de production. En domination formelle, dans la personne du capitaliste, fonction du capital et propriété personnelle du capital peuvent coexister. C'est sur cette insistance, dans le cadre de la révolution double, sur la propriété personnelle du capital comme fondant la classe bourgeoise, qui constitue la limite essentielle de la critique programmatique, et qui explique la "confusion" possible entre transfert des moyens de production comme propriété de l'état ouvrier et abolition du capital. Si l'on ajoute à cela qu'en domination formelle, le capital ne se présente pas lui-même comme créateur de valeur, c'est face à cette population d'oisifs que se dresse le peuple travailleur, créateur de toute la richesse existante qu'il revendique. Le peuple travailleur devient la figure positive, face à la bourgeoisie, de "la décomposition de la société comme classe particulière". C'est en tant que tel qu'il se fait massacrer et qu'il échafaude la société future.

Abolir le capital revient à se débarrasser de la domination de cette classe sociale, qui vu son caractère restreint, ne peut à elle seule assurer, dans un système démocratique, sa propre domination. Pousser à l'instauration de la démocratie dans le premier stade de la révolution double, c'est déjà entamer l'étape suivante de l'élimination de la bourgeoisie. Durant toute la période de luttes ouverte avec la révolution française (sans même remonter à la révolution anglaise), s'achevant dans les années 1860 et culminant entre 1848 et 1852, les va et vient tactiques, sur le thème de la révolution double, du "Parti Prolétarien" (qu'illustre à merveille "La Nouvelle Gazette Rhénane"), exprime parfaitement l'impossibilité interne de celle-ci : massacre ou développement du capital.

Le journal de Marx, "organe de la démocratie", balance sans cesse d'une branche à l'autre de l'alternative. Il n'y a pas de procès révolutionnaire qui se heurterait à des conditions immatures, la façon même dont se présente la révolution comporte toujours, à chaque époque, ses propres conditions, qui cessent alors d'en être. Sans cesse la tactique évolue du front commun dans les "sociétés démocratiques" avec la bourgeoisie, à l'autonomie dans les "unions ouvrières". En tirant à chaud les leçons de l'insurrection de Juin 1848 à Paris, Engels dans "La Nouvelle Gazette Rhénane" exprime le triomphe complet de la contre-révolution, en présentant comme revendication du prolétariat, ce que rend possible son propre écrasement : le développement de l'Etat bourgeois : "Le gouffre profond qui s'est ouvert à nos pieds, peut-il égarer les démocrates, peut-il nous faire accroire que les luttes pour la forme de l'Etat sont vides, illusoire, nulles ?

"Seuls les esprits faibles et lâches peuvent soulever pareille question. Les conflits qui naissent de la société bourgeoise il faut les mener jusqu'au bout ; on ne peut les éliminer en imagination. La meilleure forme de l'Etat est celle où les contradictions sociales ne sont pas estompées, ne sont pas jugulées par la force, c'est-à-dire artificiellement et donc en apparence seulement. La meilleure forme de gouvernement est celle où ces contradictions entrent en lutte ouverte, et trouvent ainsi leur solution." La meilleure forme de l'état est donc, soit celle où il n'est pas l'organe d'une classe dominante et, pur arbitre, regarde se développer les contradictions et leurs solutions ; soit celle correspondant à un capital suffisamment développé pour que les contradictions sociales se résolvent dans son auto-présupposition, la démocratie n'est rien d'autre. A travers l'Engels de 1848, ce sont tous les bureaucrates à venir que l'on entend déjà hurler. Il est vrai qu'en 1884, revenant sur cette période, il souligne que s'ils avaient refusé (Marx et lui) "de se ranger sous le drapeau de la démocratie, ils auraient été réduits à prêcher le communisme dans quelque feuille de chou et à fonder une secte quelconque", ce que fit pourtant une large fraction de la "Ligue Communiste", ce qui entraîna la mise en sommeil de l'organisation par Marx. L'échec de la révolution double tend à devenir sa propre justification. Cet échec est imputé à la pusillanimité d'une bourgeoisie que l'on avait donc bien raison de chercher à pousser. L'impossibilité interne de la révolution double tient globalement à celle de l'affirmation du prolétariat. De façon générale cette impossibilité vient de ce que prolétariat et capital s'impliquent mutuellement et que le procès du capital étant exploitation, subsomption du travail, le prolétariat ne peut trouver dans ce qu'il est aucune base de réorganisation de la société, et aucune réforme ne peut lui donner de pouvoir sur ce

qu'il est. De façon spécifique, dans le cas de la révolution double, cette implication réciproque où gît l'impossible affirmation du prolétariat, réduit cette dernière au développement du capital que l'on se propose justement d'impulser, et qui rend impossible la révolution. Ce développement signifie pour le prolétariat l'impossibilité de son affirmation, soit au travers de son écrasement armé, par lequel le capital manifeste qu'il est le pôle par et dans lequel se reproduit le rapport, soit par la tactique même de la révolution double, que ce développement contraint le prolétariat d'adopter de façon majoritaire

II - MARX ET BAKOUNINE : LE PROGRAMMATISME RADICAL

D'emblée avec la révolution double, puis avec les positions adoptées par la I^o Internationale, c'est de façon interne l'impossibilité de la révolution comme affirmation de la classe, dictature du prolétariat, période de transition, qui se manifeste. Impossibilité résultant de contradictions internes vécues dans le processus révolutionnaire, et finalement résolues dans le passage à la domination réelle du capital. Le simple fait que la révolution apparaisse comme affirmation de la classe entraîne que la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur du mode de production capitaliste et les avantages acquis dans l'ancien système sont, sur le modèle de la révolution bourgeoise, considérés comme procès de la révolution. Cette situation qui culmine dans la période social-démocrate du programmatisme, est déjà celle de la période de la première Internationale à la différence, comme on l'a vu avec la révolution double, que dans chacune de ces médiations qui mènent à l'érection du prolétariat en classe dominante, dans chaque moment de ce procès, la croissance de la classe n'est pas confondue avec le mouvement propre du capital, qui dans ce stade de la domination formelle permet cette autonomie.

Les positions du parti marxien dans la Première Internationale expriment cette situation mais, simultanément, celles du parti bakouninien expriment leur devenir inhérent : confondre la croissance de la classe, ses acquis, avec le mouvement même du capital. En s'impliquant réciproquement, marxistes et bakouninistes expriment l'impossibilité de la révolution programmatique qui doit être simultanément procès de croissance dans le capital, et production sur la base du prolétariat d'une autre société. Les deux termes se contredisent mais peuvent rester liés jusque dans les années 1870. Dès que s'entame nettement le processus de passage à la domination réelle, leur coexistence, même conflictuelle, devient impossible, on ne pourra plus continuer à promouvoir la révolution qu'en s'abstrayant du mouvement du capital (les plus radicaux des anarchistes critiquant même le syndicalisme - Malatesta, Nieuwenhuis). Et en face, on ne pourra continuer à promouvoir le renforcement de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste comme procès de la révolution, qu'en transformant le socialisme en un capitalisme organisé. Avant d'en arriver là, déjà dans la première Internationale, il est très insuffisant de comprendre l'opposition entre Marx et Bakounine sur la base du fait que le communisme est une nécessité dès qu'existe le prolétariat mais que les conditions n'étaient pas encore réunies. Ce qui les relie, les fait cohabiter, et même se nécessiter l'un l'autre, c'est la révolution comme affirmation de la classe. Cette affirmation consiste d'une part à considérer le prolétariat comme porteur de façon autonome d'un projet de réorganisation sociale, et d'autre part à considérer le processus de croissance de la classe et les positions acquises comme étant le procès de la révolution. Dans cette dualité conflictuelle au sein même de la lutte de classe, chacun des termes peut être le point dominant structurant la dualité et la façon dont ils s'articulent, Marx n'est pas un point et Bakounine l'autre, c'est la dominante et l'articulation qui diffèrent.

Au moment de la guerre franco-prussienne, alors que l'empire a été aboli, Marx écrit à propos des ouvriers français : "Que calmement et résolument, ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la réorganisation de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République." Ce à quoi Bakounine répond dans les lettres à un Français : "Supposons que le parti républicain, radical, jacobin, le parti de Gambetta

s'empare du pouvoir et de la dictature de Paris, croyez-vous qu'il veuille, qu'il puisse donner la liberté de mouvement à Paris, à la France ? Point du tout. Tenu en échec par le socialisme révolutionnaire, il sera forcé de lui faire une guerre à mort, et il deviendra, il pourra devenir d'autant plus oppressif, que ses mesures de compression auront l'air de mesures nécessaires pour le salut de la liberté."

Dans leur polémique Marx et Bakounine sont amenés à pousser à leur quasi autonomisation chacun des termes de la dualité programmatique. Marx à partir de la Commune ne verra plus que le processus graduel de croissance de la classe comme planche de salut et voie révolutionnaire, allant même jusqu'à parler, pour la première fois, de passage pacifique par la voie parlementaire, dans son discours d'Amsterdam, le 8 Septembre 1872, après le congrès de La Haye. "L'ouvrier doit saisir un jour la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail ; il doit renverser la vieille politique soutenant les vieilles institutions, sous peine comme les anciens chrétiens qui l'avaient négligé et dédaigné, de ne voir jamais leur royaume de ce monde .

"Mais nous n'avons point prétendu que pour arriver à ce but les moyens fussent identiques.

"Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux moeurs et aux traditions des différentes contrées ; et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre et si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions ; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail." Marx se contentera ensuite de critique formelle sur la conduite de ce processus graduel, sans jamais le remettre en cause, mais en s'en désintéressant de plus en plus, le suivi quotidien de la social-démocratie allemande est plutôt l'oeuvre d'Engels, ainsi que la production des fondements théoriques de cette période dans "L'Anti Duhring".

La critique bakouninienne de la position marxiste est déjà critique du devenir de la social-démocratie :

"Il est vrai que c'est une position politique absolument négative (la position qu'il défend), et la plus grande faute, pour ne pas dire la trahison et le crime des démocrates socialistes qui entraînent le prolétariat de l'Allemagne dans les voies du programme marxien, c'est d'avoir voulu transformer cette attitude négative en une coopération positive à la politique des bourgeois. L'Internationale en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des Etats et du monde bourgeois, constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays" (Bakounine : "Ecrits contre Marx" - texte écrit à la fin 1872 et devant former une suite à "L'Empire Knouto Germanique"). A propos de l'action de Bakounine à Lyon au moment de la Commune, Marx écrit à Beesly le 19 Octobre 1871 : "Sous la pression de la section de l'Internationale, la République avait été proclamée à Lyon avant de l'être à Paris ; un gouvernement révolutionnaire fut tout de suite établi... La bourgeoisie a commencé à sympathiser réellement avec le nouvel ordre des choses, du moins à le tolérer tranquillement...Mais les ânes de Bakounine et de Cluseret arrivèrent à Lyon et gâtèrent tout...". Peu de temps après, c'est Bakounine qui critique la social-démocratie allemande à sa naissance, car elle met le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie en pronant la lutte politique.

Bakounine, toujours à propos de ce congrès de La Haye, écrit dans une lettre à la rédaction de "La Liberté" à Zurich, le 5 Octobre 1872 : "Ils (les marxistes) nous reprochent seulement de vouloir hâter, devancer la marche lente de l'histoire, et de méconnaître la loi positive des évolutions successives." Ce sont bien là les deux termes d'un même tout qui s'affrontent jusqu'en 1873. Que la dualité précédemment décrite soit constitutive de la révolution programmatique, cela signifie durant toute cette période sa propre impossibilité, non comme une contradiction interne, ou par rapport à ce que peut être maintenant une théorie de la révolution , mais parce qu'elle implique dans cette dualité conflictuelle, soit la victoire de la bourgeoisie, soit le gradualisme réformiste. Chacun des termes est pour l'autre la limite même du programmatisme, sur laquelle se fonde la restructuration qui rend alors réellement ce dernier impossible. Face aux tendances gradualistes que revêtent de plus en plus les positions de la fraction marxiste après la Commune, Bakounine en appelle lui à "l'instinct de révolte intrinsèque au prolétariat", il refuse également de considérer comme positive les évolutions historiques marquées par des victoires de la contre-révolution (les Etats bourgeois contre les révoltes paysannes au XVI^e siècle - critique des thèses d'Engels). Toujours dans la même perspective critique vis-à-vis d'un positivisme historique, pour Bakounine, l'Internationale est en elle même plus qu'un moyen d'action, elle doit être l'embryon, la préfiguration de la société future. "La société future ne doit être rien d'autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus

possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortit d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être dès maintenant l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature" (Circulaire du congrès de Sonvilier, Novembre 1871).

Pour Bakounine le prolétariat ne doit pas se limiter aux questions économiques ; politiquement il est nécessairement négatif, parce qu'il est lui-même déjà une communauté indépendante se développant dans la société. Cette indépendance du prolétariat est incluse dans la conception anarchiste de l'Etat, inverse de la conception marxiste. Celui-ci produit l'exploitation, elle n'est plus alors une fonction reproductrice du prolétariat comme classe en même temps que sa contradiction avec le capital, elle n'est plus un processus d'implication réciproque, elle est simplement imposée de force, produite par l'Etat. Entre Marx et Bakounine, toute la différence réside dans la compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital, mais cette différence n'est pas de nature scientifique, elle est elle-même expression de la dualité conflictuelle du programme qui éclate après 1870. Soit la révolution est montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste, dans ce cas l'exploitation doit être étudiée comme définitoire de la classe, dans son implication avec le capital ; soit elle est révélation des capacités révolutionnaires intrinsèques du prolétariat qui manifeste dès maintenant, de façon autonome, la capacité qu'il porte à produire une autre société, dans ce cas l'exploitation est une domination, une dictature absolument extérieure à ce qu'est la classe.

Corollairement Bakounine est amené à inclure dans le prolétariat ceux qui pour lui représentent l'essence même de cette autonomie sur la base de laquelle il est révolutionnaire, les déclassés et les brigands : "Il y a en Italie ce qui manque aux autres pays : une jeunesse ardente, énergique, tout à fait déplacée, sans carrière et sans issue..." (Bakounine, Avril 1872) ; "Par fleur du prolétariat j'entends surtout cette grande masse, ces millions de non-civilisés, de déshérités, de misérables, et d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un pouvoir très fort, sans doute pour leur propre salut, comme tous les gouvernements n'ont été établis, on le sait, que dans le propre intérêt des masses. Par fleur du prolétariat, j'entends précisément cette chair à gouvernement éternelle, cette grande canaille populaire, qui étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et les misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir et qui seule est assez puissante aujourd'hui pour inaugurer et faire triompher la révolution sociale." ("Ecrits contre Marx").

Entre Marx et Bakounine le problème de la nature de la contradiction entre le prolétariat et le capital est celui dans lequel se résume toutes les autres divergences. Le prolétariat est-il impliqué par le capital ou simplement dominé par lui, c'est la dualité conflictuelle de la révolution programmatique qui produit la question et la divergence. La première position voit que la libération du travail passe par sa confirmation comme puissance dans la société capitaliste, elle est amenée à ne plus voir de contradiction dans l'implication et perd la révolution, la seconde ne voit qu'opposition là où il y a implication réciproque et continuant à voir la révolution comme libération du travail se marginalise par rapport à toutes les médiations qu'en tant que telle la révolution nécessite. Lucidement Marx écrit que logiques avec eux mêmes les anarchistes ne devraient pas seulement condamner la tactique politique mais aussi toute tactique visant à un renforcement et à des conquêtes dans des luttes économiques.

Avec la période qui s'ouvre après la Commune, Bakounine se sait complètement dépassé non pas tant parce qu'il y aurait tout simplement triomphe de la contre-révolution, mais de par la nature de ce triomphe : la restructuration du capital comme passage graduel à la domination réelle. Dès que s'amorce ce passage on ne peut plus guère promouvoir la révolution en tant que rupture, même si c'est encore comme affirmation de la classe, qu'en abstrayant le prolétariat du mouvement du capital, c'est la marginalisation de tout ce qui se veut encore révolutionnaire. Bakounine par son retrait des affaires, marque la fin d'une époque, en 1875 il écrit à Elisée Reclus : " La révolution pour le moment est rentrée dans son lit ; nous retombons dans la période des évolutions c'est-à-dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles". De son côté, Marx a beau se gausser de l'ahistoricisme de Bakounine, qui croirait la révolution possible tout le temps, qui n'aurait aucune compréhension des processus historiques et économiques, il se retire de la politique publique, se contente de critique privée, ne publie même pas sa virulente critique du programme de fondation de la social-démocratie allemande, et s'intéresse à la Russie et aux mathématiques.

Le refus sans cesse répété des anarchistes, durant toute cette période, et encore ensuite, de participer au combat politique, c'est le refus de confondre l'importance croissante du prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste avec le procès de la révolution, c'est le refus de céder sur l'autonomie du prolétariat dans le capital, autonomie qui en tant que prolégomène à son affirmation devient de plus en plus une pure gesticulation idéologique. Si le combat politique est condamné parce qu'il soumettrait le prolétariat aux fractions les plus radicales de la bourgeoisie, c'est parce que plus profondément il n'est pas de politique autonome possible dans l'Etat capitaliste, le prolétariat est essentiellement pour les anarchistes une force négative (nous étudierons plus loin l'anarcho-syndicalisme). Cette négativité est incluse dans le programmatisme, comme la limite du développement de la classe en tant que procès de la révolution dans le capitalisme, or procès de la révolution il ne l'est pas, et le développement du capital est bien là pour le rappeler.

Constamment, durant cette période, la pratique programmatisme est renvoyée d'un terme à l'autre de sa dualité conflictuelle, jusqu'à ce que le passage en domination réelle fasse qu'il y ait scission. La scission est alors le prolongement de cette situation, mais aussi le dépassement de chaque terme : sociaux-démocrates et anarchistes ne poursuivent pas sans que ceux-ci soient modifiés, les termes de la dualité de la Première Internationale.

DEUXIEME PARTIE : 1871–1914

I – LE SCHISME PROGRAMMATIQUE

La coexistence des deux termes (croissance de la classe dans le capital ; production d'une autre société, sur la base du prolétariat), qu'implique de façon interne le simple fait que la révolution doit être affirmation du prolétariat, devient impossible, elle éclate dès qu'après la période 71-73, s'entame le passage à la domination réelle.

Le réformisme devient intrinsèque au programmatisme et le but final tend à se transformer en "capitalisme organisé". Cette évolution est clairement critiquée par l'autre fraction de la dualité qu'implique toujours l'affirmation du prolétariat. Les deux termes sont maintenant séparés et tendent l'un et l'autre à s'autonomiser, et donc se transforment. La critique de la voie politique et parlementaire ne reconnaît plus à son adversaire la communauté de but, et cela reflète bien la spécificité de la période et des changements en cours. En 1896, dans "Le Communisme Révolutionnaire", le socialiste révolutionnaire Cornelissen écrit : "C'est ainsi que les socialistes parlementaires ont cessé d'être des éléments révolutionnaires dans le mouvement ouvrier et qu'ils sont devenus un parti de réformes dont les aspirations sont adaptées aux rapports de pouvoir économique tels qu'ils les trouvent sous leurs yeux ; parti qui s'efforce seulement de se perfectionner dans la science, de régler sa conduite selon les circonstances. Rien n'empêche donc plus ces gens de chercher à devenir, autant que possible, un parti de gouvernement.

"D'ailleurs, l'expérience a prouvé que l'application logique des principes dits parlementaires socialistes ne peut avoir d'autre résultat que l'effort de former le plus tôt possible dans l'Etat bourgeois un parti

ministériel se pliant aux conditions sociales et politiques existantes dans les pays... Aux yeux des socialistes révolutionnaires et des anarchistes communistes, les différents partis bourgeois, y compris les socialistes parlementaires, comme parti de transition, ne sont au fond que des groupes conservateurs et même, dans plusieurs cas, réactionnaires. Tous ont pour but de maintenir et de défendre la propriété privée comme base de la société... C'est ainsi que les socialistes parlementaires deviennent des étatistes. Ils identifient l'Etat bourgeois avec la communauté et avec une hardiesse et une bravoure s'accroissant toujours, ils font passer pour socialisme la monopolisation par l'Etat d'une branche d'industrie et du commerce après l'autre... Pour ces socialistes, en définitive, toute la différence entre le socialisme d'état et le communisme paraît consister dans la question de savoir si la monopolisation des moyens de production doit être proposée dans le parlement bourgeois par le gouvernement ou par les délégués socialistes... De capitalistes, ils (les chefs d'entreprises) deviendraient ainsi des hommes d'autorité ; d'exploiteurs de la force de travail haïs de leurs concitoyens, des commissaires de gouvernement respectés, contre lesquels, comme directeurs de la production dans les ateliers de l'Etat, toute opposition serait impossible ; des hommes qui pourraient mieux assurer l'obéissance de leurs sujets, sous le nouveau système d'exploitation pour l'Etat, que sous l'ancien système d'exploitation privée pratiquée par les capitalistes eux-mêmes." Le socialisme parlementaire n'est donc pas critiqué simplement comme inefficace ou insistant trop sur la préparation de la révolution, mais comme force contre-révolutionnaire : sa tactique, c'est le contrôle de l'Etat et du capital, son but est le maintien du capitalisme son renforcement même

Dans un autre texte daté de 1893 : "Les Diverses Tendances du Parti Ouvrier International" (à propos du congrès international de Zurich), c'est tout ce qu'est la social-démocratie qui est critiqué, dans la perspective du devenir du capital en domination réelle, et par là du devenir de la social-démocratie comme gestion possible du capital. "Ils (les sociaux-démocrates) mettent la classe possédante de notre époque à même de réglementer le travail ; ils font entrer les fonctionnaires gouvernementaux dans les fabriques et les usines et font nommer des inspecteurs du travail dans les campagnes, au lieu - comme c'était l'idée de la Commune - de préparer aux ouvriers les voies de l'autonomie, non seulement du point de vue législatif, mais encore dans l'industrie, et au lieu d'éveiller chez les travailleurs l'idée qu'ils n'ont pas besoin de recevoir une réglementation du travail des mains des classes possédantes, ni même de l'accepter... Qui l'empêchera (la classe possédante) - si une révolution éclate - de proclamer, sur le papier, la socialisation de tous les moyens de production, tandis qu'en réalité ces moyens de production entreraient non pas en possession de la collectivité ouvrière, mais en celle des nouveaux gouvernants qui, à la rigueur pourraient être nommés par le suffrage universel... Si la classe ouvrière n'apprend pas à faire elle-même ses affaires en arrachant aux gouvernements actuels jusqu'aux derniers vestiges de leur pouvoir ; si elle continue à confier ses intérêts à des représentants, socialistes ou autres, dans les parlements ; à des surveillants, à des patrons, des directeurs de fabriques et d'usines, si elle ne fait pas sa propre éducation dans le sens de l'autonomie, il est possible que dans les jours de révolution violente qui sont proches, nominalement, c'est-à-dire sur l'indulgent papier timbré, le sol et les moyens de production soient, en partie ou entièrement, proclamés propriété commune, mais de fait les travailleurs resteront en esclavage..."

Comme mouvement de sa propre impossibilité le programmatisme s'est scindé. Que le prolétariat soit porteur d'une autre société comme libération de ce qu'il est, ne peut plus exister qu'en s'opposant au développement du capital, qu'en s'opposant à ce qui n'est que le processus d'actualisation de ce but, c'est-à-dire au développement graduel de la classe dans le système. En revanche, s'appuyer sur ce mouvement, ce qui est tout aussi définitoire du programmatisme, c'est avec le passage progressif à la domination réelle, définir un autre but, un socialisme d'Etat. Le programmatisme, tant théoriquement que pratiquement, est intrinsèquement réformiste, nous voyons maintenant comment cela implique durant la période qui va de 1871 à 1914 une scission à l'intérieur de ce programmatisme, après que durant la période précédente les deux termes de la dualité aient pu coexister. Chaque élément constitutif de ce qu'est le programmatisme implique sa propre critique sur la base du programmatisme lui-même, en même temps que le programmatisme produit ce rapport entre ses termes, et n'existe que par lui.

II - LES POLES DU SCHISME

A - Dans la nécessité de ses médiations, la révolution se perd elle-même : la social-démocratie

1) Le développement objectif du capital

a) La croissance de la classe est la révolution en procès

Le trait fondamental qui permet de saisir comme un tout l'ensemble des pratiques globalement appelées réformistes tient à ce que la contradiction entre le prolétariat et le capital pose la révolution comme affirmation du prolétariat. Ce dernier devient classe dominante, généralise sa condition, s'empare de l'Etat, fait du travail créateur de valeur la substance des relations sociales. Dans cette situation, tout processus qui est celui du développement, de la croissance, de l'affirmation de la classe, comme force positive à l'intérieur du mode de production capitaliste, apparaît comme le procès même de la révolution.

Tant que la révolution ne peut être que cette affirmation de la classe, prenant le pouvoir et contrôlant la production, un fil indestructible et tragique relie les positions révolutionnaires les plus radicales aux positions les plus réformistes, qui mettent en avant la croissance de la classe à l'intérieur du système. En tant que seule classe productive du système que le capital "pille", classe du progrès, du travail, de la domination de la nature, le développement du prolétariat devient en lui-même la révolution en marche. Le réformisme gît dans le programmatisme. La glorification et la gestion de la classe en tant que force de travail, élément du mode de production capitaliste, n'est pas quelque chose d'essentiellement différent de la position, semblant plus radicale, prônant son affirmation, son contrôle des moyens de production, la généralisation de sa situation. Si la révolution est l'affirmation de la classe, c'est qu'elle est la libération de quelque chose existant à l'intérieur de la société ancienne, développer ce quelque chose, dans la forme et le rôle qui sont les siens dans cette société ancienne, n'est alors que logique et légitime.

C'est dans cette perspective que prend toute sa signification le petit jeu du compte voix électoral auquel se livrent tous les dirigeants de la social-démocratie, Engels y compris : "Le 10 Janvier 1874 nous avons obtenu 350.000 suffrages ; le 10 Janvier 1877 au moins 600.000. Les élections nous fournissent le moyen de nous compter ; des bataillons qui passent en revue, le jour des élections, nous pouvons dire qu'ils constituent le corps de bataille du socialisme allemand...Et quand je dis bataillon et corps de bataille, je ne parle pas au figuré. Au moins la moitié sinon davantage de ces hommes de vingt-cinq ans a passé deux ou trois ans sous les armes, sait fort bien manier le fusil et le canon et appartient aux corps de réserve de l'armée. Encore quelques années de progrès de ce genre, et la réserve et le landwehr, soit les 3/4 de l'armée de guerre, seront avec nous, ce qui permettra de désorganiser totalement le système officiel et de rendre impossible toute guerre offensive. Cependant certains diront, mais pourquoi donc ne faites-vous pas immédiatement la révolution? Parce que n'ayant encore que 600.000 suffrages sur cinq millions et demi et étant donné que ces voix sont dispersées çà et là dans de nombreuses régions du pays, nous ne vaincrons certainement pas, et verrions ruiner dans des soulèvements irréfléchis et des tentatives insensées, un mouvement qui n'a besoin que d'un peu de temps pour nous conduire à un triomphe certain." (Engels "Bilan politique après les élections allemandes de 1877", "La Plèbe" 26 Février 1877).

La révolution s'inscrit dans une perspective de croissance linéaire de la classe, pour laquelle la croissance graduelle et pacifique du mode de production capitaliste lui-même est la meilleure garantie. "L'ironie de l'histoire met tout sens dessus dessous. Nous, les "révolutionnaires", "les chambardeurs", nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement. Les

partis de l'ordre, comme ils se nomment, périssent de l'état légal qu'il ont créé eux-mêmes. Avec Odilon Barrot, ils s'écrient : "la légalité nous tue", alors que nous, dans cette légalité, nous nous faisons des muscles fermes et des joues roses et nous respirons la jeunesse éternelle" (Engels "Introduction de 1895 aux luttes de classes en France"). Les théorisations économiques social-démocrates du développement équilibré du capital ne font que participer de cette perspective, elles ne sont pas des déformations des épigones de la théorie marxienne, comme a tendance à le présenter Mattick dans "Crises et théories des crises". La recherche d'un développement tranquille du capital n'est pas seulement rejet de la théorie des crises, elle est également tendance à éviter tout ce qui peut troubler le développement du capital ou le gêner dans son cours, il faut éviter toute catastrophe. Dans son ouvrage contre Bernstein : "Le marxisme et son critique Bernstein", Kautsky écrit : "La tâche de la social-démocratie consiste, non pas à précipiter l'avènement de l'inévitable catastrophe, mais à la retarder autant que possible et donc à éviter soigneusement tout ce qui ressemble à de la provocation, ou tout ce qui peut inciter à la provocation." C'est exactement dans la même ligne que de congrès en congrès, la social-démocratie vota des résolutions d'opposition à la guerre, il n'y eut en 1914 aucune faillite, aucune trahison, il y eut, on le verra plus loin, insertion nouvelle du développement de la classe ouvrière dans le processus propre du capital.

Chercher à éviter la guerre n'avait d'autres significations, d'autres buts, que chercher à éviter tout ce qui pouvait interrompre le développement de la classe, consubstantiel à celui du capital. Avec les menaces de guerre, les débats qui s'ensuivirent sur l'impérialisme et sa nature ne se comprennent eux aussi que par rapport à la façon même dont la contradiction entre les classes se posait. Reconnaître ou non une liaison essentielle entre impérialisme et capitalisme c'était reconnaître ou non que le développement linéaire de la classe, était ou non la voie royale de la révolution. Pour Kautsky les intérêts du capital financier ne s'identifient pas avec ceux du capital industriel, qui peut quant à lui se développer plus facilement au moyen du libre-échange. En conséquence, la social-démocratie devait appuyer cette fraction de la bourgeoisie favorable à l'entente internationale et devait sauvegarder la paix. Pour Hilferding, la notion de capital financier qui posait comme essentielle la liaison entre capitalisme et impérialisme est rapidement remplacée par celle de capital organisé, dans laquelle le capital industriel a repris le dessus sur le capital bancaire. On verra plus loin à quelles implications tactiques différentes répondaient les positions de Lénine et Luxembourgeois sur le sujet, à partir d'un même substrat programmatique.

Dans le débat sur l'organisation, la spontanéité et la grève de masse, qui anima au début du siècle la vie de la social-démocratie, c'est toujours le même principe fondamental qui relie les diverses positions entre elles : la montée en puissance de la classe comme procès de la révolution. La révolution communiste est saisie de façon semblable à la révolution bourgeoise, il s'agit pour une classe, développée à l'intérieur de l'ancien mode de production, ayant acquis puissance et force dans et de par ce qu'elle est dans celui-ci, ayant obtenu une certaine maîtrise de sa propre existence, de libérer de l'ancienne société ses conditions d'existence revendiquées comme autonomes par rapport à elle. Il s'agit à partir de sa propre existence dans l'ancienne société de réorganiser la société selon ses intérêts. Pour cela le développement de l'appareil, de l'organisation est le critère central du progrès de la révolution, la manifestation évidente de la puissance acquise de la classe. Alors que Luxembourgeois posait l'organisation comme résultant de la lutte, et envisageait la possibilité de revers dissolvant l'appareil qui pour elle renaîtrait des luttes ; la droite du parti était terrorisée par la possible disparition de cette organisation toute puissante. L'orthodoxie, représentée par Kautsky, montre bien que l'appréhension des cadres du parti n'avait pas comme cause unique la peur du chômage, cette angoisse a une signification théorique. A partir du moment où ne compte que le développement progressif de la classe, ce développement ne peut être que celui de l'organisation.

Engagée dans ce débat, Luxembourgeois, bien que restant sur des positions social-démocrates, s'aperçoit, à l'inverse de Lénine, que l'opportunisme de la social-démocratie ne pénètre pas de l'extérieur, il est pour elle un produit de la situation objective du mouvement ouvrier. Pour elle l'opportunisme est le résultat de la contradiction interne de la social-démocratie entre l'objectif révolutionnaire final du mouvement et sa pratique quotidienne qui s'exprime dans la lutte pour obtenir des concessions temporaires et partielles. Ces concessions temporaires et partielles sont non seulement une reconnaissance du caractère progressiste du capital, ce qui se retrouve dans la reconnaissance de la nécessité d'une période de transition (qui est l'aveu d'impuissance de la révolution programmatique) ; mais surtout ces concessions

temporaires et partielles sont la façon même dont la classe se développe à l'intérieur de la société bourgeoise. Là où Luxembourg ne voit que contradiction, il y a en réalité complémentarité. Si le but du mouvement est l'affirmation de la classe, ces concessions ne sont pas simplement un aménagement permettant au prolétariat d'amenuiser ses souffrances dans l'attente du grand soir, elles sont le procès même dans lequel la classe se développe et se conforte pour ce grand soir. Non seulement l'opportunisme est inéluctable mais encore il participe du but lui-même, ce que Luxembourg ne peut reconnaître.

C'est bien ce développement tranquille que pour le but lui-même, Engels appelle de ses vœux dans une lettre à Bebel du 17 Novembre 1885 : "Nous avons encore tant besoin de quelques années de développement tranquille pour nous renforcer, qu'il ne faut pas souhaiter jusque là de grands chambardements. Celui-ci en effet, ne ferait que nous repousser à l'arrière plan pour des années, et il serait ensuite probable qu'il nous faudrait tout recommencer par le début comme après 1850".

L'obtention de concessions partielles et temporaires ne sont rien d'autre que le renforcement du parti, que ce développement souhaité par Engels, elles ne sont pas le simple résultat des circonstances que présente Luxembourg. Renforcer le parti nécessite quelques années de développement tranquille, la révolution résulte de la puissance du prolétariat s'enracinant et se développant de façon inéluctable et progressive dans le capital, on n'a plus qu'une transcroissance entre la situation présente et la révolution. "En Allemagne les choses se développent de manière régulière. C'est une armée bien organisée et bien disciplinée, qui devient chaque jour plus grande et avance d'un pas assuré, sans se laisser détourner de son but. En Allemagne, on peut pour ainsi dire calculer à l'avance le jour où notre parti sera le seul en mesure de prendre le pouvoir." (Engels à Pablo Iglesias, 26 Mars 1894). Pour être révolutionnaire et porteur du communisme, il suffirait au prolétariat de se développer à l'intérieur du mode de production capitaliste, ce n'est pas la contradiction qui l'oppose au capital qui est la dynamique révolutionnaire de la société, mais sa simple croissance. On en arriverait même à pouvoir parler de révolution en excluant toute contradiction du système capitaliste, en ne se fondant que sur un développement quantitatif du capital, un développement si possible harmonieux. La social-démocratie ne théorise que le fait que le capital reproduit sans cesse son rapport au prolétariat comme le principal résultat du procès de production. Et cela même qui, auto présupposition, est le procès "harmonieux" du capital, est conçu comme avancée inéluctable de la révolution.

b) De la nécessité objective à la révolution

-

• Le prolétariat réagit

La social-démocratie développe théoriquement et pratiquement tout un aspect objectiviste du programme. Pour cette appréhension du développement de la société, l'économie représente un cours en soi provoquant certaines réactions sociales, il n'est à la limite pas nécessaire, comme on vient de le voir, que ce cours soit en lui-même contradictoire, il suffit qu'il provoque une résistance de la classe ouvrière. Déjà dans "Le Capital", Marx a parfois tendance à concevoir ainsi le développement du capital et la révolution : "A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste" ("Le Capital" Livre I^o chap 32) ; et quelques lignes plus loin : "Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature." Le mode de production capitaliste n'est pas conçu comme contradiction entre le prolétariat et le capital, ce dernier suit son cours qui provoque la montée consubstantielle de la résistance ouvrière, à ce niveau il n'est même plus nécessaire que ce cours soit contradictoire. Quand il est tout de même conçu ainsi, cette contradiction ne met pas en jeu directement, comme un de ses termes, le prolétariat. La contradiction est méthodologiquement antérieure à l'action de la classe, elle prend alors des formes diverses : forces productives/rapports de production ; appropriation privée/socialisation de la production ; baisse du

taux de profit (conçu comme un phénomène strictement économique) ; production pour la production/limitation sociale de la consommation. Poser le développement de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, comme étant le procès de la révolution, conduit non seulement à concevoir comme deux choses différentes le développement du capital et la contradiction entre le prolétariat et le capital, mais encore cela aboutit aussi à ne plus connaître la nécessité de concevoir ce développement comme contradictoire.

Le socialisme est le résultat général du développement de toute la société et non de celui-ci en tant que spécifiquement lutte de classes. En fait la lutte de classes, lorsqu'elle n'est pas tout bonnement mise au rencart, n'est que seconde, et vient actualiser le mouvement économique objectif qui la détermine. Il est alors possible d'abandonner purement et simplement toute analyse contradictoire du procès capitaliste. Pour Tougan Baranovsky par exemple, les crises périodiques sont le procès du capital, et ne manifestent aucune contradiction annonciatrice d'une fin prochaine. Comme Stuve, il élimine du processus objectif toute trace de contradiction. Dans la vision orthodoxe de Kautsky et de Plékhanov le capital demeure contradictoire, mais cette contradiction économique "objective" détermine l'action du prolétariat, elle le fait réagir.

L'éthique est le complément de cette vision objectiviste. Totalement séparé de la lutte de classes, le développement économique n'est en lui-même porteur d'aucune position de classe, l'adhésion au socialisme, à partir de la reconnaissance de ce mouvement, est une adhésion qui relève de la morale, de la volonté individuelle : "C'est une chose de reconnaître une nécessité, cela en est une autre de se mettre au service de cette nécessité" (Hilferding "Avant propos du capitalisme financier"). Le retour à Kant est très à la mode dans le milieu austro-marxiste. Ou bien, la contemplation du cours majestueux des choses qui mènent au socialisme par un flux objectif, conduit, à la manière de Jaurès, à substituer l'Humanité au prolétariat.

Contre Struve, Pékhanov défend la théorie du développement par sauts qui s'oppose à celle du développement ininterrompu. En fait, les deux thèses renvoient l'une à l'autre car, chez Plékhanov les contradictions et le saut deviennent quelque chose d'abstrait, n'étant pas compris comme contradiction de classes. A partir du moment où le simple développement graduel de la classe, sa montée en puissance comme classe du mode de production capitaliste devient le processus de la révolution, cela signifie que le développement de la société capitaliste n'est pas saisi comme contradiction entre les classes : le développement harmonieux du capital devient le meilleur terrain de maturation de la révolution. En outre cela signifie que le développement du capital suit un cours, contradictoire ou pas, par rapport auquel l'action de la classe ne fait que se définir.

Tant que la révolution se présente comme affirmation du prolétariat, on ne peut concevoir la contradiction du mode de production capitaliste comme relevant de l'implication réciproque entre le capital et le prolétariat, car alors le dépassement du capital ne pourrait qu'être, ipso facto, dépassement du prolétariat. C'est ainsi que le programmatisme devient un économisme. Si la révolution est affirmation de la classe, il faut nécessairement que le prolétariat, faisant la révolution, résolve une contradiction du capitalisme dont il ne soit pas un des termes, mais simplement l'exécuteur le mieux placé, afin que le dépassement de cette contradiction, loin d'être sa propre disparition, soit son triomphe.

• Quand les ouvriers deviennent socialistes

Partant d'un développement objectif du capital se différenciant de la lutte de classes, le problème que rencontrent dans leur propre démarche la théorie et la pratique programmatiques est précisément de produire la révolution, c'est-à-dire d'actualiser par l'action du prolétariat, par la construction du parti, cette tendance objective à l'oeuvre dans les tréfonds de la société.

Ce problème de l'actualisation d'un développement général plus ou moins contradictoire est un des problèmes centraux du programmatisme. Il apparaît pratiquement et théoriquement sous plusieurs formes et reçoit plusieurs types de réponses, qui toutes cependant se réfèrent à la même problématique, fondamentalement définie par une révolution qui ne peut être, dans la contradiction du moment, qu'affirmation de la classe. Ce problème apparaît entre autre sous la forme de la question des rapports

entre mouvement ouvrier et mouvement socialiste (cf. Labriola). La création de ces deux termes et leur disjonction est intrinsèque au programme. A partir du moment où c'est le processus général de la société qui mène au socialisme, et non dans la contradiction entre les classes, la pratique du prolétariat, il faut alors travailler à établir une liaison entre d'une part la contradiction et son processus objectif (qui est révélé à la conscience, l'objectivisme s'accompagne toujours d'un illuminisme), et d'autre part la classe, qui doit être amenée à actualiser cette contradiction, ou plutôt à actualiser son aboutissement, son résultat.

Les deux grandes tendances qui se dégagent sur cette question sont en gros représentées par Kautsky et Plékhanov d'un côté, Luxembourg et Lénine de l'autre. Pour les premiers le prolétariat n'a qu'à suivre le cours des contradictions objectives du mode de production capitaliste, ne rien précipiter et miser sur la transcroissance du capitalisme en socialisme. Pour les seconds, la stratégie révolutionnaire consiste à "pratiquer" les contradictions, à tenter de faire du prolétariat non pas un terme de la contradiction, mais un intervenant dans cette contradiction, il prend en main la contradiction et ne fait pas qu'attendre son mûrissement.

• Ouvrier ! Cueille le socialisme quand il est mûr (Kautsky)

Pour Kautsky et les marxistes orthodoxes de la social-démocratie, la révolution et la possibilité du socialisme dépendent de l'achèvement du développement du capital ; quant à la classe ouvrière son rôle n'est pas d'intervenir dans ce cours, d'oeuvrer à la rupture, mais d'assister passivement au déroulement de ce développement et d'attendre qu'il atteigne son plus haut point, cela bien sur en construisant et renforçant sans cesse son organisation et le poids de celle-ci dans la société. C'est la position que l'on voit par exemple à l'oeuvre à propos des questions agricoles ou du colonialisme : "Ce procès non plus ne peut être arrêté (le colonialisme), il est également un préliminaire de l'organisation socialiste, mais à cela non plus le parti socialiste ne peut donner son concours. Inviter le parti socialiste à soutenir les indigènes des colonies contre leur expropriation, c'est une utopie tout aussi réactionnaire que de vouloir maintenir le métier et l'état des paysans, mais ce serait léser imprudemment les intérêts du prolétariat que d'exiger de lui qu'il soutienne les capitalistes en mettant sa puissance politique à leur disposition. Non, c'est une trop sale besogne pour que le prolétariat s'en fasse complice. Cette vilaine affaire revient à la bourgeoisie, elle fait partie de sa mission historique ; et le prolétariat s'estimera heureux de ne pas avoir à s'y salir les mains" (Kautsky "La Politique Agricole du Parti Socialiste").

Nous verrons plus loin que toute cette problématique des conditions objectives à réunir, pour qu'enfin puisse intervenir le prolétariat dans son rôle d'exécuteur, rejoint, comme c'est le cas dans ce texte de Kautsky, ce qui est une limite intrinsèque du programmatisme, contenue dans la notion même de plus-value absolue : le capital s'il définit l'ensemble de la société n'est pas encore maître de son monde, il est "progressiste" (ce qui ne signifie pas qu'il devienne ensuite "décadent" ou "réactionnaire"). Pour Kautsky, la révolution est toujours placée dans une perspective de transcroissance et non de rupture, il s'agit d'accompagner une maturation de la révolution due au développement graduel des conditions objectives. Stratégiquement et tactiquement, la position de Kautsky se définit comme une pratique de l'encercllement et de l'usure de l'adversaire (ce qui rapidement se limite à la croissance du groupe parlementaire) ; le parti quant à lui est destiné à saisir l'occasion de la révolution, et non à faire la révolution.

C'est contre Luxembourg que s'affirme cet aspect du programmatisme tel que l'expose Kautsky, il mène également dans des termes à peu près identiques une polémique sur le même sujet avec Pannekoek. La lutte révolutionnaire est comprise comme un produit de l'appareil parvenu à un certain degré de maturité. Luxembourg fait ressortir dans sa critique la liaison entre bureaucratie, déterminisme et objectivisme, elle s'élève contre les positions de Kautsky qui se refuse à concevoir l'action du prolétariat comme facteur des contradictions elles mêmes. Pour Kautsky, la lutte n'apparaît qu'à un certain degré de développement de l'organisation, dont la bureaucratie est la garante. Pris de ce point de vue le problème de la bureaucratie dans la social-démocratie n'est pas un faux problème, un problème ne relevant que de la forme. La bureaucratie est la garante de la croissance graduelle de la classe sous la forme de ses

organisations, comme cours de la révolution. Mais si, comme Luxembourg, on demeure dans les termes du programmatisme, la critique de la bureaucratie reste une critique formelle.

• **Comme un fruit mûr, le socialisme tombe pour tout le monde (Bernstein)**

Si l'on place la classe ouvrière à côté d'un processus objectif et économique menant au socialisme, si donc la classe n'intervient dans le passage du capitalisme au socialisme que comme simple accoucheur, dans un mouvement qui somme toute connaît le même caractère inéluctable que les lois de la nature, sa présence et son action spécifique ne sont plus essentielles. Bernstein effectue ce pas. Il est courant de dire que Bernstein et Conrad Schmidt expriment la vérité du mouvement social-démocrate. Bernstein ne trahit pas les présupposés de la social-démocratie (Jaurès, lucide ou cynique, fait remarquer qu'il n'y a pas besoin de "réviser" le marxisme de Kautsky) ; mais inversement, dire que Bernstein ne trahit pas les présupposés de la social-démocratie, ne signifie pas que cette dernière aurait, elle, trahi ses origines. La social-démocratie n'est pas que le résultat de l'activité ouvrière en période de contre-révolution, elle est un développement de la pratique programmatique. Et, loin d'être pour lui un développement négatif, cette longue période de développement relativement calme du capital est pour le programmatisme une base d'expansion.

Pour Bernstein, si c'est l'ensemble du développement objectif du capital qui est le principe du passage au socialisme, cela signifie que le prolétariat n'a pas de rôle particulier à jouer dans ce passage, pas plus en tout cas, que les fractions industrielles démocrates avancées de la bourgeoisie. Le passage au socialisme est le résultat du mouvement de l'ensemble de la société et non de l'action d'une classe. A partir du moment où le prolétariat est posé à côté du processus objectif qui mène au socialisme, qu'il ne fait qu'actualiser au moment où toutes les conditions sont réunies, toutes les classes qui ont un rôle progressiste dans ce mouvement sont tout autant fondées à participer à cette transcendance. Le socialisme est le résultat de l'action de l'ensemble de la société, certaines fractions aidant plus ou moins à la réalisation d'un processus qui leur est de toute façon extérieur et inéluctable. Comme Bernstein, Schmidt considère qu'il faut substituer l'évolution à la révolution, le capitalisme s'intègre dans le socialisme.

Quand le développement du mode de production capitaliste est différencié de la contradiction entre le prolétariat et le capital et devient une condition de l'action du prolétariat, on peut alors considérer ce mouvement comme menant sans encombre au socialisme, la résistance ouvrière peut même être un obstacle, un frein. La tension de la société vers le socialisme étant l'oeuvre d'un développement objectif, la relation entre cette tension et la lutte particulière du prolétariat n'est plus alors quelque chose d'évident. On peut bien sûr comme Kautsky, placer le prolétariat en position d'accoucheur, mais il est tout aussi légitime (le développement objectif n'impliquant en soi aucune contradiction de classe) de considérer toutes les classes à égalité face à ce mouvement, et de ne juger que l'aide qu'elles apportent au procès général.

• **Camarades ! Il faut secouer l'arbre. (Luxembourg, Lénine)**

Face aux positions de Kautsky, Luxembourg présente des thèses qui bien que différentes, partent des mêmes présupposés. Pour Luxembourg, les contradictions objectives du mode de production capitaliste relèvent d'un domaine économique régissant la lutte de classes. Cependant ces contradictions doivent être "pratiquées". Face aux positions attentistes de Kautsky, qui fait des processus parallèles de la croissance de l'organisation et du mûrissement des contradictions capitalistes, la voie royale de la révolution, Luxembourg considère l'organisation comme résultant des luttes et sa raison d'être, de révéler au prolétariat qu'il est révolutionnaire. Le fondement commun réside dans la considération des

contradictions comme contradictions économiques objectives, que le prolétariat attend ou accélère. Mais toujours extérieur aux termes de la contradiction ; le prolétariat a un être donné une fois pour toute face au capital et n'est pas un rapport au capital : son action n'est posée que comme résultante, elle est seconde. Dans l'un et l'autre cas, c'est son affirmation comme classe dominante qui est l'aboutissement : "La social-démocratie est l'avant-garde la plus éclairée et la plus riche de la conscience de classe du prolétariat. Elle ne peut pas et ne doit pas attendre de manière fataliste, les bras croisés que se produise la "situation", attendre que ce mouvement spontané du peuple tombe du ciel. Au contraire elle doit comme toujours devancer le développement des choses, chercher à le hater. Mais elle ne peut le faire en donnant à l'improvisiste au bon ou au mauvais moment, le "mot d'ordre" en l'air d'une grève générale, mais avant tout en éclaircissant pour les plus larges couches du prolétariat la venue inévitable de cette période révolutionnaire, les mouvements sociaux internes qui y conduisent et les conséquences politiques qui en découlent." (Luxembourg "Grève Générale, Partis et Syndicats")

Le rôle de l'organisation est celui de la conscience : conscience du but final comme révélation de la tendance inhérente au prolétariat à être révolutionnaire. Ce rôle d'avant-garde qui est pour Luxembourg, l'essentiel du rôle du parti, s'accompagne de la reconnaissance de l'action spontanée du prolétariat : "Pour les vulgarisateurs mécanistes, le parti était une simple forme d'organisation ; et le mouvement de masse ou la révolution n'était qu'un simple problème d'organisation. Luxembourg a reconnu de bonne heure que l'organisation est bien plutôt une conséquence qu'une condition préalable du processus révolutionnaire, de même que le prolétariat lui-même ne peut se constituer que dans et par le processus révolutionnaire" (Lukacs "Histoire et Conscience de classe"). Le parti n'est pas en mesure de déclencher la grève générale ou le processus de la révolution, ce dernier ne peut découler d'une situation préétablie, il ne peut être prévu avec exactitude. Même l'armement de la classe ne peut être prévu à l'avance par le parti : "la masse peut et doit s'armer elle-même, au cours de sa propre lutte, à la suite de sa propre décision poussée par son besoin de se procurer des armes...se les procurant par la force même du mouvement" (Luxembourg "Dans la période révolutionnaire, comment procéder ?").

Cependant dans sa critique des positions centristes, attentistes, de la social-démocratie, Luxembourg ne fait pas qu'exprimer d'autres solutions à une même question. Le prolétariat et son action sont séparés des contradictions mêmes du mode de production capitaliste ; il n'empêche que le problème qui reste posé est celui de la raison qui fait qu'il y a une autre réponse à la même problématique. Cette autre réponse s'effectue autour de trois axes : poussé à l'action par une situation déterminée de crise, le prolétariat devient facteur actif de l'histoire ; l'organisation n'est qu'un produit de la lutte ; la lutte du prolétariat est implanifiable, spontanée. La réponse de Luxembourg remet partiellement en cause la question elle-même, elle ne la dépasse pas, mais la réponse qui est apportée met en lumière que le processus social-démocrate de la révolution est impossible ou alors s'oppose à ce qui est son but, la révolution. Le développement graduel de la classe comme procès de la révolution, qui dans la position centriste s'exprime comme croissance de l'organisation et développement sans heurt et pacifique de la maturation de la révolution, en étant compris comme développement spontané, en allant même jusqu'à être posé comme mouvement dans lequel le prolétariat est actif, est en fait remis en cause dans sa possibilité même. Elle ne supprime pas la dualité, mais les médiations, posant avec le spontanéisme une causalité immédiate (en cela, elle annonce les positions des gauches de l'après-guerre). Luxembourg exprime de façon social-démocrate l'impossibilité de la révolution social-démocrate.

Il existe une étroite corrélation entre la conception luxembourgeoise de l'accumulation du capital, et de la crise, et ses positions plus politiques. Dans "Réforme sociale ou révolution", Luxembourg écrit : "Si nous essayons de nous représenter la situation économique actuelle, nous sommes contraints à avouer que nous ne nous trouvons pas encore dans cette phase de maturité capitaliste complète que suppose le schéma marxien de la périodicité des crises...Nous avons assisté à l'ouverture subite et brusque de nouveaux territoires à l'expansion de l'économie capitaliste, mouvements qui se sont produits périodiquement jusqu'aux années 1870 et qui eurent pour conséquence les crises telles que nous les avons connues jusqu'à présent, revêtant elles aussi en quelque sorte le caractère des crises juvéniles. Nous n'en sommes pas parvenus pour autant au degré d'élaboration et d'épuisement du marché mondial qui pourrait provoquer l'assaut fatal et périodique des forces de production contre les barrières des marchés, assaut qui constituerait le type même de la crise de sénilité du capitalisme...Une fois le marché mondial élaboré et constitué dans ses grandes lignes et tel qu'il ne peut plus s'agrandir au moyen de brusques poussées expansionnistes, la productivité du travail continuera à croître de manière irrésistible ;

c'est alors que débutera, à plus ou moins brève échéance, l'assaut périodique des forces de production contre les barrières qui endiguent les échanges, assaut que sa répétition même rendra de plus en plus impétueux. Il est tout à fait explicite que pour Luxembourg, la valorisation du capital dépend absolument de l'ouverture de nouveaux marchés non capitalistes, et que le capital est incapable de se constituer à lui-même son marché. La limitation du capital devient ici géographique, la Terre est finie, les marchés le sont donc aussi. Telle est la démarche de Luxembourg, qui exprime un des cas les plus tranchés de séparation entre contradictions du mode de production capitaliste et luttes de classes.

Pour que la production capitaliste demeure équilibrée, la plus-value créée en un point exige la création de plus-value en un autre point pour qu'elle trouve à s'échanger. Le capital est donc contraint d'élargir sans cesse la sphère de la circulation. Mais cet élargissement incessant de la circulation correspond à une création incessante de centres de création de plus-value. Tout dépend donc de la capacité de production de plus-value du capital. La sphère de la circulation devient trop étroite pour le capital, non quand il produit trop de plus-value, mais lorsqu'il n'en produit pas assez. C'est la baisse de rentabilité du capital qui rétrécit la circulation et provoque l'apparition de marchandises ne trouvant plus à se réaliser, car ne rencontrant pas face à elles leur équivalent en plus-value. Il y a toujours surproduction par rapport à la valorisation du capital. La théorie luxembourgeoise des crises est fondamentalement fautive, mais sa force de conviction provient de ce que superficiellement elle décrit ce que l'on peut voir, les faits dans leur apparence viennent s'accorder à elle.

Lorsque la dévalorisation du capital apparaît sous la forme d'une masse de marchandises correspondant à de la plus-value qui ne parvient pas à trouver son équivalent, tout pousse à dire : "le capital a trop produit de plus-value" et on ajoute "le marché est trop étroit". C'est de la naïveté. On aurait donc finalement un système de production entrant en crise parce qu'il marche trop bien, un système dont le seul but est la création de plus-value, entrant en crise parce qu'il a trop produit de plus-value. C'est absurde. Nous avons affaire en fin de compte à une limite externe, géographique du capital. Cela sépare le communisme du capitalisme, le premier n'apparaît pas comme le résultat des contradictions internes du second, puisque la seule limite de celui-ci est une limite externe. La thèse de Luxembourg n'est que la constatation du mouvement apparent de la dévalorisation, elle ne parvient pas à saisir par quelles voies la dévalorisation potentielle du capital (capital marchandise devant se métamorphoser en argent), peut devenir une dévalorisation effective ; la cause de cette transformation réside dans le procès de production lui-même en raison de la dévalorisation inhérente au capital, consistant à réduire sans cesse les coûts de production, donc à élever la composition organique, ce qui porte la baisse tendancielle du taux de profit. Luxembourg aperçoit le bout de la chaîne explicative et croit que ce bout est la totalité. Il n'est pas question de nier que le capital a des crises de surproduction, mais la question fondamentale est la suivante : surproduction par rapport à quoi ? La seule réponse embrassant la totalité du mode de production capitaliste est de considérer cette reproduction par rapport à la rentabilité du capital, à sa capacité de valorisation ; paradoxalement nous pourrions presque dire qu'il y a trop de plus-value parce que fondamentalement il n'y en a pas assez. En aucun cas la limite de la production capitaliste ne se situe fondamentalement dans la sphère de la circulation.

Le capital a constamment besoin de combiner l'accroissement de la productivité des capitaux existants et l'extension du cycle de reproduction du capital total. Il présuppose une extension constante de la sphère de la circulation. Avec le capital, le commerce cesse d'être une fonction permettant d'échanger l'excédent entre les producteurs autonomes : il devient une présupposition et un élément fondamental embrassant toute la production. A ces origines le capital réalise cette combinaison d'un accroissement relatif et absolu de la plus-value, entre autre par le "pillage" de zones encore non capitalisées, par le travail forcé dans les colonies. Il se nourrit de la destruction des modes de production non capitalistes, il vend une partie de sa production sur des marchés qui ne répondent pas encore aux lois du capitalisme. Il apparaît alors que "l'erreur" de Luxembourg a un fondement historique. "L'Accumulation du Capital" correspond historiquement à la phase finale de cette extension, au moment où le monde est totalement partagé entre les grandes puissances capitalistes. Luxembourg voit dans la fin de cette extension planétaire, la limite du mode de production capitaliste, alors qu'il ne s'agit que de la fin d'un développement spécifique du capital. Le fait que le capital soit contraint d'écouler une partie de ses marchandises sur des marchés ou dans des aires non capitalistes, n'exprime rien d'autre que l'expansion normale du mode de production capitaliste, dont l'expansion territoriale passe par l'utilisation d'une circulation non spécifiquement capitaliste. Ceci dit, l'importance relative que prennent ces marchés

externes est en raison inverse de la puissance d'accumulation du capital. Cette importance ne fait que refléter une faiblesse interne de l'accumulation du capital, qui n'est pas suffisamment développé pour qu'en son sein la plus-value rencontre la plus-value. Ainsi l'on voit que l'erreur de Luxembourg est historiquement datée, à l'intérieur de la longue récession qui marque la fin du XIX^e siècle, où la crise et l'impasse de l'accumulation en domination formelle s'expriment dans la forme monopolistique et impérialiste que revêt l'accumulation (on retrouve la même limite historique chez le Lénine de "L'Impérialisme stade suprême du capitalisme"). De la limitaton évidente de ce mode d'accumulation, Luxembourg déduit une limite en fin de compte externe au mode de production capitaliste.

Le mode de valorisation externe dont Luxembourg dresse l'acte de décès ne fut, de toute façon, toujours que très limité. Ce mode de valorisation n'était déjà pas entièrement extra-capitaliste, comme elle-même le laisse entendre : "On n'attendit pas que la colonisation eut réalisé des progrès tels, que la vente de produits alimentaires et de matières premières originaires de pays coloniaux sur les marchés extérieurs permit de payer les importations en provenance des métropoles... Ce n'est pas l'accumulation indienne de capital qui finança les constructions ferroviaires aux Indes, mais l'accumulation de capital anglais" (Sternberg "Le Conflit du Siècle"). Même à la fin du XIX^e siècle, la création du marché mondial n'est pas tant vente de marchandises dans une périphérie extra-capitaliste, que création de point de circulation conforme au capital, car point de production de plus-value. Les colonies n'avaient pas à la fin du XIX^e siècle une importance économique immense : pour la France sur 40 milliards de francs de capitaux placés à l'étranger 4 seulement le sont dans ses colonies, pour l'Allemagne, sur 25 milliards seulement 10% ; le Royaume Uni 50%. (cf. les travaux historiques de Jacques Marseille sur l'empire colonial français). Le constat d'échec du capital que dresse Luxembourg n'est que le constat de l'échec, ou plus précisément de la fin de l'expansion en secteurs extra capitalistes, elle n'entrevoit pas, contrairement à Lénine dans sa polémique contre les populistes russes, que le capital puisse être son propre marché (même si Lénine ne sort pas, dans cette conception, de la domination formelle). Ainsi si d'un côté comme elle le démontre face à Bernstein, le développement du prolétariat, comme procès de la révolution, ne peut plus aller sans heurts, d'un autre côté, voyant la fin du capital dans la dévalorisation d'origine externe, elle ne peut saisir la contradiction entre le prolétariat et le capital comme contradiction centrale et insurmontable du système. Ne pouvant voir dans la révolution que l'affirmation de la classe ouvrière, telle qu'elle s'est, théoriquement et pratiquement, graduellement développée pendant la période social-démocrate, c'est l'abandon du but que Luxembourg reproche à Bernstein, puis à la social-démocratie dans son ensemble. En revanche, elle accepte tous les moyens sociaux-démocrates de l'affirmation du prolétariat, et ce jusqu'à la fondation du K.P.D., où elle défend la participation aux élections, rejetée par le parti, et le rôle syndicaliste des conseils ouvriers.

"Mais comment apparaît la théorie de Bernstein traduite dans la pratique? Tout d'abord, elle ne se distingue en rien de la pratique de la lutte social-démocrate usitée jusqu'à présent. Les syndicats, la lutte pour les réformes sociales et la démocratisation des institutions politiques, c'est bien d'ailleurs ce qui constitue le contenu formel de l'activité du parti social-démocrate. La différence ne réside pas ici dans le quoi mais dans le comment. Dans l'état actuel des choses, la lutte syndicale et la lutte parlementaire sont conçues comme des moyens de diriger et d'éduquer peu à peu le prolétariat en vue de la prise du pouvoir politique... La grande importance de la lutte syndicale et de la lutte politique réside en ce qu'elles socialisent la connaissance, la conscience du prolétariat, l'organisent en tant que classe. En les considérant comme un moyen de socialisation directe de l'économie capitaliste, elles perdent non seulement cet effet qu'on leur attribue, mais encore leur autre signification, c'est-à-dire qu'elles cessent d'être un moyen de préparation de la classe ouvrière à la conquête du pouvoir." (Luxembourg "Réforme ou Révolution"). On pourrait retrouver la même conservation des moyens sociaux-démocrates, accompagnée de la même hypostase du but dans ses illusions sur la nature des moyens, dans la polémique avec Vandervelde à propos des grèves belges de 1903 et 1913.

Luxembourg se trouve entièrement coincée entre le développement de la classe ouvrière et le résultat de ce développement. Le résultat de ce développement ce n'est pas la prise du pouvoir politique, mais l'intégration de la reproduction et de la défense de la condition prolétarienne dans le cycle propre du capital. Bernstein l'avait vu et accepté, Luxembourg non : "Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste, mais, par contre ses rapports politiques et juridiques établissent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus élevé. Ce mur, non seulement n'est pas mis en brèche, mais au contraire affermi,

consolidé par le développement des réformes sociales et de la démocratie. Ce qui pourra, par conséquent l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat" (Luxembourg "Réforme ou Révolution"). C'est toute l'analyse social-démocrate et même révisionniste qui est acceptée ici : le capitalisme transcroit en socialisme, la révolution, malgré le lyrisme prolétarien du coup de marteau, ne fait que mettre les choses en conformité avec ce qu'elles sont déjà. Jusqu'à la fin (fondation du K.P.D. et insurrection de 1919), Luxembourg voudra conserver l'intégralité du programme social-démocrate contre sa propre logique de développement historique dans le passage à la domination réelle.

• **De la nécessité objective à la révolution : la conscience**

Quelle que soit la solution apportée au problème de l'actualisation du cours objectivement contradictoire du mode de production capitaliste, toutes les fractions sont confrontées à une question qui tient à la façon même dont se présente la révolution : le problème de la conscience. Si le développement du capital suit un cours objectif que l'action du prolétariat vient actualiser d'une façon ou d'une autre, il faut qu'entre ce cours objectif et l'intervention prolétarienne s'établissent une liaison, ce lien c'est l'accession à la conscience. D'emblée celle-ci est un problème central du programmisme, mais d'emblée également le problème est posé de telle sorte qu'il ne peut connaître qu'une solution illuministe. L'action du prolétariat, étant exclue du cours de la contradiction, devient dépendante d'un dévoilement. Le problème de la conscience ne disparaît en tant que tel qu'à partir du moment où, conçu comme pôle de la contradiction du mode de production capitaliste, le prolétariat ne peut que coïncider dans son existence et sa pratique avec le cours historique de sa contradiction avec le capital, qui est elle-même le propre développement du mode de production, sa propre objectivité. Tant que la révolution est affirmation de la classe, tant donc que le prolétariat, exclu des termes de la contradiction en raison même du fait que sa résolution doit être son triomphe, ne vient qu'actualiser un développement objectif, il ne peut y avoir qu'un problème de la conscience, qui est le corrolaire de la problématique de l'objectivité économique.

Pour la pratique révolutionnaire programmatique, le monde se présente comme le résultat de lois objectives qu'il faut connaître. Il y a un monde qui est une totalité objective en soi et ensuite il y a un sujet qui connaît ce monde de manière adéquate, conformément à ce qu'il est. C'est la position la moins illuministe, c'est, en gros, celle de Lukacs. La conscience n'est pas seulement enseignement venant de l'extérieur mais adéquation avec un être ; la majorité des théoriciens programmatiques considère simplement que le prolétariat a intérêt à connaître le monde, et donc à écouter leurs leçons (il existe également l'espèce hypocrite des maïeuticiens). Dans cette perspective plus ou moins éducationniste, se pose alors le problème de la nature et du rôle de cette connaissance par rapport au cours automatique du capital afin qu'il se résolve dans le communisme. La problématique repose sur le fétichisme du capital et du développement social comme procès de lois objectives. En tant que visant l'affirmation du prolétariat, la lutte de classes programmatique se rapporte nécessairement à un cours social qu'elle objectivise, à un réel fétichisé.

La conception éducationniste renvoie au gradualisme et au réformisme. "On trouva que les institutions d'Etat, où s'organise la domination de la bourgeoisie, fournissent encore des possibilités d'utilisations nouvelles qui permettent à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions d'Etat. On participa aux élections aux différentes Diètes, aux conseils municipaux, aux conseils des prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste dans la mesure où une partie suffisante du prolétariat participe à la désignation du titulaire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du Parti Ouvrier, des succès aux élections que de ceux de la rébellion. Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de la société, il faut que les masses coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie." (Engels "Introduction de 1895 aux luttes de classes en France"). Outre la position déjà rencontrée, qui substitue l'utilisation et la progression dans les institutions à leur destruction, ce qui

importe ici c'est cette théorie idéaliste qui fait de la conscience le préalable à la lutte de classes. Cette théorie sert de base à toutes les pratiques éducationnistes, où la connaissance provient soit de l'extérieur, soit de la fameuse expérience ouvrière, soit des mérites mêmes des institutions démocratiques. "La conquête de tous les postes qui nous sont accessibles" ; "Le lent travail de propagande de l'activité parlementaire" ; "gagner la grande masse du peuple", sont les belles formules où éducation et réformisme se confortent mutuellement.

Kautsky, repris ensuite par Lénine dans "Que Faire", écrivait : "La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique... Or le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les intellectuels bourgeois... Ainsi donc la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément" (Kautsky "Les trois Sources du Marxisme"). La théorie du prolétariat formulée par Marx, devient Théorie Marxiste. La critique de l'économie politique, d'étude portant sur les conditions devant amener le prolétariat à la détruire, devient science de l'économie, de ses lois, science suprême "en dernière instance". La dialectique devient technique de logique formelle applicable à tous les sujets. Le matérialisme historique devient méthode pour les sciences ; la théorie se transforme en sociologie, en économie, en science du droit, en recettes de l'action politique etc. Elle devient science parmi les autres, science supérieure, science de synthèse (cf. Bériou notes au "Socialisme en danger" de Nieuwenhuis). La question de la conscience ne se pose qu'à partir de la séparation entre le cours objectif du capital et la lutte de classes. Cette question n'est pas une question de compréhension philosophique, mais une question politique, poser la révolution en termes de conscience et d'éducation c'est s'inscrire dans une position réformiste ; c'est aussi comprendre la lutte de classes de telle sorte que l'on sépare luttes "économiques" et luttes "politiques". Les premières sont du domaine de l'inéluctable, du spontanée, la lutte politique est du domaine de la conscience, de la volonté. A partir du moment où la révolution est affirmation de la classe, celle-ci comporte comme ses propres déterminations qui s'entrecroisent : l'extériorité de la conscience, la séparation des luttes économiques et des luttes politiques, le gradualisme, l'objectivisme économiste.

Comme le fait remarquer Bernstein, si l'on admet un développement objectif de la société, les problèmes de la lutte de classes et la lutte de classes elle-même viennent se greffer sur ce mouvement, en ce qui concerne son contenu politique, en ce qu'elle porte le socialisme, elle n'est pas ce mouvement lui-même. Elle comporte alors un problème de finalité et de volonté ; on se pose alors la question du but et du mouvement, du rapport entre eux. Bernstein fait remarquer que puisqu'on considère le socialisme comme une science elle n'est pas la doctrine d'une classe particulière. Ce qui est conforme au fait que, puisque c'est le mouvement général de la société qui aboutit au socialisme, ce dernier n'a pas à être considéré comme l'oeuvre spécifique d'une classe. "Quand le socialisme cherche à fonder son caractère scientifique sur la prétention d'être une science pure ; il devrait renoncer à être la doctrine d'une classe, l'expression des buts de la classe ouvrière" (Bernstein, 1901).

• **De la nécessité objective à la révolution : la détermination sociale.**

La détermination des actions humaines est un autre problème fondamental pour le programmisme, proche du problème précédent de la conscience, et découlant toujours de la même configuration du processus de la révolution. Poser le problème de la détermination des actions humaines, c'est supposer des individus indéterminés subissant des faisceaux d'influences, c'est concevoir l'appartenance de classe comme une détermination contingente ou intrinsèque, et non comme la particularisation de la communauté.

Cette question à la fin du XIX^e siècle est débattue par les principaux théoriciens du moment. Mehring, Labriola, Plékhanov, Schmidt s'affrontent à propos de la conception matérialiste de l'histoire qui devient soit un déterminisme économique unilatéral, soit l'interaction un peu floue de facteurs divers, c'est le débat sur "la théorie des facteurs". La perspective totalisatrice du monde comme praxis résultant de l'adéquation entre la lutte de classes et le développement du capital ne peut être entrevue à l'époque. Il faudrait que la révolution ne soit plus affirmation de la classe pour que la lutte de classes puisse être

conçue comme le cours contradictoire du capital, ce qui était impossible dans la mesure où cela implique que le dépassement du capital est dépassement du prolétariat lui-même. Ce n'est pourtant qu'ainsi qu'est dépassé l'objectivisme et son cortège de problèmes, sans pour autant sombrer dans le subjectivisme, la volonté, la morale, le désir de révolution, la manifestation de l'humanité, qui ne sont que l'autre face de la même limitation théorique.

- **Une tentative de dépassement théorique : Pannekoek**

La position qu'adopte Pannekoek au moment de la polémique autour de "L'Accumulation du capital" de Luxembourg représente la première tentative de dépassement de la problématique d'actualisation révolutionnaire de la nécessité objective du socialisme, la première tentative de dépasser la dualité entre l'action de la classe et ses déterminations. Pannekoek tente de changer de terrain, de quitter le terrain de l'objectivisme économique, et de la lutte de classes comme conséquence ; de quitter le terrain de la théorie comme science et de la conscience venant de l'extérieur ; de quitter le terrain de la séparation entre mouvement ouvrier et mouvement socialiste. Pour Pannekoek, il ne s'agit pas de savoir si le capital est éternel ou non en faisant des démonstrations économiques (Hilferding, Luxembourg), mais de poser que la fin du capital c'est l'acte révolutionnaire du prolétariat. Il tente de dépasser la problématique qui parcourt tout le programmatisme : développement du capital d'un côté, lutte de classes de l'autre. Plus tard il fait la même critique à Grossmann : le prolétariat ne fait que réagir à des forces économiques échappant à son contrôle, au lieu d'être une force révolutionnaire prenant part à la détermination des faits économiques.

Dans cette perspective le spontanéisme acquiert un statut théorique important, il apparaît, en ce que l'action spontanée est celle se confondant totalement avec ses déterminations, comme l'unification, la synthèse dans la pratique de la classe du développement objectif et de la contradiction entre les classes. L'action de masse, le spontanéisme, la défense de nouvelles formes d'organisation comme les conseils (apparus en 1905 en Russie), ne sont plus seulement des formes organisationnelles ou tactiques opposées à la bureaucratie et au parlementarisme, elles en posent le dépassement. Ces notions acquièrent un statut théorique fondamental comme synthèse entre le mouvement objectif et la lutte de classes, qui est alors dégagée de son statut de conséquence. Le socialisme n'est pas une science, n'est pas la propriété d'un parti, il représente le mouvement réel de la classe ouvrière. Avec la fin de la période d'avant-guerre de l'histoire de la social-démocratie, on est déjà de plein pied, comme on l'a déjà vu, dans l'histoire des Gauches. Dans les avancées extrêmes de la fraction qui se veut critique du programmatisme social-démocrate, à la veille de la première guerre mondiale, quand se confirme de plus en plus le passage du capital en domination réelle, c'est bien dans les termes mêmes du programmatisme, l'impossibilité de sa propre conception de la révolution qui se développe. C'est ce processus que l'on retrouve amplifié et conscient de lui-même, quelques années plus tard, dans le mouvement des Gauches : critique et dépassement de toutes les médiations théoriques et pratiques organisant la montée en puissance de la classe vers son affirmation (réformisme, parlementarisme, syndicalisme, conscience apportée de l'extérieur, bureaucratie, dichotomie entre mouvement ouvrier et mouvement socialiste), ce qui inclut l'abandon de la notion de parti au profit des conseils ouvriers. Mais la conservation de la perspective centrale de l'affirmation du prolétariat place les Gauches dans une situation extrêmement instable et transitoire.

2) De la révolution à son évanouissement : la nécessité du réformisme.

a) Le progressisme du capital

De façon générale, pour le programmatisme le réformisme est un horizon indépassable. Le réformisme découle d'un double processus. D'une part, comme on l'a déjà vu, il est impliqué par le simple fait que la révolution soit posée comme affirmation de la classe, cela entraîne en effet que l'on considère toute croissance, renforcement, conquêtes de celle-ci, dans le mode de production capitaliste, comme étant des étapes de la révolution. C'est la première origine du réformisme.

D'autre part, la domination formelle inclut, dans son concept même, qu'à côté du prolétariat et de la bourgeoisie, coexistent une aristocratie foncière, des artisans, des petits paysans et que la reproduction du prolétariat ne soit pas le fait du capital. Tout cela est inclus dans ce qu'est la plus-value absolue : le capital est contraint au surtravail ayant intégré un procès de travail qui ne lui est pas adéquat ; la reproduction de la force de travail n'est pas un moment du cycle propre du capital. Il n'y a pas plusieurs contradictions, plusieurs dynamiques dans la société, la contradiction entre le prolétariat et le capital est bien la seule, mais elle englobe (du fait même qu'elle repose sur l'extraction de plus-value absolue), l'existence de cette diversité sociale. Si le capital dès ce moment existe bien dans toutes ses déterminations, si c'est lui qui structure l'ensemble de la société, s'il n'y a pas d'archaïsmes, de modes de productions parallèles, cela n'empêche que l'intégration d'un procès de travail non adéquat, la reproduction externe de la force de travail, deviennent, au cours de son développement, des limites que le capital se pose à lui-même, à l'intérieur même de l'extraction de plus-value absolue, c'est en ce sens qu'il est progressiste. C'est en devenant des obstacles que le capital les dépasse comme "archaïsmes", c'est le rejet et le dépassement qui crée l'archaïsme. Le capital se pose alors comme progressiste, c'est la deuxième origine du réformisme. La victoire du prolétariat se trouve renvoyée à "l'achèvement", à "l'accomplissement" du capital, il faut alors hâter ce développement. Il ne s'agit pas d'un simple pis aller, d'un moyen, on retrouve là le premier point, hâter ce développement c'est simultanément prendre position à l'intérieur de la société capitaliste, et devenir déjà la seule force dynamique, représentant l'avenir.

"Depuis toujours nous avons combattu jusqu'à l'extrême la mentalité petite bourgeoise et philistine dans le parti, parce qu'elle a gagné toutes les classes en Allemagne depuis la guerre de trente ans et est devenue le fléau héréditaire allemand, un corollaire de l'esprit de soumission et de servilité, et de toutes les tares congénitales des Allemands... Elle règne sur le trône aussi bien que dans l'échoppe du savetier. C'est seulement depuis qu'il s'est formé un prolétariat moderne en Allemagne que s'est développée une classe qui n'est pratiquement pas touchée par cette maladie héréditaire allemande. N'a-t-elle pas démontré dans la lutte qu'elle avait de la liberté, de l'esprit, de l'énergie, le sens de l'humour et de la tenacité ? Comment ne lutterions nous pas contre toute tentative d'inoculer artificiellement à cette classe saine, la seule qui le soit en Allemagne, le vieux poison héréditaire du philistinisme borné et de la veulerie petite bourgeoise." (Engels "lettre à Bernstein" Mars 1883). L'acceptation ou le refus des alliances dans la pratique réformiste, ne repose pas sur des positions de classe, sur l'action spécifique du prolétariat, mais sur la capacité des autres classes ou couches sociales d'accompagner la modernisation de l'Allemagne, ce qui devient le seul critère. C'est là tout le sens du débat interne à la social-démocratie sur le thème de "la masse réactionnaire".

Il s'agissait de savoir si toutes les autres classes devaient être rangées, face au prolétariat, sous un seul vocable de "masse réactionnaire", et traitées toutes en ennemies avec lesquelles aucune alliance n'est possible, avec lesquelles on ne peut faire aucun bout de chemin. Pour Engels, la formule est fautive et c'est logique : "Elle est fautive, car elle exprime comme un fait accompli ce qui n'est qu'une tendance historique exacte seulement comme telle. Au moment où surgit la révolution socialiste, tous les autres partis apparaîtront en face de nous comme une seule masse réactionnaire. Il est possible, au reste, qu'ils le soient d'ores et déjà, et qu'ils aient perdu toute capacité à une action progressiste quelle qu'elle soit, mais pas nécessairement. A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas l'affirmer avec la certitude avec laquelle nous avançons les autres principes du programme. Même en Allemagne il peut se présenter des circonstances où les partis de gauche, malgré leur indigence profonde, soient obligés de débayer la scène d'une partie du fatras féodal et bureaucratique, antibourgeois qui subsiste encore en si grande quantité... Les bourgeois républicains français qui, de 1871 à 1878, ont définitivement vaincu la monarchie et la tutelle cléricale, ont assuré une liberté de la presse, d'association et de réunion à un degré inconnu jusqu'ici en France en des temps non-révolutionnaires, qui ont institué l'obligation scolaire pour tous et

haussé l'enseignement à un niveau tel que nous pourrions en prendre de la graine en Allemagne, ont-ils agi en tant que masse réactionnaire ?" (Engels à Kautsky, Octobre 1891).

Le plus important ce ne sont pas les résidus du thème de la révolution double qui traînent ici, le plus important c'est qu'à force de poser la croissance graduelle de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste comme la voie royale et tranquille de la révolution, devenue un processus, on en arrive tout naturellement à considérer les victoires du capital, son renforcement, comme des victoires du prolétariat, on aboutit finalement à ne considérer comme processus de la révolution que le développement pour lui-même du capital, sans même plus faire mention de lutte de classes ou de renforcement de la classe. De toute façon, le développement de la société menant au socialisme, étant conçu comme développement objectif, cet "abandon" coule logiquement. Le processus de la révolution ne se confond même plus avec le développement de la classe à l'intérieur du capital, mais tout simplement avec le développement et le renforcement du capital. Engels et la social-démocratie dans son ensemble en arrivent à "oublier" simplement que ces bourgeois si progressistes de 1871, ces bourgeois "non réactionnaires", sont les mêmes qui écrasèrent la Commune et qui sont toujours prêts à recommencer, comme le montrent les performances anti-grévistes du parti radical à l'époque. Le prolétariat avait fait la preuve, de l'avis même de Marx et d'Engels (cf. "La Guerre Civile en France"), qu'il pouvait se battre sur ses propres bases contre le capital sans avoir besoin de l'école laïque et obligatoire. Développer la classe à l'intérieur du capital comme processus graduel de la révolution, ce n'est finalement que prôner la révolution comme la phase ultime du développement du capital, et cela sans phrases : "Or il se trouve qu'en fait notre parti est le seul en Allemagne qui soit authentiquement de progrès et qui, en même temps, soit assez puissant pour imposer de force le progrès, de sorte que la tentation est forte même pour les gros ou moyens paysans endettés et en rébellion de tâter un peu du socialisme, notamment dans les régions où ils prédominent à la campagne. Ce faisant, notre parti dépasse sans doute largement les limites de ce que permettent les principes, et c'est ce qui engendre pas mal de polémiques ; mais notre parti a une constitution assez saine pour qu'elles ne lui soient pas néfastes." (Engels à Paul Stumpf, Janvier 1895).

La théorie du bonapartisme appliquée à l'Etat de Napoléon III en France et de Bismarck en Allemagne donne un fondement théorique à une pratique qui ne consistait plus qu'à promouvoir tout simplement le renforcement du capital. La fameuse situation d'équilibre entre les classes, base du "bonapartisme", conduisait à ne considérer les luttes à l'intérieur de la société que comme lutte entre progrès et "archaïsmes". Le capital et la bourgeoisie représentent le progrès qu'il fallait naturellement aider. Que la domination de la bourgeoisie inclut l'existence d'autres classes, qu'ensuite elle rejette et détruit, et que le prolétariat se trouve, dès la période 1848-1850, exclusivement confronté à elle, que tout développement, raffermissement, réorganisation du capital sont dirigés contre le prolétariat et accroissent l'exploitation, tout cela tend à disparaître de la vision programmatique. L'histoire n'est plus qu'un processus linéaire de transcendance entre les modes de production, sur la voie du progrès. Il ne s'agit pas de trahison, ni même de révisionnisme (Engels, le social-démocrate radical, justifie dans la citation précédente les positions de Vollmar, réformiste vulgaire, c'est-à-dire sans recherches et justifications théoriques comme Bernstein), mais de développement nécessaire : à partir de la façon même dont la révolution se pose, elle en arrive à disparaître.

b) Le capitalisme transcroit en socialisme

Dans le programmatisme, le réformisme s'impose non seulement comme accumulation d'acquis du prolétariat, mais aussi partant de là comme modernisation de "la société" (c'est-à-dire le mode de production capitaliste). Le passage de l'un à l'autre et leur appartenance commune au programmatisme ont été abordés plus haut. Ces deux aspects du réformisme se conjuguent souvent dans la tactique électoraliste. La démocratie est simultanément conquête d'acquis ouvriers, développement de la classe, mais aussi modernisation de la société, moyen d'en supprimer ce qui freine son progrès vers le socialisme, dans lequel le capital s'intègre progressivement : "Si par exemple, en Angleterre et aux Etats-Unis, la classe ouvrière conquiert la majorité au parlement ou au congrès, elle pourrait écarter par la voie

légale les lois et institutions qui gênent son développement, et ce dans la mesure où l'évolution sociale le mettrait en évidence. Néanmoins le mouvement "pacifique" pourrait se transformer en mouvement "violent" par la rébellion des éléments intéressés au maintien de l'ancien état de chose, et alors - comme dans la guerre civile américaine et la révolution française - ils pourraient être écrasés par la force étant traités de rebelles à la violence légale" (Marx "Notes marginales sur les débats du Reichstag relatifs à la loi antisocialiste" 1878). A la séance du 17 Mars 1879 au Reichstag, Liebnicht crache le morceau : "Il va de soi que nous nous conformerons à la loi, parce que notre parti est certainement un parti de réformes au sens le plus rigoureux du terme, et non un parti qui veut faire une révolution violente - ce qui de toute façon est une absurdité. Je nie de la façon la plus solennelle que nos efforts tendent au renversement violent de l'ordre en vigueur, de l'Etat et de la société" ; et le 17 Février 1880 : "Nous protestons contre l'affirmation selon laquelle nous serions un parti révolutionnaire. La participation de notre parti aux élections est, au contraire un acte qui démontre que la social-démocratie n'est pas un parti révolutionnaire... A partir du moment où un parti se place sur la base de tout l'ordre légal, le droit du suffrage universel, et témoigne ainsi qu'il est tout disposé à collaborer à la législation et à l'administration de la communauté, à partir de ce moment il a proclamé qu'il n'est pas un parti révolutionnaire... J'ai souligné tout à l'heure que le simple fait déjà de la participation aux élections est une preuve que la social-démocratie n'est pas un parti révolutionnaire."

Bien sûr après de telles déclarations, on ne peut plus parler de trahison à propos de la social-démocratie, elle a simplement évolué mais en suivant toujours la même logique : celle du programmatisme. Partant de l'affirmation de la classe comme étant la révolution, le programmatisme induit tout naturellement une politique visant à obtenir des réformes qui sont le renforcement de la classe dans le capital, de là les réformes deviennent simple encouragement au développement du capital, puisque celui-ci est forcément celui de la classe ouvrière. Après guerre la social-démocratie pourra devenir parti de gouvernement. Puisque c'est le développement objectif économique, en soi, du capital qui conduit au socialisme autant l'encourager et même le prendre directement en charge. Dès que l'absorption totale de la classe, au niveau de son association et de sa reproduction est devenue le fait du capital de façon adéquate, cette prise en charge devient possible, elle possède son fondement et sa légitimité.

Durant toute cette période des années 1880-90, développer une pratique réformiste c'est nécessairement remplacer la révolution par la croissance du prolétariat, puis, plus simplement, par la transcendance du capitalisme en socialisme : le développement des forces productives peut être conduit par l'une ou l'autre classe, et c'est le critère décisif du socialisme.

A la suite des déclarations de Liebnicht, Most dans le "Freiheit" de Londres attaque violemment les parlementaires sociaux-démocrates ; Marx obligé de se démarquer de Most par rapport au parti allemand écrit à Sorge en Septembre 1879 : "Nous n'en voulons pas à Most parce que sa Freiheit est trop révolutionnaire, nous lui reprochons de ne pas avoir de contenu révolutionnaire et de ne faire que de la phraséologie révolutionnaire. Nous ne lui reprochons pas non plus de critiquer les chefs du parti en Allemagne, mais de chercher le scandale public au lieu de communiquer aux gens ce qu'il pense par écrit, c'est-à-dire par lettre missive". Il est remarquable de constater que cette attitude avait été celle de Marx au moment du congrès de Gotha, à l'occasion de la critique qu'il fit du programme, critique destinée à demeurer privée.

Marx et Engels à cette époque (1875), exprimaient un stade moins avancé de la mutation nécessaire du programmatisme en gestion progressiste du capital, au nom de la transcendance vers le socialisme. C'est ce qui leur permet de se présenter à cette époque comme défenseur d'un programmatisme pur et dur, qu'ils ne font alors qu'opposer unilatéralement à des positions réformistes qui sont toujours comprises, soit comme exogènes (lassaliennes), soit comme accidentelles, soit comme relevant de la personnalité de certains individus. Le réformisme était alors la mauvaise conscience de la social-démocratie. Nécessaire mauvaise conscience car les termes s'impliquent et sont mêmes complémentaires (affirmation de la classe ; réformes). Dans leur circulaire confidentielle de Septembre 1879 adressée à Bebel, Liebnicht et Bracke à propos de la tactique sous l'illégalité, Marx et Engels en critiquant les "déformations du parti" ne se rendent pas compte que ce sont eux qui sont sur la touche, ils défendent quelque chose qui déjà n'est plus. Le pourquoi de ces déformations leur échappent, ils n'opposent à ces errements que des positions qui en sont la base même. "A en croire ces messieurs, le parti social-démocrate ne doit pas être un parti exclusivement ouvrier, mais un parti universel, celui de tous les hommes épris d'un authentique amour de l'humanité.". Quoi d'étonnant, quand on a posé le progrès comme fondement de la marche au

socialisme ? “En somme, la classe ouvrière est incapable de s’émanciper par ses propres moyens : elle doit se mettre sous la férule de bourgeois *instruits et possédants* qui seuls disposent de *moyens et de temps* pour se familiariser avec ce qui est bon aux ouvriers”. Quoi d’étonnant à partir du moment où sont séparés développement économique et lutte de classes, où il faut actualiser les contradictions, et où il est admis que la conscience vient de l’extérieur. “Le parti montre précisément maintenant sous la pression de la loi anti-socialiste qu’il ne veut pas suivre la voie d’une révolution violente, sanglante, mais est décidé à s’engager dans la voie de la légalité, c’est-à-dire de la réforme... *Les sociaux-démocrates au lieu de participer à la lutte des canailles qui ont soif de se battre sur les barricades, devront bien plutôt suivre la voie de la légalité, jouer les médiateurs*”. Quoi d’étonnant à cela quand on réclame quelques années de développement pacifique pour triompher tout naturellement par les élections et par le service militaire. “*Nous avons suffisamment à faire, si nous employons toute notre force toute notre énergie, en vue de la conquête de buts immédiats que nous devons atteindre coûte que coûte, avant que de pouvoir penser à réaliser nos fins plus lointaines. Dès lors c’est en masse que viendront nous rejoindre aussi bien bourgeois, petits bourgeois qu’ouvriers, qui à l’heure actuelle sont effrayés par nos revendications extrêmes*”. (les passages en italiques sont dans le texte de Marx et Engels repris des déclarations des dirigeants allemands). Quoi d’étonnant à cela, quand de toute façon le but final posé par le programme implique de lui-même le développement progressif par la réforme ?

“Transformer la catastrophe finale en un processus de dissolution, lent, fragmentaire et si possible pacifique”. C’est là depuis le début toute la dynamique de cette période de l’histoire du programme qui s’ouvre après la Commune et la crise de 1873. Ce ne sont pas des accidents, des déviations que recensent ici Marx et Engels, c’est le sens général et dominant du mouvement. Leur incompréhension du fait que c’est là le résultat nécessaire de la façon dont est posé “le but final”, montre que ce sont eux qui sont marginalisés, et que la position d’unité qu’ils défendent entre le mouvement et le but appartient à une période de l’histoire du programmatisme qui est en train d’être révolue à la fin des années 1870. Comme affirmation de la classe, le but ne pouvait que se diluer, se confondre et disparaître dans le “comment” qui y mène : réforme, acquis, démocratie, progrès, organisation... Rapportant l’affaire à Becker, Engels conclut dans un accès de myopie historique remarquable : “Nous n’en voulons pas particulièrement à ceux de la direction de Leipzig pour cette histoire. Nous avons prévu tout cela il y a déjà des années. Liebnicht ne peut pas se passer de concilier et de se faire des amis à droite et à gauche, et si le parti n’est très fort qu’en apparence, avec de nombreux effectifs et de gros moyens financiers, il n’est pas très regardant quant aux éléments recrutés. Cela durera jusqu’à ce qu’il se brûle les doigts. Lorsque cela se produira, ces braves gens reviendront dans la bonne voie” (Décembre 1879).

Douze ans plus tard Engels profère les mêmes opinions que celles qu’il critiquait en 1879 : “On va maintenant faire accroire au parti que l’ordre légal actuellement en vigueur en Allemagne peut suffire à faire réaliser par la voie pacifique toutes ses revendications. On fait accroire à soi-même et au parti que *l’actuelle société transcroit directement dans le socialisme*, sans même se poser la question : n’est-elle pas pour cela obligée de se dépouiller de toute sa forme constitutionnelle et sociale, de faire sauter sa vieille enveloppe avec autant de violence que l’écrevisse crevant la sienne. On ne se demande même pas si en Allemagne, il ne faut pas briser par dessus le marché les entraves d’un ordre politique encore à demi absolutiste et indiciblement confus. On peut concevoir que la vieille société puisse évoluer pacifiquement vers la nouvelle, dans des pays où la représentation populaire concentre entre ses mains tout le pouvoir, où du point de vue constitutionnel on peut faire ce que l’on veut du moment que l’on dispose de la majorité de la nation, c’est-à-dire dans les républiques démocratiques telles que celles de la France et de l’Amérique, dans des monarchies telle que celle de l’Angleterre...” (Engels “A propos des revendications politiques du projet de programme d’Erfurt” – 1891). Ainsi les airs de chambardeur, de “Canaille de barricades”, que se donne Engels à cette époque, ne sont destinés qu’à réclamer un vrai Etat bourgeois, à réclamer l’abolition des vestiges absolutistes en Allemagne. Partout où règne sans partage le capital, la transcroissance pacifique est la voie royale. Le principal adversaire de la révolution n’est en fait que ce qui empêche le capital et l’Etat bourgeois de se développer librement.

A partir de 1880, les sociaux-démocrates ne font plus que s’affronter sur les diverses façons de faire des réformes. Kautsky considérant que seul le prolétariat est réformiste, s’oppose à Vollmar plus pragmatique, Jaurès remplace le prolétariat par l’humanité qui devient le sujet de cette transcroissance pacifique, mouvement global et non contradictoire de la société toute entière.

c) La démocratie : forme et contenu de la révolution

• La démocratie : étape nécessaire de l'évolution historique

La transcroissance pacifique, l'intégration progressive du capitalisme dans le socialisme ont un contenu et une forme : c'est la démocratie (sauf en partie pour Luxembourg). Dans la conception programmatique social-démocrate, la démocratie est plus qu'une forme politique de l'Etat, elle est une étape nécessaire de l'évolution historique, elle est le trait d'union entre le capitalisme et le socialisme : conquise par le prolétariat dans le capitalisme, poussée à bout par lui, elle est la forme de la conquête du pouvoir et de l'exercice de celui-ci. Cette conception de la démocratie se nuance selon les tendances social-démocrates, elle peut n'être nécessaire que comme procès d'éducation, ou à l'extrême être considérée en elle-même comme un véritable mode de production. Cependant de Luxembourg à Bernstein, Conrad Schmidt et Struve, en passant par Kautsky, tous la considèrent comme conquête et montée en puissance du prolétariat. Les uns ne voient là que préparation à la lutte, les autres la réalisation graduelle du socialisme à l'intérieur du capitalisme ou, pour les centristes, la base objective de la puissance du prolétariat lui permettant de prendre le pouvoir (base objective et non simplement possibilité éducative).

A la base de tout cela, on trouve une conception instrumentaliste de l'Etat. L'existence d'un Etat n'est pas en soi expression de l'aliénation, il n'est partie intégrante de l'exploitation que parce qu'instrument aux mains de la classe dominante. Cette conception instrumentaliste prend son origine comme toutes les conceptions programmatiques semblables, dans la compréhension du processus révolutionnaire comme lente progression et prise de pouvoir de la classe à l'intérieur de la société existante. On peut à partir de cette base, soit chercher à conquérir cet Etat et à le faire jouer en faveur de la classe ouvrière, c'est la position de la plupart des théoriciens de cette époque, soit comme pour "les révisionnistes", considérer que puisqu'il est instrument, en soi il est au dessus des classes, objet neutre. L'instrumentalisme est exposé théoriquement par Engels dans "L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat" (1884), et stratégiquement dans "l'Introduction aux luttes de classes en France de 1895". Engels avait fondé l'origine de l'Etat non dans le fait que l'activité sociale des individus est indépendante d'eux, que c'est leur propre manifestation d'eux-mêmes en tant qu'individus sociaux qui leur fait face, ce qui signifie que la société se divise en classes, et donc que l'Etat, en tant que représentation de la communauté, est l'Etat de la classe dominante. Engels fonde cette origine dans la nécessité suivante : pour que "les antagonismes de classes dont les intérêts économiques sont divergents, ne se consomment pas dans une lutte stérile, une force située en apparence au-dessus de la société est nécessaire ; elle est appelée à apaiser le conflit, à le maintenir dans les limites de l'ordre et cette force émanant de la société mais se plaçant au dessus d'elle et s'en éloignant toujours plus c'est l'Etat." (Engels "Origine ..."). L'Etat se trouve donc investi d'un rôle positif pour la société considérée comme un tout, celui d'en éviter l'auto-destruction. Dans la construction théorique d'Engels, ce n'est qu'ensuite qu'il se met au service de la classe économiquement dominante. Ainsi l'instrumentalisme, qui prend des allures de fier-à-bras vis-à-vis de l'Etat, en ne lui reconnaissant souvent que des fonctions de gendarme, repose en fait sur une conception où l'Etat est objet neutre, utilisable.

Cette conception peut être retournée contre elle-même : "dans la vie sociale, la différenciation des économies suscite la formation d'un corps administratif représentant l'intérêt de la collectivité en tant que tel. Un corps de cette nature a été et demeure jusqu'à nos jours l'Etat" (Bernstein). Bernstein reproche alors à Engels de trop insister sur l'aspect policier de l'Etat, contrairement à la base historico-théorique qu'il avance dans "l'Origine..." ; "par la suite Engels laisse totalement tomber cet aspect de la genèse de l'Etat, pour ne traiter en fin de compte l'Etat comme dans l'anti-Dühring qu'à titre d'organe d'oppression politique." (Bernstein). Naturellement, l'Etat au-dessus des classes, en tant que représentant de la société toute entière, pour Bernstein c'est l'Etat démocratique, plus la démocratie progresse, plus les intérêts de classes reculent pour se fondre dans leur conciliation. Ce n'est pas pour autant que

Bernstein rejette l'existence de classes différentes, mais ce qu'il théorise c'est le passage à la domination réelle du capital, dans laquelle le prolétariat en ce qui concerne sa reproduction, comme en ce qui concerne la subsumption du travail sous le capital, l'appropriation du travail vivant par le travail objectivé, devient un moment du cycle propre du capital.

La démocratie est plus qu'une forme politique, elle est un stade nécessaire de l'histoire : la forme de la transcendance du capitalisme en socialisme, elle est la disparition des classes. La démocratie, au départ forme politique de la croissance graduelle de la classe, de sa montée en puissance, de son auto-éducation, se substitue à la révolution comme rupture, comme catastrophe, comme moment singulier. Elle focalise tout un ensemble de nécessités internes du programme et leur donne une consistance sociale.

• La démocratie est un rapport de production

Le programme est nécessairement réformiste, par là la démocratie est la forme nécessaire de son épanouissement. Mais si le moyen (la démocratie) se substitue au but (l'affirmation de la classe), cela provient bien sûr de la nature du but lui-même. Ce qui rend effectif cette substitution c'est, dans cette période, le passage du capital en domination réelle, avec ce que cela signifie au niveau de la reproduction, association, du prolétariat, et absorption du travail par le capital. Enfin, ce n'est pas le moyen, tel qu'il se présentait auparavant, qui se substitue à ce dont il était le moyen, car ce faisant il se dépouille de sa nature de moyen (forme politique, auto-éducation, se compter etc...) ; il devient forme sociale, rapport de production.

La démocratie devient le processus d'intégration de la société, comme mode de production elle est la résolution de la contradiction du mode de production capitaliste entre la forme de plus en plus sociale de la production et l'appropriation privée, ce qui culmine dans l'idéologie social-démocrate des nationalisations et de la planification. La démocratie se présente alors comme le contrôle de la société sur son propre devenir et ses forces productives ; en elle, mode de production et forme politique coïncident. La démocratie répond à la façon dont le programme envisage la propriété privée comme étant la base du mode de production capitaliste, et la contradiction entre les classes comme contradiction entre "utiles" et "parasites". Ainsi la boucle programmatique est achevée :

- la révolution se présente comme affirmation de la classe, et détermine une pratique de développement de la classe à l'intérieur du système comme processus de la révolution ;
- avec le passage progressif à la domination réelle, ce développement se substitue au but, il devient pour lui-même son propre but, donnant au socialisme un contenu de développement organisé du capital, (ce qui sera après la guerre, le programme explicite de la social-démocratie). Le but comme révolution n'existe plus, il a produit lui-même sa propre suppression comme la réalisation de ce qu'il était.

"Mais la démocratie ne nous fournit-elle pas la base propre à assurer le passage graduel, insensible, du capitalisme au socialisme, sans que nous ayons à redouter cette rupture violente avec l'état existant dont nous menace la conquête du pouvoir politique par le prolétariat .

Quantité de politiciens prétendent que seule la domination despotique d'une classe rend la révolution nécessaire, la démocratie la rend superflue.

Et dans toutes les nations civilisées, nous jouissons d'une dose de démocratie suffisante pour que l'évolution pacifique soit possible, pour qu'elle se produise sans révolution. Nous avons partout la faculté de fonder des sociétés de consommation étendues, elles pratiquent elles-mêmes la production pour leur propre compte et lentement mais sûrement changent le caractère de la production capitaliste. Nous avons partout la faculté d'organiser des syndicats, ils limitent de plus en plus le pouvoir qu'exerce le capitaliste dans sa propre exploitation, remplaçant dans la fabrique l'absolutisme par le constitutionalisme et préparant ainsi lentement le passage de celle-ci à la forme républicaine. Presque partout la démocratie socialiste a la faculté de pénétrer dans les conseils communaux, de faire entrer en ligne de compte, dans les travaux publics, les intérêts de la classe ouvrière, d'agrandir toujours la tâche des municipalités et de restreindre la propriété privée en élargissant constamment le domaine de la production communale. Enfin la démocratie socialiste entre au parlement, y conquiert une influence grandissante, fait aboutir une réforme après l'autre, limite le pouvoir capitaliste par une législation

protectrice des travailleurs, étend toujours davantage la sphère de la production d'Etat en poussant à la transformation des grands monopoles en services publics. Ainsi, par le simple usage des droits démocratiques et tout en restant sur le terrain déjà acquis aujourd'hui, la conquête révolutionnaire du pouvoir public par le prolétariat devient inutile, la favoriser est tout simplement nuisible ; elle ne peut avoir d'autres effets que de troubler le cours de ce progrès lent, mais sûr.

C'est ainsi que s'expriment les ennemis de la méthode révolutionnaire.

C'est une idylle bien séduisante, qu'ils nous dépeignent. Ici encore, nous ne pouvons dire que ce soit une pure imagination. Les faits sur lesquels elle s'appuie sont bien réels. Mais ils ne nous induisent qu'à une demi-vérité" (Kautsky, "La Révolution Sociale" 1902).

Pour Kautsky, si le processus décrit n'est qu'une demi-vérité, c'est parce qu'il y aurait déclin des parlements, décadence du libéralisme, de par la faute de la bourgeoisie. Dans ce processus qui demeure l'idéal de la social-démocratie, on voit la démocratie se dépouiller dans la politique programmatique de son caractère de simple moyen de comptabiliser les forces et de s'auto-éduquer, pour devenir le procès graduel d'intégration du capitalisme dans le socialisme. Kautsky n'y voit comme obstacle que la décadence des parlements due à la disparition d'un grand parti libéral. Il y a là amorcé ce que sera la pratique social-démocrate après guerre. L'intégration dans le cycle propre du capital, de la reproduction, de l'association et de la défense de la condition prolétarienne, fonde le prolétariat à disputer au capital la gestion du mode de production selon des modalités qui, à l'intérieur de l'auto-présupposition du système lui sont spécifiques (capitalisme organisé d'Hilferding ou planification centrale bolchévique). C'est naturellement Bernstein qui présente le plus crûment cette tendance. Il ne s'agit que d'une tendance, et à ce titre elle n'existe qu'en opposition au sol qui l'a faite naître, que produite par lui, et travaillant à sa disparition, son dépassement. Même si la position centrisme de Kautsky appelle comme sa vérité le révisionnisme, il n'empêche qu'il n'y a pas hypocrisie, l'opposition est bien réelle, poussé à bout le révisionnisme est la suppression de la position centrisme, mais aussi, par le même mouvement, de lui-même. Poussé à bout, c'est-à-dire n'existant plus comme tendance inhérente de la révolution programmatique, il n'est plus qu'une théorie et une pratique de la gestion du capital.

Bernstein, en effet, contrairement à une vision simpliste, n'abandonne jamais la prise du pouvoir comme but, même si fondamentalement elle est de plus en plus superfétatoire. "Certaines personnes ont prétendu que la conclusion pratique de ma façon de voir serait le renoncement à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat politiquement et économiquement organisé. C'est là une conclusion absolument arbitraire, dont je nie catégoriquement la justesse...ce que la social-démocratie aura pendant longtemps encore à faire, au lieu de spéculer sur la grande catastrophe, c'est d'organiser politiquement et de préparer, pour la démocratie, la classe ouvrière, et de lutter pour toutes les réformes dans l'Etat, propres à relever la classe ouvrière, et à transformer l'institution de l'Etat dans un sens démocratique. Et comme je suis absolument convaincu qu'il est impossible de sauter des périodes importantes dans l'évolution des peuples, j'attache la plus grande signification aux devoirs présents de la social-démocratie, à la lutte pour les droits politiques des ouvriers, à l'activité politique des ouvriers dans l'intérêt de leur classe, ainsi qu'à l'oeuvre de leur organisation économique. C'est en ce sens que j'ai écrit à un moment donné que, pour moi, le mouvement était tout et que ce que l'on appelle habituellement le but final du socialisme n'était rien...il était de toute évidence qu'elle (ma phrase) ne pouvait pas signifier de l'indifférence en ce qui concerne la réalisation finale des principes socialistes, mais simplement de l'indifférence ou, mieux, de l'insouciance quant au comment de l'aspect final des choses." (Bernstein "Lettre au congrès de Stuttgart" 1898). En 1895, Bernstein écrit déjà dans "Socialisme théorique et Social-Démocratie pratique" : "La démocratie est à la fois moyen et but. Elle est le moyen pour établir le socialisme en même temps que la forme de sa réalisation".

C'est notre thèse de départ que l'on retrouve ici, thèse selon laquelle le moyen (la démocratie) est appelé à se substituer au but, cela en fonction de l'évolution nécessaire de la pratique programmatique dans le passage progressif en domination réelle qui caractérise cette fin de siècle. Mais en se substituant au but, la démocratie n'est plus simple forme politique, elle est période historique à part entière, elle devient la résolution des contradictions du capital, elle est création de rapports de production nouveaux : la communauté des producteurs associés, l'adéquation entre le travailleur et le citoyen.

Le corps théorique du révisionnisme, de ce point de vue se situe profondément dans la ligne des positions et des pratiques programmatiques. Struve, par exemple, critique la position luxembourgeoise qui ne voit dans le combat syndical qu'une socialisation de l'intelligence, un processus éducatif. "Ce

point de vue adopté, on nie conséquemment l'effet de la lutte de classes sur l'économie, la lutte de classes se volatilise pour n'être plus qu'une puissance irréaliste ou spirituelle" ("La théorie marxiste de l'évolution sociale" 1899). Par effet sur l'économie, Struve n'entend pas de simples augmentations de salaires, mais une transformation des rapports de production. Dans le passage suivant, extrait du même texte, il exprime sans équivoque son attachement à ce qui est la base du programme, le développement de la classe à l'intérieur du capital, mais il exprime aussi comment, théoriquement et pratiquement, ce moyen devient le but lui-même. Ce faisant, c'est tout le système démocratique qui devient socialisation de la société, système historique inéluctable et indépassable. "Mais depuis lors, le terrain réel du développement vers le socialisme est devenu visible ou plutôt a été créé : j'entends par là l'épanouissement réel de la force économique et politique de la classe ouvrière au sein de l'ordre social capitaliste. Ce fait primordial confère à la lutte de classes du prolétariat une fonction tout aussi naturelle que décisive. Comme nous l'avons constaté à maintes reprises ceux qui nient la socialisation progressive de la société capitaliste sont contraints de concevoir les luttes de classes économiques et politiques comme une espèce d'entraînement intellectuel et politique en vue du coup décisif de la révolution sociale. Pourtant, cette lutte ne se déroule pas ailleurs que dans la société capitaliste, dans les conditions et avec les moyens de celle-ci. La lutte de classes de tous les jours est ainsi conçue comme moyen de préparation sans autre contenu et privée du lien vivant avec la vie réelle ; par bonheur dans la théorie seulement. D'après la conception réaliste ou évolutionniste que nous représentons, la lutte des classes est une force réelle aussi bien qu'idéelle. Elle est l'instrument et l'expression de la puissance croissante du prolétariat. Sans doute la thèse de la socialisation progressive de la société est incompatible avec la croyance que le développement du capitalisme vers le socialisme dépend de l'exaspération croissante de la lutte des classes et des antagonismes de classes, jusqu'au triomphe de la révolution sociale. Pour devenir une réalité, la socialisation doit entraîner un affaiblissement croissant puis une disparition totale des antagonismes de classes. Bien entendu, ce résultat est également admis par le marxisme orthodoxe, mais alors que celui-ci escompte la disparition des oppositions de classes et leur abolition définitive par la dictature du prolétariat, nous faisons la même déduction à partir de la puissance croissante et de l'activité réformatrice de la classe ouvrière."

A travers l'importance de la démocratie dans la théorie et la pratique de la social-démocratie, c'est au processus de passage à ce que sera la social-démocratie après la première guerre mondiale que l'on assiste. Devenir parti de gouvernement n'est qu'une conséquence de ses fondements programmatiques. La démocratie est l'expression sociale, pas seulement politique, du procès fondamental de la domination réelle : la reproduction, l'association, la défense du prolétariat deviennent des moments réels du procès du capital.

3) La social-démocratie après la guerre : le capitalisme organisé

a) La subsomption réelle légitime le pouvoir social-démocrate

On ne poursuivra pas dans ce texte l'étude historique de l'évolution du programmatisme après la première guerre mondiale, cependant il s'agit ici de montrer que la pratique gouvernementale, et la gestion des rapports sociaux capitalistes, qui sont après guerre le fait de l'ensemble du mouvement social-démocrate ne sont pas quelque chose de fortuit par rapport au stade précédent. Déjà nous avons vu combien, quelles que soient les tendances, la conception de la démocratie tendait à cette gestion directe du développement du capital. Cette conception de la démocratie rassemblait en elle toutes les déterminations du programme, depuis l'inévitable réformisme, jusqu'à la conception d'un développement économique indépendant de la contradiction entre les classes, qu'on pouvait donc bien ou mal orienter, en passant par le principe de base du programme : le développement et le renforcement de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste comme étant le processus même de la révolution, avec lequel finit par se confondre le cours "naturel" du capitalisme, et disparaît la révolution

A partir du moment où la révolution est posée comme étant l'affirmation de la classe, il s'agit d'obtenir des réformes qui soient le renforcement de celle-ci, ces réformes se confondant rapidement avec un simple encouragement au développement du capital, puisqu'on a identifié le développement de celui-ci avec la croissance sans entraves de la classe, qui est en soi la révolution comme procès. Pour que la social-démocratie puisse devenir parti directement gestionnaire du capital et qu'elle le devienne en tant que telle, c'est-à-dire comme parti ouvrier, il faut que le capital devienne dans son propre mouvement et de façon adéquate, reproduction et association du prolétariat, il faut que l'absorption du travail vivant par le travail objectivé soit devenu le fait même du procès de production, il faut qu'il accumule sur la base de la plus-value relative, il faut que la défense de la condition prolétarienne soit intégrée comme antagonisme dynamique du mode de production, il faut le passage à la subsumption réelle du travail sous le capital. Mais il faut aussi que l'autonomisation des termes de la pratique programmatique (cf. supra) soit poussée jusqu'à ce que ces termes entrent en contradiction : la révolution ne peut plus qu'exprimer une autonomie absolue du prolétariat devenant critique pratique de toutes les médiations le positivant dans le système, c'est le triomphe de l'auto-organisation, c'est le mouvement révolutionnaire allemand de l'après guerre. Corrolairement, la montée en puissance de la classe comme développement du capital devient gestion du capital, elle acquiert alors comme contenu la capacité à être contre-révolution spécifiquement en rapport avec la révolution. Ce n'est qu'alors, que politiquement, dans la représentation fétichiste spécifique du capital dont procède l'Etat, la classe ouvrière peut prétendre à la domination de celui-ci. Processus contre-révolutionnaire spécifique que la social-démocratie réalisera en Allemagne, mais qui atteint sa forme la plus achevée avec le bolchévisme en Russie, ce que nous développerons dans un prochain texte faisant suite à celui-ci.

La social-démocratie au pouvoir ce n'est pas n'importe quel type de développement du capital, n'importe quel type de rapports entre les classes et de reproduction de la société : capital organisé, défense du salaire comme revenu et investissement, forme républicaine de l'Etat, achèvement de l'élimination de tout vestige social antérieur, antagonisme entre les classes comme objet de consensus car moteur de l'ensemble social. Avec la crise actuelle, ce type de politique social-démocrate est arrivé à la fin de son cycle historique (ce qui soulève d'autres problèmes).

Après la chute de l'empire en Allemagne, et la formation d'un gouvernement provisoire composé du S.P.D. et de l'U.S.P.D., Kautsky fut nommé président d'une "commission pour la socialisation", dont faisait partie Hilferding, Cunow et des représentants des libéraux comme Rathenau. Tout le monde était essentiellement préoccupé par la convocation de l'Assemblée nationale, destinée à devenir la base de la démocratie allemande. A travers les formes démocratiques et républicaines de développement de la société capitaliste, à travers le capitalisme organisé, c'est le développement du capital, la gestion du capital qui sont conçus et posés en pratique, comme période de transition. Il y a bien sûr ici une différence par rapport à la période précédente, mais il y a aussi filiation directe, continuation.

Dans "La révolution prolétarienne", Kautsky écrit en 1922 : "Ce dont il s'agit présentement c'est du stade où le prolétariat n'a pas encore assez de force pour édifier et consolider un gouvernement purement socialiste, mais où il possède néanmoins la force de rendre impossible la constitution d'un gouvernement qui lui serait ouvertement hostile. A ce stade l'alternative ne peut être que la suivante : gouvernement de coalition ou gouvernement bourgeois par la grâce du prolétariat... Dans son célèbre article sur "La Critique du programme social-démocrate" Marx écrit : *"Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.* Sur la base des expériences de ces dernières années, nous pourrions aujourd'hui transformer cette phrase, en ce qui concerne le gouvernement, et dire : entre la période de l'Etat purement bourgeois et celle de l'Etat démocratique érigé sur une base purement prolétarienne, se place une période de transition politique, dont en règle générale le gouvernement prendra la forme d'un gouvernement de coalition". Sous la forme de la démocratie, le développement du capital se donne comme période de transition, il est son propre procès de socialisation ; l'absorption de la société par le capital devient conquête de la production par la société. En fait pour Kautsky à cette époque comme pour Jaurès en France avant la guerre, il n'y a plus de révolution depuis le triomphe de la bourgeoisie, c'est-à-dire depuis qu'il n'y a plus de nécessité de révolution double. Avec la victoire définitive de la bourgeoisie, le mouvement social se ramène à l'élimination de tous les obstacles au

développement du socialisme comme transcroissance à l'intérieur du capitalisme, transcroissance qui n'a d'autre fin ni d'autre contenu que la démocratie.

Pour la social-démocratie, la démocratie est un mode de développement du capital, théorisé sous l'appellation de "capital organisé", qui demeure transitoire, la perspective idéologique du dépassement du capital demeure même s'il ne s'agit plus de révolution. Dans "Le Capital Financier", Hilferding note les transformations en cours dans le mode de production capitaliste, il ne croit pas en un effondrement inéluctable de celui-ci, il attend cet effondrement de l'action politique du prolétariat provoquée par ces transformations et la brutalité de l'exploitation sur la base du capital financier. Après guerre, la théorie du "capital financier" fait place à celle du "capital organisé", l'évolution est d'importance. Il s'agit en gros des mêmes transformations économiques, mais la différence réside en ce qu'elles sont alors considérées comme des avancées vers le socialisme, dans la mesure où il y a démocratie. L'énorme concentration industrielle, l'intégration de la reproduction du prolétariat dans le cycle propre du capital, la gestion à long terme de la force de travail par les syndicats, la domination des banques, la formation d'immenses cartels, sont grâce à la démocratie les bases d'une direction consciente de la société sur l'économie. Il s'agit de favoriser ce développement du capital, non simplement pour lui-même, comme progrès, mais comme organisation sociale, prémisses du socialisme. Il y a toujours spécificité de la gestion social-démocrate, à la limite le "cartel général", ce serait la société réglée de façon consciente, mais dans une forme encore antagonique, dont la démocratie est le processus de suppression.

Après la guerre, la tendance historique vers ce qui est appréhendé comme capital organisé devient la base du passage pacifique au socialisme. La guerre, accélérant un processus déjà en cours, assure le saut qualitatif entre une politique programmatique réformiste oppositionnelle et une politique gestionnaire devenue possible. Cette évolution et ce passage sont exprimés clairement par l'itinéraire théorique d'Hilferding. Après guerre, il ne caractérise plus le capital financier comme dernière phase du capitalisme, mais comme le début du "capitalisme organisé", ce dernier étant caractérisé par un retour en force du capitalisme industriel dans sa relation au capital bancaire. Hilferding pense alors que la domination des banques qui avait caractérisé le capital financier n'était qu'une phase intermédiaire. Ainsi ce n'est pas d'une fausse conception de la crise, qu'il fonde sur la disproportionnalité entre les sections, qu'Hilferding déduit la nécessité d'un cartel généralisé organisant la production, c'est plutôt l'inverse. C'est la perspective de la classe ouvrière devant promouvoir un certain type de développement du capital comme transition au socialisme, qui implique la conception de la crise comme disproportionnalité. Un cartel général pourrait consciemment régler toute la production capitaliste, et ainsi surmonter l'anarchie de la production capitaliste. En lui-même le capitalisme organisé est conçu comme socialisation du capital, il socialise le procès de travail, il unifie les branches d'industries, l'investissement est planifié par les grands trusts, il contient alors nécessairement, on pourrait même dire, il appelle pour se parfaire, la démocratie économique : "la réglementation sociale consciente par la masse des producteurs".

b) Les revendications quotidiennes

En attendant d'en arriver à cette phase de transition où, au pouvoir, le parti pourra réaliser l'intégralité de son programme, il serait faux de concevoir la politique quotidienne de la social-démocratie comme simple opportunisme ne tenant compte d'aucun but. Dans cette perspective tout se tient, chaque conquête, chaque acquis, quand la social-démocratie n'est pas au pouvoir, est une avancée en direction de cette période de transition. Viser un certain type de gestion du capital, ce n'est pas abandonner la voie de la revendication quotidienne contre le capital ; faire ces revendications ce n'est pas pur opportunisme destiné à se concilier la classe ouvrière ou tout simplement des électeurs, c'est avancer vers le but socialiste. Il n'y eut jamais ni trahison, ni simple opportunisme, mais une évolution du programmatisme inhérente au passage de la domination formelle à la domination réelle.

"Que les travailleurs pour améliorer leur sort, acceptent ou réclament de l'Etat bourgeois un minimum de protection. Qu'ils préfèrent aux monopoles capitalistes, les régions, qui tiennent compte, du moins dans une certaine mesure de l'intérêt général. Qu'ils s'efforcent de maintenir, après la guerre, le contrôle

qui aura été établi sur les principales branches de la production et de l'échange. Nous nous joignons à eux. Nous accordons toute leur valeur à ces réformes nécessaires. Mais on ne saurait assez répéter, au moment où de toutes parts, on représente les progrès de l'étatisme pendant la guerre comme des réalisations partielles du collectivisme, que ces réformes, pour être réclamées avant tout par les socialistes ne sont pas, à proprement parler, du socialisme.

“Elles peuvent lui ouvrir les voies. Elles peuvent être l'amorce et la condition préalable du régime de l'avenir. Mais elles pourraient, si l'on y prend garde, se traduire par une diminution désastreuse des libertés de l'individu, par un développement redoutable de l'Etat, pouvoir resté aux mains des classes maîtresses.” (Vandervelde “Le socialisme contre l'Etat” 1918).

B - L'autonomie de la classe et le but révolutionnaire ne peuvent plus se fonder dans la montée en puissance de la classe

1) La révolution perd ses médiations (les Jungen)

Durant les années 1880 et le début des années 90, sur la base de la critique de la politique réformiste, de la conquête de l'Etat comme étant la réalisation même du socialisme, dans tous les partis sociaux-démocrates constitués, s'effectuent d'importantes scissions. Ces scissions, à l'origine rassemblent des fractions considérables des partis, mais l'impossibilité structurelle de leurs positions d'intégrer la croissance de la classe à l'intérieur du système, explique que ces scissions ne parviennent jamais à se stabiliser. Elles ont lieu en Suède, au Danemark autour de Trier et Petersen, en Hollande avec Cornellissen et Nieuwenhuis. En France, la situation est plus complexe du fait de l'absence d'un parti unifié, les diverses fractions s'affrontent sur la meilleure façon d'être réformiste, cependant le syndicalisme révolutionnaire, on le verra, remplit à bien des égards ce rôle de scission social-démocrate. C'est naturellement en Allemagne, avec le mouvement des Jungen, que la scission est la plus puissante. Ceux-ci développent, dans le cadre de ces tendances scissionnistes les positions les plus radicales : autonomie de la classe par rapport à la reproduction du capital et à l'appareil d'Etat, critique de l'organisation et de la bureaucratie, critique du parlementarisme et des réformes, critique du but comme régulation du capital. Mais ils subissent, après une brève période de succès, une marginalisation complète. En effet ces positions entrent nécessairement en conflit avec le processus même qui devrait être leur fondement : le procès de croissance de la classe, base de son triomphe et de la puissance de son affirmation.

L'origine de l'opposition des “Jeunes” est étroitement liée aux lois anti-socialistes. Ces lois provoquent une désintégration organisationnelle du parti, les leaders les acceptent et fin 1878, il commence à se développer une opposition de gauche qui veut retrouver la social-démocratie révolutionnaire de Most et qui s'élève contre la tactique de paix sociale.^[2] A partir de 1879 Most édite le *Freiheit*, Hasselman est député au Reichstag, mais ils ne parviennent pas à organiser l'opposition. Leur programme est typique de l'époque : influence de Dühring et de Blanqui ; ils sont favorables aux conspirations menées par des groupes de 10 ou 20 membres, sans statuts, ils critiquent constamment les leaders et le parlementarisme. Tous les deux sont exclus du parti au congrès de Wijden en Août 1880, le groupe parlementaire du Reichstag, du fait des lois anti-socialistes, étant devenu pratiquement la direction du parti.

Après le congrès de Wijden, apparaît une nouvelle controverse entre les “radicaux” et la majorité des députés (Bebel, Kautsky, Bernstein, Leibnech). L'opposition tourne encore autour du parlementarisme. Dans cette controverse, les “radicaux” se retrouvent côte à côte avec l'opposition inorganisée qui se développe à la base dans les grandes villes contre la direction parlementaire du parti. Ce n'est qu'à partir

de 1885 que cette opposition locale commence à s'organiser. L'opposition de Berlin qui était contre la participation aux élections au Landtag a été le premier noyau des "Jungen". Leur anti-parlementarisme les opposait aux "radicaux" eux-mêmes. L'opposition berlinoise, qui avait pour organe le "Berliner Volkstribüne" de Schippel, fut stimulée par les grèves de 1889 dans la Rhur et la perspective de la suppression des lois anti-socialistes, qui entraient en question radicale de la tactique du parti.

Après l'échec de la grève du 1er. Mai 1890, pour la journée de 8 h., grève à laquelle les "radicaux" étaient opposés à cause des risques de conflits, Wille, un des théoriciens de l'opposition, soutint contre la direction du parti que la position du prolétariat sous le capital ne peut être améliorée essentiellement : il ne faut pas agir pour obtenir des sièges au parlement, il ne faut pas s'entendre avec les candidats bourgeois et, bien sûr, dans le même article paru dans le "Berliner Volksblatt" en 1890, il poursuit la critique des députés, véritables maîtres du parti, maîtres de la presse et de l'organisation.

Au congrès de Halle en 1890, l'opposition était encore faible et mal représentée. C'est au congrès d'Erfurt en 1891, qu'elle présente de la façon la plus explicite ses positions, et c'est là qu'elle est exclue. La fraction des "Jungen" présente au congrès les thèses suivantes rédigées par Paul Kampffmeyer, Bruno Wille, Karl Vilderberg, Albert Auerbach :

"1) L'esprit révolutionnaire est étouffé par les leaders. 2) La dictature des leaders étouffe tout sentiment démocratique. 3) Le mouvement dans son ensemble s'est affaibli devenant de plus en plus un parti réformiste à direction petite bourgeoise. 4) La révolution a été reniée par les députés. 5) Ils font tout pour obtenir un compromis entre prolétariat et bourgeoisie. 6) Ils sont enivrés par les assurances et les assistances. 7) Les députés prennent en général leurs décisions en se référant à d'autres partis et d'autres classes, ce qui entraîne une inclinaison vers la droite. 8-La tactique du parti est fautive. 9) Socialisme et démocratie n'ont rien de commun avec les positions soutenues par les députés. 10) C'est une trahison que d'essayer de faire croire aux camarades que par le parlementarisme dans la société présente, une socialisation des différentes classes soit possible. 11) C'est une sottise de faire croire au peuple que le travail de direction de la société est devenu trop compliqué pour lui. 12) La nouvelle tactique est un compromis avec les masses aux dépens des principes".

Le fondement économique des thèses du manifeste des "Jungen" ne diffère de l'analyse de la majorité que sur l'importance accordée au processus de concentration des entreprises et de remise en cause des petites entreprises. Les "Jungen" considèrent ce mouvement comme une condition nécessaire du socialisme. Ils étaient en cela en accord avec le parti quant au caractère nécessaire du développement économique, mais ils s'en différenciaient quant à la tactique dans la lutte de classes. Paul Ernst, par exemple, critiquait le fatalisme causé par le déterminisme économique, et il considérait cela comme un des dangers du marxisme. Eux-mêmes, avaient tendance à privilégier certaines formes d'activisme, de volontarisme, ou un socialisme éthique.

Ils faisaient la critique du "socialisme d'Etat", dans lequel l'Etat prendrait la place de la propriété privée. Les luttes à l'intérieur de l'Etat étaient considérées comme illusoires, il fallait pour les "Jungen", au congrès d'Erfurt, retourner vers la tactique révolutionnaire et la propagande.

Après Erfurt, les débats sur la tactique et l'organisation deviennent, pour les "Jungen" plus théoriques : problème de l'autonomisation des leaders par rapport à la base, problème de la bureaucratie, embourgeoisement des députés de par leur fonction. L'opposition à la politique parlementaire et le concept de "luttres purement économiques" pour le pouvoir (c'est par la lutte à la base dans les entreprises que le prolétariat peut espérer prendre le pouvoir), aboutirent à un refus général de tout parti. Ils appelaient à la fondation de groupes autonomes rassemblant tous les travailleurs avec des sous-divisions professionnelles.

A partir de 1892, Wille s'élève contre toute forme d'organisation, mettant l'accent sur l'individualité des travailleurs. L'opposition des "Jungen" se scinde alors en deux fractions. La première, autour du "Berliner Volkstribüne" et de Paul Ernst appelle à la réorganisation du parti révolutionnaire prolétarien, elle s'oppose au concept d'individualisation de Wille, qui écrit dans "der Sozialist". Cette première fraction disparaît fin 92. La deuxième, la plus importante numériquement, tentait de promouvoir une lutte de classes syndicale, il s'agissait de faire porter les luttes sur la production, pas sur le pouvoir politique, cette conception des luttes centrées sur la production tend à supplanter la notion d'individualisation. La base de ce programme est exposée dans une déclaration de principes publiée dans le "Sozialist" : "La société actuelle se fonde sur le monopole de la propriété des moyens de production

et par conséquent la soumission des non-propriétaires, elle donne à la masse des ouvriers au mieux, seulement de quoi végéter. L'espoir d'une amélioration continue des conditions du prolétariat est contredite par l'armée des chômeurs qui par la destruction des petites entreprises se renouvelle sans cesse nécessairement. De plus les réformes sociales par l'intermédiaire de l'Etat ne peuvent pas améliorer essentiellement la condition prolétarienne parce que l'Etat est l'organisation de la classe possédante en vue de la soumission des non-possédants. La classe possédante, grâce à sa position politique et économique, renvoie tout le coût des réformes sociales sur le prolétariat. Dans leur lutte pour améliorer leur condition, les prolétaires ne doivent pas renforcer l'Etat, l'appareil du pouvoir politique de la classe dominante, mais travailler à l'affaiblissement, à la suppression totale de celui-ci. Il faut donc refuser chaque forme de socialisme d'Etat. Une amélioration de leur condition ne peut être obtenue par les ouvriers qu'en s'appropriant les moyens de production. Sur la base de ces principes nous avons pour but la suppression de la société capitaliste, et avec cela la suppression de la domination de classe et des Etats en général. Pour commencer, les prolétaires doivent par de grandes actions de masse économiques se rendre maîtres de la production (grèves, boycott, refus des accords), ils doivent, par leur lutte contre le capitalisme, exprimer leur opposition à toutes les institutions de la société actuelle (église, école, armée, bureaucratie, parlement), et ne pas se compromettre avec les autres classes sociales. Pour pouvoir diriger ces luttes, les socialistes indépendants (les "Jungen") se déclarent solidaires des mouvements révolutionnaires socialistes de tous les pays. En liaison avec eux ils luttent pour une société libre se fondant sur la production collective et la propriété collective des moyens de production." Les "Socialistes indépendants" développèrent leur tactique en coopération avec les "localistes" dans les "Syndicats libres" dont le principal dirigeant fut Gustav Kessler.

Le "Sozialist" évolue de l'anti-parlementarisme à l'anti-institutionnalisme. La cause de la compromission des leaders résidait dans le travail à l'intérieur de l'Etat qui est par définition capitaliste. L'action directe devait être opposée à toutes les institutions, le travail parlementaire était rendu responsable du fait que les masses prolétariennes n'acquerraient pas de conscience de classe. Les "Socialistes Indépendants" étaient, presque par définition, d'accord avec toutes les actions de masse : "Que la grève soit gagnée ou perdue elle renforce dans le prolétariat la conscience de son pouvoir et de sa lutte" ("Der Sozialist"). Les "Indépendants" critiquent le refus du S.P.D. de participer aux mouvements de masse spontanés, comme les manifestations violentes de chômeurs à Berlin en Février 1892. Dans le "Vorwaetz" (l'organe du parti), cette révolte était présentée comme l'oeuvre du lumpenprolétariat. Les "Indépendants" quant à eux se solidariserent avec ces mouvements. Ils affirmaient que les leaders du parti avaient peur de perdre leur crédit auprès du gouvernement en approuvant ces actions. Ils soutenaient que l'élément lumpenprolétarien n'était pas dominant dans ces révoltes et de toute façon critiquaient la discrimination entre prolétariat et lumpenprolétariat.

Depuis 1885, il y avait dans "Der Sozialist", des études critiques sur l'anarchisme, mais encore en Mai 1893, le congrès des "Indépendants" refusa la publication des lettres des anarchistes dans le journal. Cependant, peu après Landauer devint rédacteur du "Sozialist" et une fusion entre "Indépendants" et anarchistes eut lieu. Déjà en Avril 1893, Landauer proclamait : "Entre le socialisme libre et l'anarchisme il n'y a ni principiellement, ni tactiquement de différences." A la mi-Juillet 93, il se produisit une scission à l'intérieur du groupe des indépendants entre anarchistes et marxistes, cette deuxième tendance se dissout rapidement. Pendant quelques années le "Sozialist" est le seul journal anarchiste. A l'intérieur du "Sozialist" il y a des discussions entre "l'anarchisme d'action" inspiré de Kropotkine, et les stirnériens, ce qui aboutit à une nouvelle scission en 1897. Après la désintégration des "Jungen", une grande partie d'entre eux retourna au S.P.D., d'autres comme Wille ou Landauer formèrent des communes, Kampffmeyer et Schippel devinrent des révisionnistes convaincus.

Nous avons insisté sur l'histoire spécifique des "Jungen" car celle-ci est totalement méconnue. En outre, au fur et à mesure que se déroule cette histoire et les scissions qui la ponctuent, le lecteur aura pu suivre dans le fil des événements comment la volonté de maintenir l'indépendance de la classe devient la critique de toutes les médiations qui dans la société présente assurent la montée en puissance de la classe, comment donc le maintien du but révolutionnaire, comme affirmation du prolétariat, s'autonomise de ses propres conditions de réalisation. C'est le grand schisme programmatique qu'illustre la tragique histoire des "Jungen".

2) L'affirmation du prolétariat devient sa propre médiation : le Syndicalisme Révolutionnaire

a) L'action du prolétariat comme immédiatisme du communisme

Le fondement doctrinal de toutes les fractions qui s'opposent à la ligne social-démocrate durant cette période, et les ancre, même si cela est de façon critique, dans le programmatisme, c'est le primat de l'action économique sur l'action politique, primat qui est critique de la conception social-démocrate, mais qui relève toujours d'une volonté d'affirmer la montée en puissance de la classe dans la société présente comme le mouvement nécessaire de la révolution. Dans la démarche critique, l'émancipation économique précède toujours l'émancipation politique, cette deuxième se résume à la destruction de l'Etat, elle n'est qu'une négation : "Dès lors la conquête du pouvoir public serait une conséquence inévitable de l'émancipation économique du prolétariat, c'est-à-dire qu'elle serait le résultat nécessaire de la puissance que les travailleurs organisés exercent effectivement dans la société, dans les ateliers, les fabriques, les campagnes par rapport à leurs conditions de travail. "(Cornellissen "Le Communisme Révolutionnaire"). Ce primat c'est en fait le refus de toutes les médiations, non seulement comme médiations sociales (parlement, réforme, organisation...), mais aussi médiations historiques. En effet, admettre des médiations sociales, c'est poser une progression à l'intérieur de cette société, un développement historique par les étapes duquel le but est produit.

L'affirmation du prolétariat, la réalisation du communisme, sont contenues de façon immédiate dans la situation permanente de la classe, dans sa position face au capital, dans le simple fait, en somme, qu'elle est la classe productrice et qu'elle est spoliée. C'est bien entendu dans l'anarcho-syndicalisme que cette thèse de base atteint son plus grand développement théorique et surtout pratique. "Le syndicat est appelé à se transformer en groupe producteur, et se trouve être dans la société actuelle le germe vivant de la société de demain" ("Résolutions du congrès anarchiste d'Amsterdam" Août 1907). Avec le syndicalisme révolutionnaire, la négation des médiations est à la fois théorique, dans le fait que c'est la situation même, dans la société capitaliste, qui est le contenu de la révolution, mais aussi tactique : il n'y a plus de moyens. Le syndicat, les grèves, toutes les actions de la classe sont déjà en-eux mêmes la révolution. Les anarchistes doivent soutenir "toutes les formes d'action directe (grèves, boycottage, sabotage etc.)" (d°). La distinction entre les deux tactiques est clairement établie, les résolutions du congrès opposent d'une part : "les moyens préconisés par le socialisme marxiste, c'est-à-dire par le parlementarisme et par un mouvement syndical corporatif ayant uniquement en vue l'amélioration des conditions du prolétariat - ces deux moyens ne pouvant que favoriser le développement d'une nouvelle bureaucratie..." ; et d'autre part le congrès "reconnait dans la grève générale économique révolutionnaire, c'est-à-dire dans le refus du travail de tout le prolétariat comme classe, le moyen apte à désorganiser la structure économique de la société actuelle et à émanciper le prolétariat de l'oppression du salariat." L'essentiel réside dans le fait que le processus qui mène à la révolution est déjà la révolution et non une médiation ou un moyen. Dans le syndicalisme révolutionnaire, le but n'est pas médié, il a absorbé en lui les médiations, on ne peut plus parler à la limite d'autonomisation du but. Comme immédiatisme de la révolution dans toute action du prolétariat, le but est devenu sa propre médiation, le but est toujours réellement présent, constamment actualisé dans toute action de la classe contradictoire au capital ; c'est le mythe syndicaliste révolutionnaire de la société parallèle.

La révolution et le communisme sont définis par la prise en main de la société par les producteurs eux-mêmes, il faut donc que la lutte de classes suive le même cours et ait le même contenu. On peut même accepter qu'il y ait des réformes mais c'est au prolétariat lui-même de les gérer. La révolution ne provient pas des luttes à l'intérieur du système capitaliste, elle ne naît pas sur la base de quelque chose dont elle ne serait pas le contenu immédiat, et cela parce qu'elle est la simple révélation de ce qu'est le prolétariat. Ce n'est qu'à ce prix que durant cette période le but programmatique continue à être, face à la social-démocratie, la révolution comme triomphe des producteurs. "De leur côté, les communistes révolutionnaires réclameront, quant à la réglementation du travail, que la fixation des salaires, ainsi que l'inspection des ateliers et des fabriques, même dans le cadre de la société actuelle, soient faites exclusivement par les organisations ouvrières elle mêmes... Par rapport à toutes ces améliorations,

cependant, les communistes révolutionnaires ne manqueront pas de montrer qu'elles ne pourraient être dans l'intérêt absolu de la classe ouvrière, que lorsqu'elles seront faites et exécutées par les ouvriers organisés eux-mêmes. Ils insisteront pour que ces réformes ne servent pas à augmenter l'influence du pouvoir, mais à fortifier la puissance des travailleurs et à l'étendre à toutes les branches de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des communications." (Cornelissen "Le Communisme Révolutionnaire") Comme affirmation de la classe, la révolution et le communisme sont le triomphe des producteurs, la "société des producteurs associés" comme disait Marx dans "le Capital", mais c'est aussi faire du développement de la classe à l'intérieur du capital le procès de la révolution. Tant que le passage à la subsomption réelle n'est pas vraiment amorcé, les deux termes du programmatisme peuvent coexister, quand ce processus est amorcé, le développement de la classe se confond ni plus ni moins avec celui du capital, il entre en contradiction avec ce dont il devait être le moyen : l'érection du prolétariat en classe dominante. Inversement, "la société des producteurs associés", même si elle trouve son fondement dans le caractère toujours programmatique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, entre elle aussi en contradiction, en tant que but, avec le processus qui devait la produire, devenu auto-présupposition du capital. Elle doit donc devenir l'émergence à tout moment possible, sans médiation, de la société nouvelle, que la simple situation actuelle du prolétariat recèle. Cette société, telle qu'elle est envisagée, ne diffère pas dans son contenu des moyens qui doivent y mener. "Dans le cas où le prolétariat organisé industriel, agricole et commercial, serait assez puissant, non seulement dans la localité, mais aussi au point de vue national et international, pour formuler des réclamations de plus en plus importantes aux propriétaires et aux capitalistes et s'il peut mettre ces derniers dans la nécessité de fermer leurs ateliers, fabriques, mines, moyens de transport et de communication, alors la population toute entière se trouvera dans l'alternative, ou de subir cette fermeture, ou de transférer la propriété des moyens de production et de consommation des propriétaires actuels à ceux qui sont les producteurs directs." (Cornelissen d°). Il ne faut pas oublier que, pour les syndicalistes révolutionnaires, même les réformes doivent être exclusivement gérées par les travailleurs (ce que tenteront de réaliser les "Bourses du travail" à l'époque de Pelloutier), et sont en fait, non pas seulement des moyens de puissance de la classe ouvrière, mais surtout des embryons de pouvoir communiste.

b) De la "société des producteurs associés" au communisme

En entrant en contradiction avec sa propre médiation (le développement du capital comme montée en puissance de la classe), le communisme comme but s'autonomise par rapport aux conditions capitalistes de son émergence. En critique au syndicalisme révolutionnaire le contrôle des moyens de production par les producteurs est posé comme devant relever de ses propres finalités, le communisme, et non dépendre de ce qui est pris en main : les conditions capitalistes de la production. Nous avons vu que la lutte de classe du prolétariat à l'intérieur même du mode de production capitaliste est déjà une révélation du communisme, ce qui l'oppose de façon absolue à ce qu'elle doit abolir. Le syndicalisme révolutionnaire ne peut sortir intact d'une telle situation sur laquelle il fonctionne, et les critiques du syndicalisme iront bon train dans le milieu anarcho-communiste.

Dans cette critique il s'agit toujours de la société des producteurs associés, de la libération du travail de la contrainte capitaliste, de l'affirmation par le prolétariat de son statut de seul producteur ; il n'empêche, toutefois, que le communisme est bien saisi comme abolition de l'échange, production pour les besoins, abolition de la division du travail, abolition de l'Etat. "C'est l'abolition complète de la production de marchandises, faites en vue de la vente, ainsi que du système du commerce moderne, et son remplacement par la production par la communauté pour satisfaire ses propres besoins" (Cornelissen d°). Dans ce texte Cornelissen dénie aux coopératives ouvrières tout soupçon de socialisme : "Dans les fabriques coopératives aussi bien que dans les sociétés coopératives de consommation, le salariat domine, en même temps que la lutte contre ce système se trouve paralysée et même rendue impossible parce qu'elle paraît une lutte engagée contre l'organisation dont on fait partie." (d°). En 1897, Malatesta quant à lui, dans une longue brochure intitulée "Au Café", part en guerre contre le collectivisme qui atomise les groupes d'ouvriers ; propriétaire de leur unité de production, ils recréent nécessairement

l'échange parce que fondamentalement l'exploitation n'aurait fait que devenir auto-exploitation. Dans sa postface au livre de Nieuwenhuis "Le Socialisme en danger", Bériou cite de très nombreux passages de Malatesta dans lesquels il poursuit cette critique et explique son passage du collectivisme au communisme. "Le collectivisme est sujet à beaucoup de graves objections. Il est, économiquement, fondé sur le principe même de la valeur des produits, déterminée par la quantité de travail qu'exige la production...De plus, comme les diverses parties du sol sont plus ou moins productives, et que tous les instruments de travail ne sont pas de la même qualité, il est à craindre que chacun ne cherche à se prévaloir du sol et des instruments les meilleurs comme il cherchera à attribuer la plus grande valeur possible à ses propres produits et la plus petite valeur possible à ceux des autres...C'est la lutte pour la vie...C'est pourquoi le collectivisme ne peut se maintenir seul. Il est incompatible avec l'anarchie, il aurait besoin d'un pouvoir modérateur et régulateur, qui ne tarderait pas à devenir oppresseur et exploiteur, et qui ramènerait d'abord la propriété corporative puis la propriété individuelle." Cette citation est extraite d'un texte paru en 1884 à Florence dans "La Question Sociale" ; mais déjà en 1876 au moment où avec Cafiero et la section italienne de l'A.I.T., il abandonne le collectivisme, il écrit : "le concours de tous pour la satisfaction de chacun est l'unique règle de production et de consommation qui réponde au principe de solidarité."

Le fait d'être contraint à s'abstraire du mouvement immédiat de développement de la classe à l'intérieur du capital permet de ne pas sombrer dans une vision de l'affirmation de la classe comme victoire du producteur de la société capitaliste dans son immédiateté, c'est-à-dire dans une pure et simple appropriation de cette société. Cependant, l'approche programmatique du communisme n'est jamais dépassée. Les mêmes auteurs, parfois dans le même texte, évoluent entre les thèses rapidement présentées ci-dessus et des positions où sont recréés le cadre de l'entreprise, de l'échange entre groupes ouvriers etc. Cornelissen : "Dans leur sphère les organisations doivent être autonomes et, parfaitement libres de leurs mouvements, tant qu'elles n'empiètent pas sur la liberté des autres. De la même liberté ont à jouir les individus, les différents groupes de producteurs dans les fabriques, les ateliers et l'agriculture." (d°). Malatesta : "Nous voulons que les ouvriers se soustraient à la direction des patrons et continuent la production à leur compte pour le public ; nous voulons que l'on établisse tout de suite des relations d'échange entre les diverses associations productrices et les diverses communes." ("Au Café")

3) La social-démocratie : époque de la lutte de classes

Tout ce texte montre que l'on ne peut limiter les caractéristiques de la social-démocratie à ce qui se proclame comme tel. La social-démocratie est le sens dominant de l'époque. Selon les zones de développement du capital (ce qui est alors un critère pertinent d'analyse), selon la façon dont celui-ci intègre en lui-même les couches sociales qui lui sont antérieures, selon corrolairement l'Etat qu'il implique, ce processus social-démocrate, pour lequel le développement de la classe, son affermissement dans le système, est le cours de la révolution, se déroule de façon différente. Cornelissen, toujours dans le même texte, fait justement remarquer la chose suivante : "Ce qu'on constate dans l'Europe centrale et dans l'Europe orientale, c'est un antagonisme entre le développement économique et la structure politique des différents pays, ce qui a pour effet d'amener la classe opprimée, le prolétariat, à obtenir d'abord les droits politiques, ou, comme on dit dans un langage hyperbolique, à conquérir le pouvoir public. On s'explique donc pourquoi les socialistes parlementaires exercent leur action, surtout dans l'Europe centrale." Cela ne suffit pas à expliquer le pourquoi de la social-démocratie, qui ne relève pas d'une sorte de retard historique, mais d'une phase de la contradiction entre prolétariat et capital. On assiste plus à une social-démocratisation générale et profonde de la lutte de classes qui intéresse toute la période, qu'à l'existence de grands partis sociaux-démocrates qui peuvent ne pas exister.

Il faut tout de même constater qu'en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, on ne connaît pas de grands partis sociaux-démocrates semblables à ceux d'Europe centrale ou nordique. Ces partis sont soit divisés en une multitude de fractions, soit très faibles, soit dominés par les syndicalistes eux-mêmes, ou encore fondés et dirigés par des anarchistes comme en Angleterre jusqu'à la scission de Morris, Eléanore Marx, Lane. Dans ces pays le processus social-démocrate s'impose plus comme un développement

immédiat de la classe qu'à travers des médiations politiques, destinées à conquérir les bases de ce développement.

Dans ces pays dénués de grands partis, le processus social-démocrate se fractionne en tendances politiques et syndicales qui jouent un jeu de chassés croisés souvent complexe : opposition radicale entre certaines fractions politiques et syndicales, ententes cordiales entre d'autres, comme entre les Bourses du Travail de Pelloutier et les allemanistes. En France le processus social-démocrate traverse l'anarchie ou plus précisément l'anarcho-syndicalisme. En effet si celui-ci repose théoriquement sur une base anarchiste, au fur et à mesure que s'impose la subsomption réelle, les anarchistes se font "piéger" par leur propre base théorique : le primat de la lutte économique, le fait que la défense de la condition prolétarienne soit non seulement le marche pied mais déjà l'embryon du communisme. Les implications tendent à se renverser, ce n'est plus la défense de la condition prolétarienne qui prend rang d'embryon du communisme, mais le communisme qui tend à n'être plus que cette défense quotidienne. Le processus est clair et net dans l'anarcho-syndicalisme au travers de la théorie de la Grève Générale. "C'est que, la grève générale devait être une révolution de partout et de nulle part, la prise de possession des instruments de production devait s'y opérer par quartier, par rue, par maison, pour ainsi dire, plus de constitution possible d'un gouvernement insurrectionnel, d'une dictature du prolétariat, plus de foyer à l'émeute, plus de centre à la résistance ; l'association libre de chaque groupe de boulangers dans chaque boulangerie ; de chaque groupe de serruriers dans chaque atelier de serrurerie ; en un mot, la production libre." (Pelloutier "Qu'est ce que la grève générale" 1895). Jacques Juillard dans "Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe", commente ainsi la citation : "Désormais la position de Pelloutier sur la grève générale est fixée ; elle ne variera plus. Mieux en cette fin d'année 1895, la grève générale cesse d'être le thème dominant de la pensée de Pelloutier. Non qu'il y renonce, ou qu'il cesse de s'y référer ; elle restera jusqu'au bout un des principaux discriminants du syndicalisme pur, vis-à-vis de ses adversaires réformistes ou guesdistes. Mais désormais Pelloutier est d'abord le secrétaire général de la "Fédération des Bourses du Travail" : à la vision du but final se substitue progressivement comme thème unificateur de sa pensée, le moyen d'y parvenir, c'est à dire l'organisation ouvrière."

Le syndicalisme révolutionnaire et son thème favori de la grève générale représente l'évolution logique de l'anarchisme et de son thème de la communauté ouvrière indépendante. Cependant, dans les années 1880-90, ce thème de la constitution du prolétariat en communauté indépendante au travers de la défense immédiate de la condition prolétarienne devient nécessairement un processus social-démocrate de montée en puissance de la classe, confondue avec son intégration dans la reproduction propre du capital. Le processus de social-démocratisation de l'anarcho-syndicalisme paraît presque achevé avec la fusion de la C.G.T. revendicatrice et des Bourses du Travail, organe de la communauté ouvrière indépendante. Le début du XX^e siècle, voit le déclin des institutions de mutualité mises en place par Pelloutier au profit de l'agitation gréviste, considérée comme "la meilleure des gymnastiques révolutionnaires" (Pouget). Progressivement, la pratique de la gymnastique contribuera à estomper le but, la grève générale.

Ce qui domine dans l'anarcho-syndicalisme c'est, comme le faisait déjà remarquer Malatesta, le syndicalisme. C'est de la constitution syndicale d'une communauté ouvrière que découle le rattachement à l'anarchisme. L'Etat pour Pelloutier est avant tout un organisme de coercition, de maintenance de l'exploitation, cette insistance se comprend en rapport avec le caractère "extérieur" du prolétariat. Si l'on ne voit pas l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital, l'Etat est là pour combler le vide laissé par cette absence. En cela la théorisation de la communauté ouvrière est anarchiste.

Soit comme grand parti social-démocrate, soit divisé en une multitude de fractions, soit dominé par les syndicalistes eux-mêmes, ou encore impulsé par des anarchistes comme en Angleterre, c'est un processus de social-démocratisation, général et profond de la lutte de classes, intéressant toute la période, qui s'impose. Par ce processus, l'affirmation programmatique du travail comme classe dominante produit son impossibilité dans ses propres termes, au travers de leur implication nécessaire. A partir de cette implication, ces termes ne peuvent que devenir dans leur histoire réciproquement exclusifs et contradictoires.

EN CONCLUSION : Dépasser le programmatisme

-
-
Le foyer théorique du programmatisme réside dans la séparation effectuée entre la lutte de classes et le développement du mode de production capitaliste. Ce dernier n'est conçu que comme un ensemble de conditions, évoluant vers une situation optimale au regard d'une nature révolutionnaire du prolétariat essentielle et immuable, même si elle ne parvenait pas historiquement à se manifester. A partir de là, il est impossible que le prolétariat soit lui-même un terme de la contradiction à dépasser, il n'en est que le pôle souffrant et n'a qu'un rôle de fossoyeur.

Si l'on ne sort pas de la problématique programmatique, il est impossible de dépasser ce point de vue où règne une dichotomie entre luttes de classes et contradictions économiques, qui ne sont reliées que par des rapports de déterminations réciproques (la lutte du prolétariat pouvant même être conçue comme déterminant les contradictions économiques, ou l'économie comme une stratégie anti-luttes). Dans ce cadre les avancées théoriques les plus radicales, comme celles de Mattick dans "Crises et théories des crises" développent la critique des thèses de Luxembourg et pose la baisse du taux de profit à la racine des crises. Cependant, cette explication des crises ne peut être maintenue comme conception "économique", car elle renvoie immédiatement, et non médiatement, comme la théorie des marchés, à l'exploitation, c'est-à-dire à ce qui est indissolublement la contradiction entre les classes et le procès d'accumulation du capital. Si l'on ne produit pas cette unité (cf. TC2) on demeure confronté à un effondrement purement économique du capital qui ne peut en lui-même être la révolution et l'on demeure prisonnier de la problématique du rapport entre les conditions objectives, la crise, et le passage à l'acte révolutionnaire.

"Mais d'un point de vue d'extrême gauche également, celui de Pannekoek notamment, l'idée d'un effondrement aux causes purement économique était étrangère au matérialisme historique. Pannekoek disait tenir pour fautive cette problématique, qu'elle conduise à la théorie de l'accumulation illimitée de Tougan Baranovsky ou à celle de l'effondrement de Luxembourg. Les déficiences du système capitaliste telles que Marx les a décrites et les phénomènes de crise concrets qui résultent de l'anarchie de l'économie lui apparaissent de nature à faire mûrir la conscience révolutionnaire du prolétariat et, au-delà la révolution prolétarienne...L'hypothèse d'un effondrement final et automatique du capital contredisait les conceptions de Marx où les conditions objectives de la révolution vont de pair avec des conditions subjectives. La révolution dépend du vouloir de la classe ouvrière, même si ce vouloir est engendré par des circonstances économiques. Aussi loin d'aller au devant d'une crise finale, le prolétariat devrait traverser de nombreuses crises jusqu'à ce que l'élément décisif, la conscience révolutionnaire, se soit suffisamment constitué pour mettre fin au système capitaliste." (Mattick "Crises et théories des crises"). Il est évident que Mattick ne dépasse pas en gros le point de vue de Pannekoek : contradictions du système capitaliste et développement de la lutte de classes sont deux moments bien sûr corrolaires mais conçus comme séparés et s'entre-déterminant. On retrouve la même impasse à l'issue des critiques parallèles de Grossman et Luxembourg effectuées par le groupe "Communisme ou Civilisation", dans la "Revue internationale du mouvement communiste" (n°7 Oct 90) : "Pour être un facteur déterminant, les perspectives catastrophiques du cours capitaliste ne doivent pas laisser croire au prolétariat que le socialisme résultera sans autre forme de procès. Au contraire la théorie révolutionnaire a toujours insisté sur la nécessaire préparation révolutionnaire du prolétariat, sur l'obligation de se forger une volonté inébranlable, d'être capable de faire preuve d'audace...d'avoir une préparation militaire la plus avancée possible ; autant de facteurs qui impliquent que les principes généraux du communisme révolutionnaire soient toujours plus gravés dans l'esprit du prolétariat".

Bien sûr on demeure là dans la partie la plus visible du programmatisme, celle de l'affirmation de la classe, mais le dépassement du programmatisme ne consiste pas en proclamations sur la négation du prolétariat ou l'abolition du travail, il commence quand on produit théoriquement l'exploitation et la baisse du taux de profit comme contradiction entre le prolétariat et le capital, autant que comme développement du capital, les concepts centraux étant ceux d'exploitation et d'accumulation. Pôle de la

contradiction du mode de production capitaliste, le prolétariat ne peut que coïncider dans son existence et sa pratique avec le cours historique de sa contradiction avec le capital en tant qu'exploitation et baisse tendancielle du taux de profit, contradiction qui est elle-même le propre développement du mode de production capitaliste, sa propre objectivité.

La contradiction entre le prolétariat et le capital est l'exploitation, elle est leur reproduction réciproque et porte simultanément son dépassement. La contradiction entre le prolétariat et le capital est le développement du capital, elle ne revêt pas au cours de l'histoire des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont dynamiques de leur propre transformation. La révolution n'est ni un acte déclenché par un capital parvenu à terme, ni une action déjà au-delà de la crise du capital, ni la réalisation d'une modalité de l'être du prolétariat transcendant sa situation de classe de la société. Elle est le véritable aboutissement du rapport contradictoire entre les classes dans le mode de production capitaliste. La crise consiste, selon le développement même du capital, dans le rapport du prolétariat au capital comme à une simple prémisses d'un mode nouveau de production de la vie humaine. C'est alors une situation dans laquelle le rapport entre les classes, dans le mode de production capitaliste, est production de l'immédiateté sociale de l'individu: le communisme.

CORRESPONDANCE

**De J.B. à Théorie Communiste (Avril 93)
Lettre n°1**

Bonjour,

Je vous adresse cette lettre en ne sachant pas qui viendra chercher le courrier à la boîte postale ; bien évidemment, c'est à vous tous qu'elle est destinée, (suit une liste de nom). J'en oublie sûrement, excusez moi. En lisant le "Monde Diplomatique" du mois d'Août, j'ai appris que vous aviez pu sortir un numéro sur le Moyen-Orient au mois de Juin. J'en suis bien content, n'ayant rien lu de vous depuis plus de deux ans.

A vrai dire le dernier texte dont je me souviens réellement et dont je me sois approprié le contenu, c'est le n° 9 sur le prolétariat et le communisme. Je dis "dont je me sois approprié le contenu" parce qu'en fait il avait le mérite pour moi de mieux signifier notre différence, mieux encore que ne pouvaient le faire nos analyses de la contre-révolution, du programmatisme, etc... et que j'avais pu, dans les conversations (très rares) que j'ai eues, expliquer avec mon langage cette singularité de la théorie communiste que vous produisiez et qui était, peu ou prou, la mienne.

Je pensais donc et je disais que notre conception du prolétariat était une conception de celui-ci "en creux", qu'une approche sociologique de son existence ne pouvait suffire et nous satisfaire, mais qu'en le saisissant en tant que dissolution des conditions existantes comme mouvement des conditions existantes, nous avons une appréhension réelle de ce qui le posait, de ce qui posait le capital et la contradiction de celui-ci avec le prolétariat. Cette saisie "en creux" du prolétariat, ce n'est pas la compréhension d'une classe dans la société-capital qui la détermine, c'est à partir des catégories premières du capital, une analyse de leur mouvement qui pose le prolétariat et lui donne donc une réalité que son existence sociologique ne peut avoir (En effet ainsi la question des "sans travail", du tiers-monde se pose autrement).

Ce détour méthodologique pour saisir le prolétariat convient à une appréhension non-immédiate de ce dernier et peut-être que l'impossibilité, aujourd'hui, d'une saisie immédiate

du prolétariat doit nous poser question sur ce qui a changé. C'est le contenu d'une analyse de la crise à faire.

Peut-être aussi que la question, c'est ce que je veux dire, ne peut se résumer seulement à la nature du lien entre théorie et procès de la révolution, à la saisie de la théorie comme abstraction théorique (évoqué dans T.C.10) mais recouvre une réalité sociale plus profonde, celle de la difficulté du prolétariat à rester qualifié classe du travail productif de valeur, quand sa reproduction "noie" sa fonction productrice de valeur dans la reproduction des conditions nécessaires à l'extraction de la valeur. J'ai du mal à bien saisir le problème de "l'extension" de la valorisation, le fait "qu'elle parcourt les conditions de sa reproduction", problème qu'évoquait Jean dans une lettre de 88 (T.C.10). Mais je dois avouer ne pas être très à l'aise avec tout ce que vous posez sur la périodisation, les cycles de luttes, parce que le lien organique, nécessaire, de cette conceptualisation avec le fond de notre spécificité, le prolétariat dissolution des conditions existantes comme mouvement des conditions existantes n'est pas évident pour moi. Disons, que j'articule mal ; il faudrait que j'y réfléchisse.

Pour moi une analyse de la crise doit bien être fondée dans la saisie du mouvement des conditions existantes qui pose leur négation. Sans doute êtes-vous bien certain de procéder ainsi ; je dois peut-être ne pas bien comprendre. Bon, j'en étais là depuis trois ans déjà ; mais même si la compréhension "en creux" du prolétariat me semble riche, elle avait pour moi au bout de trois ans l'aspect d'une "morale minimale", d'un nouveau cadre marxiste à partir duquel penser. Je me demandais même s'il n'en était pas un peu de même pour vous, soupçon que semblait coroborer votre silence en publications. Je pensais toutefois qu'on tenait quelque chose de solide et qu'il fallait avancer peut-être en essayant pas de remanier la compréhension du centre de nos préoccupations, la contradiction prolétariat-capital, mais en s'intéressant à des sujets un peu "périphériques" que l'actualité ou l'histoire des idées nous donnaient. Il me semble qu'ainsi nous pourrions enrichir encore et faire avancer ce point de vue où nos réalités analysées (prolétariat, capital) sont mouvement.

Je ne peux qu'accueillir donc avec satisfaction la nouvelle de la parution de ce texte sur le Moyen-Orient. Je vous envoie ce chèque pour que vous me fassiez parvenir ce numéro 11 et tout ce que vous jugerez bon de me communiquer. (...)

Je vous adresse mes amitiés à vous tous et à vos proches. En attendant de vos nouvelles,

J. B.

Réponse à J.B. (Septembre 93)

-
Salut,

Tout d'abord, bien sur, je te demanderai d'excuser ce long retard mis à te répondre, mais je pense que tu devais t'y attendre.

"Théorie communiste" a subi un grand retrécissement (...), même si nous continuons à nous voir régulièrement de façon très agréable. Les temps sont durs et ils changent peu.

Tu trouveras ci-joint un texte que j'avais rédigé en Mai dernier afin de faire le point sur toutes ces questions de restructuration et de comment aborder la suite du travail, (texte publié dans ce n° sous le titre "Problématiques de la restructuration"). La formulation de "la valorisation qui parcourt l'ensemble de ses conditions" est dorénavant abandonnée, j'explique pourquoi dans ce texte. Il ne s'agit pas de passer à autre chose : depuis les premières tentatives de définition de la restructuration, cela remonte maintenant à plus de 10 ans, la recherche s'est toujours axée sur les rapports entre production de plus-value et reproduction du rapport entre prolétariat et capital, entre la valorisation et l'auto-présupposition du capital. Je suis toujours persuadé que là est "le secret" de la

restructuration, et de ce point de vue la formulation, il est vrai très ambiguë de “la valorisation qui parcourt...”, peut être abandonnée si l’on trouve à dire sensiblement la même chose d’une façon où l’on ne frise pas l’hérésie.

Mise à part la question récurrente de la restructuration, ta lettre soulève le problème central de la définition du prolétariat. Tu parles de définition “en creux” à partir de la dissolution des conditions existantes, que tu opposes à une définition sociologique. Je pense que par définition sociologique tu entends : classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. Si c’est cela, je pense qu’on ne peut pas faire d’opposition entre les deux, en tant que dissolution de ces conditions existantes, le prolétariat est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui. Il faut faire attention de ne pas autonomiser ces catégories (les conditions existantes : propriété, division du travail etc...), d’en faire des sujets produisant le capital, le prolétariat et leur rapport. Ces catégories “premières” ne produisent pas le capital, elles sont des abstractions, des concepts, à partir du capital (cf. le concept de travail en général). Pour en revenir au prolétariat, ce n’est pas d’être la dissolution de ces catégories qui le pose comme classe, qui le constitue comme classe, mais c’est en tant que classe (la définition “sociologique”) qu’il est cette dissolution, c’est le contenu même de sa définition “sociologique”. C’est dans sa condition de classe du mode de production capitaliste, de la “société-capital” (comme tu dis), que gît sa capacité à abolir le capital, produire le communisme. Et cela se voit sans cesse dans le cours de l’accumulation du capital en tant que contradiction en procès (cf. “Les Fondements”), c’est à dire dans le contenu qualitatif de cette accumulation qui est loin d’être cet amoncellement quantitatif que l’on a trop souvent tendance à croire. La périodisation de l’accumulation capitaliste même prise unilatéralement du point de vue du pôle capital renvoie à ce contenu qualitatif et inclut constamment qu’il n’est produit et reproduit que par une classe, qui en tant que productrice de plus-value est la dissolution des conditions existantes.

La dissolution de toutes les conditions existantes c’est une classe, c’est le travail vivant face au capital (cf. TC 9 p. 27). Il faut sortir de l’opposition entre l’existence sociologique et la définition comme dissolution des conditions existantes. Même la question des “sans-travail” etc. trouve sa place dans la définition des trois moments de l’exploitation : achat-vente de la force de travail, subsumption, transformation de la plus-value en capital additionnel. Ce qui a disparu dans la crise-restructuration actuelle ce n’est pas cette existence positive, c’est la confirmation dans la reproduction du capital d’une identité prolétarienne. Si c’est ce que tu appelles “saisie immédiate”, on ne peut qu’être d’accord, mais il faut faire très attention à conserver une existence positive au prolétariat. Le prolétariat ce n’est pas tout ce qui ne va pas dans la reproduction du capital, ou plutôt c’est tout ce qui ne va pas, parce que si ça ne va pas, c’est que le rapport de production capitaliste oppose le capital et le prolétariat qui en tant que classe productrice de valeur et de plus-value est cette dissolution des conditions existantes.

Ce n’est pas le mouvement des conditions existantes qui poseraient leur négation comme prolétariat, c’est parce que le mouvement des conditions existantes est contradiction entre le prolétariat et le capital, et vu le contenu de cette contradiction, que le prolétariat est cette dissolution. L’intérêt de poser le prolétariat comme dissolution des conditions existantes en tant que mouvement de ces conditions réside dans la possibilité que l’on a alors d’aborder en quoi il est à même de produire le communisme, à partir de ce qu’il est *dans* son rapport au capital et comment la révolution, qui n’est qu’un stade particulier de ce rapport, est simultanément *produite* par les contradictions de ce rapport et *produisant* le dépassement communiste de ce rapport.

Pour en revenir à la crise actuelle il faut retrouver, comme tu le dis, ce mouvement des conditions existantes qui posent leur négation, dans le contenu de la restructuration. J’aborde ce point au début de cette lettre, je rajouterai ici que le concept unifiant le contenu de la restructuration et la définition du prolétariat est celui de signification historique du capital (cf. TC 8, II p. 11–12–13).

Amitiés

Lettre N° 2 (J.B.–Mai 94)

-

-
Marseille le 22 Mai 94

Bonjour,

A mon tour de m'excuser pour avoir tant tardé à te répondre. Une chose, une autre, je suis toujours distrait et je remets au lendemain.

Tout d'abord, à propos de ta réponse à la petite lettre que je vous avais envoyée. Rien à dire. Tu as tout à fait raison. Je m'égarais complètement en développant cette conception du prolétariat "en creux". Cette métaphore me servait à réintroduire dans la compréhension du prolétariat la prise en compte sociologique de la fin de la classe ouvrière classique (le prolétariat qui dans son opposition au capital se voit confirmé dans son identité). Je voulais critiquer une saisie que je pensais immédiate du prolétariat, et il me semblait la dévoiler en posant le prolétariat comme produit par la dissolution des "catégories premières" (des abstractions, comme tu le dis en remettant les pendules à l'heure...), mais c'était bien plutôt moi qui en avais une (de saisie immédiate) en faisant de ces "catégories premières" et de leur mouvement, la vérité de l'existence du prolétariat. Le prolétariat, c'était l'immédiateté, la propriété et le reste, ce qui la dévoilait. Le monde à l'envers quoi !

Oui, il faut sortir de l'opposition entre l'existence sociologique du prolétariat et sa définition comme dissolution des conditions existantes. Il n'en reste pas moins que cette existence sociologique est devenue très floue et que, si on devait en parler, on devrait entamer une longue énumération de catégories sociales qui n'ont pas immédiatement grand chose à voir entre elles (les ouvriers, les chômeurs, les exclus, les jeunes en formation, les masses de récents urbanisés auxquels on a retiré leur mode de reproduction traditionnel ou familial, etc.). C'est ce que je vois quand je dis que le prolétariat, dans son opposition au capital n'est plus confirmé dans son identité. Le sens de ce "flou sociologique", c'est le prolétariat qui est la dissolution des classes ; c'est la dissolution des conditions existantes "comme pratique, comme lutte de classe, c'est la dissolution des conditions existantes en ce que comme classe particulière cette dissolution est un sujet, une pratique révolutionnaire." (TC 9 p. 28.). Là pour moi dans TC 9, ça me gêne et ça va un peu vite.

Sans doute parce que réapparaît un prolétariat qui a vécu sa mutation en "sujet révolutionnaire", quand, comme pôle du rapport social de production capitaliste, il n'a fait qu'aller au bout de son existence comme non-capital. L'existence du prolétariat comme non-capital est donnée d'emblée dans le travail créateur de valeur comme seule valeur d'usage s'opposant au capital, mais elle est vécue jusque dans ses ultimes conséquences lorsque la contradiction entre le prolétariat et le capital a pour contenu son propre renouvellement. Son existence comme non-capital ne lui est plus simplement donnée à travers le lien du travail qui l'unit au capital, mais parce qu'il se trouve engagé contradictoirement à tous les niveaux du cycle de reproduction du capital et plus simplement au niveau du procès de valorisation. C'est un peu délicat ce problème, c'est tout ce dont tu parles dans ton texte du 15 Mai 93, que tu m'as fait parvenir. Parce que l'on ne sait pas trop où on en est. D'un côté, on analyse cette transformation révolutionnaire (!) de la contradiction capitaliste (voir ce que je disais plus haut en te citant sur la dissolution des conditions existantes comme "sujet pratique révolutionnaire"), de l'autre, on dit qu'il ne peut il y avoir transcroissance entre les luttes actuelles et la révolution mais dépassement produit dans un rapport social, la crise. (Au fait, si c'est pas la crise, qu'est ce que c'est ce dont on parle?)

S'il faut ajouter un dépassement à la crise du rapport social, c'est que la crise actuelle n'est pas la bonne ou alors qu'on ne comprend pas comment elle produit ce dépassement, (on peut ne pas tomber dans "la glorification stérile à la mode de certains aspects du nouveau cycle" - luttes des exclus, des pauvres...etc – et considérer leur sens un peu au delà de ce

qu'elles revendiquent ou combattent, mais de ce qu'elles signifient). Si l'on a du mal à définir de quel type de transformation de l'exploitation un tel cycle de luttes relève en définitive, c'est qu'on ne peut pas dire si ce cycle définit une restructuration (transformation sociale qui débouche sur une nouvelle période de prospérité) ou s'il définit la crise finale (Tsouin! Tsouin!). Quand on parle de restructuration, on ne sait jamais si on parle de ce qui est en jeu dans toute crise du capital en général, ou si l'on parle de la remise en cause d'un équilibre de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui débouche sur un autre équilibre. Ce serait bien d'y voir un peu plus clair là-dessus. Peut-être, je tape complètement à côté, dis le moi.

Tout à fait juste la critique que tu fais de l'identification entre domination réelle et plus-value relative. Parce que la restructuration qui débouche sur "la coalescence" entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital, y est inenvisageable dans la mesure où tout est donné d'emblée lors du passage à la domination réelle.

L'auto-négation, si elle résolvait les impasses de l'affirmation de l'identité prolétarienne et de l'auto-organisation était elle même une impasse dans la mesure où elle fondait dans la prédominance de la plus-value relative la possibilité de voir dans le prolétariat ce qui définit tout le rapport ; avec elle en germe on a la disparition d'un point de vue de classe.

Ce qui échappe donc avec cette identification entre domination réelle et plus-value relative, c'est que le contenu de la contradiction - la production de plus-value dans la première phase de la domination réelle - devient dans la deuxième phase la reproduction du rapport social. (La deuxième phase, c'est la crise ?). C'est cette fameuse "coalescence" entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital qui pose tant de problèmes (peut-être à moi seul...).

Je ne sais pas si c'est très clair ce que je te dis, c'est un peu en vrac tout ce qui me pose problème. A doit passer bientôt à la maison avec la photocopie du texte de N que j'ai entrevue chez lui. Je l'ai juste feuilletée, je crois voir à peu près ce qu'elle veut dire. Qu'est ce qui peut amener le sujet qui s'est produit dans l'aliénation jusqu'à maintenant à se produire comme immédiatement social ? C'est sûr on ne peut pas tomber d'accord. Si ça m'inspire, je t'enverrai ce que j'en pense. J'essaierai un courrier plus soutenu, et ne t'enverrai plus des réflexions sur un texte que tu as écrit un an avant.

A bientôt peut-être,

J. B.

P.S : Je relis ce que je t'ai écrit ; le ton me gêne un peu ; ce qui me gêne, ce n'est pas , bien sur, d'envisager la situation révolutionnaire de la lutte de classe entre le prolétariat et le capital, mais la problématique qui tend à comprendre comment le prolétariat peut devenir sujet de la révolution quand il n'a été jusqu'à maintenant que sujet du capital. Les récentes conversations que j'ai eues avec Y et G, que j'ai revus, m'ont rebâti ma critique de cette abstraction du sujet, critique qui n'était plus dans mes préoccupations immédiates. Quand A passera, je lui raconterai un peu autour de quoi ont tourné ces conversations, et il te racontera.

Réponse à J.B. (Novembre 1994)

Salut,

Je n'ose plus rien dire sur le retard. Ta lettre soulève deux séries de questions :

- 1 - Ce qui tourne autour du "flou sociologique" du prolétariat, de l'identité prolétarienne, du prolétariat comme dissolution des classes.
- 2 - Ce qui se rapporte à ce que j'appellerai une chronologie de la crise et de la restructuration.

Sur le premier thème, je pense que tu télescopes ce que nous développons dans T.C.9. comme prolétariat "dissolution des classes" et ce que Marx entend dans la "Critique de la philosophie du droit" en 1843, lorsqu'il emploie cette expression. Souvent de ce texte, on ne retient que la formule sans se soucier de ce qu'il y a autour. Marx, dans ce passage, décrit le procès de formation du prolétariat sur la base du déclassement de diverses couches sociales provoqué par "le mouvement industriel qui s'annonce partout". Dans sa formation, le prolétariat est la dissolution de la société allemande de l'époque. "Lorsque le prolétariat annonce la dissolution de l'ordre social actuel, il ne fait qu'énoncer le secret de sa propre existence, car il constitue lui-même la dissolution effective de cet ordre social". L'ordre social actuel dont parle Marx est celui de la mise en place des rapports sociaux capitalistes, "grâce au mouvement industriel qui s'annonce partout". L'ordre social dont il parle c'est la vieille société allemande, et si le prolétariat est alors investi de la capacité d'émanciper l'ensemble de la société ce n'est pas à partir de sa situation contradictoire au capital, mais parce que produit de la dissolution de toutes les couches de la société ancienne (Marx parle d'émancipation du Moyen-âge), il est déjà le "résultat négatif du nouveau monde naissant". C'est la conception "humaniste" sur laquelle fonctionne encore Marx à cette époque, qui lui permet de faire l'économie révolutionnaire d'une contradiction proprement capitaliste entre le prolétariat et le capital : dissolution de toutes les classes / universalité / perte complète de l'homme / regain complet de l'homme. (Pour le texte j'utilise l'édition Costes).

Si je me suis autorisé ce bref commentaire de texte, c'est parce que je crois que c'est à cette formulation de Marx dans cette "Critique de la philosophie du droit", que tu fais allusion lorsque tu rapproches "le flou sociologique", du prolétariat comme dissolution des classes. Or dans TC 9., ce n'est pas du tout de cela dont il est question. Le prolétariat comme dissolution des classes est produit sur la base de rapports de classes spécifiquement capitalistes. Le "flou sociologique" quant à lui n'est vraiment qu'un "flou sociologique" (ce qui ne l'empêche de décrire des choses extrêmement importante en ce qui concerne le prolétariat actuellement et les transformations en cours). L'exploitation se décompose en trois moments : l'achat-vente de la force de travail, la subsumption, la transformation du surproduit en plus-value puis en capital additionnel, stade atteint lorsqu'il se trouve à nouveau face à la force de travail.

C'est ce troisième moment qui est celui du "flou sociologique", celui où le renouvellement de l'exploitation est séparation des producteurs d'avec leurs anciennes conditions de travail, où une fraction de l'ancienne force de travail peut être mise en chômage, ou de nouveaux espaces sont investis et d'anciens laissés en friche. La transformation de la plus-value en capital additionnel non seulement est une perpétuelle transformation de l'état précédent mais de plus n'est jamais acquise (baisse du taux de profit oblige)

Quand tu passes presque immédiatement des chômeurs, "exclus", jeunes en formation etc. que tu désignes comme "dissolution des classes", au fait que cette dissolution est un "sujet", une "pratique révolutionnaire" (formulation de TC 9.), tu désignes, à mon avis, une situation particulière à l'intérieur de ce qu'est le prolétariat, comme étant la situation générale qui le fait être révolutionnaire. Ce n'est pas que ces luttes soient sans importance ou sans intérêt

(cf TC 7, l'analyse des émeutes anglaises), mais elles ne sont dans leur particularité ni ce qui fait du prolétariat "la dissolution des classes", ni ce qui en fait un "sujet révolutionnaire". On ne les comprend dans leur particularité que lorsqu'on les situe dans le rapport général du moment entre prolétariat et capital. Cela soulève cependant un problème intéressant qu'avait avancé l'opéraïsme italien : il y a-t-il une fraction du prolétariat qui à chaque époque est la figure ouvrière structurante de l'ensemble? Il est dommage qu'après avoir bien cernées les figures historiques de l'ouvrier professionnel puis de l'ouvrier-masse, la figure à l'oeuvre dans la restructuration de l'ouvrier social soit demeurée dans leur texte à l'état d'ébauche. La confirmation ou la non-confirmation de l'identité prolétarienne c'est autre chose. "Le flou sociologique", comme je l'ai dit à propos du caractère jamais acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel, a toujours existé, il est une constante de la reproduction, cycle sur cycle, comme en témoigne ce film remarquable des années 60, sur une France en train de basculer dans la "société salariale" : "Le Triporteur". La confirmation d'une identité prolétarienne, c'est une situation historique particulière du rapport entre le prolétariat et le capital, en gros de 1920 à 1970. Il s'agit d'une situation dans laquelle, dans son autoprésupposition, c'est à dire dans le mouvement qui fait que constamment les conditions de la reproduction de l'ensemble du rapport se retrouvent dans un des pôles du rapport (ce qui fonde l'économie), le capital confirme dans ses propres termes et ses propres modalités productrices et sociales le rôle productif du travail et la particularité sociale du prolétariat : aussi bien dans les modalités du procès de travail, que dans celles de l'entretien de la force de travail, ou dans celles de la conflictualité sociale... C'est cela "la confirmation d'une identité prolétarienne à l'intérieur de la reproduction propre du capital". C'est une époque particulière qui n'a rien à voir avec l'incapacité à décrire les catégories sociologiques pouvant appartenir à la classe ou susceptible d'y tomber.

Pour terminer sur ce premier thème, quelques mots sur ce terme de "sujet". J'emploie ici ce terme malgré son lourd passé méphitique, parce que je voulais insister sur le fait que la dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes, ce n'est pas un mouvement de structures (qui comme chacun sait ne descendent pas dans la rue), un flux général de la société. Cette dissolution est une classe et une classe qui lutte quotidiennement. Je voulais également critiquer comme dans T.C.8, cette vision trop globalisante que nous avons eu à un moment de *la* contradiction comme "force qui va". Ce que vient dire ce terme de "sujet", c'est que dans cette contradiction chacun agit sur sa propre base à l'intérieur du rapport contradictoire d'implication réciproque qu'est l'exploitation. Il ne s'agissait surtout pas de reprendre le débat sur la transformation du prolétariat, sujet du capital, en sujet de la révolution. Il n'est pas plus le sujet du capital que le capital lui-même, et si l'on peut dire qu'il est le sujet de la révolution, ce n'est pas à l'issue d'une opération de transfiguration opérée sur lui-même, mais dans l'évolution et la crise de sa contradiction avec le capital, vu sa place spécifique dans cette contradiction (TC 8).

Je serai beaucoup plus bref sur le deuxième thème, même s'il est tout aussi important. Je pense qu'il y a entre nous un malentendu, qu'une rapide approche chronologique de la question peut dissiper (nous verrons alors si nous sommes d'accord ou pas).

- a) Phase 1 de la domination réelle qui s'achève autour de 1970.
- b) Longue période de crise-restructuration qui s'achève ?. C'est la crise de la phase 1 et la restructuration dont je parle depuis 1980, et entre autre dans le texte de Mai 93. Un nouveau rapport entre prolétariat et capital s'amorce dans cette période, ainsi qu'un nouveau cycle de luttes (celui abordé dans T.C.7.)
- c) Phase 2 de la domination réelle, sur la base de la restructuration, c'est la stabilisation de celle-ci et le cours du nouveau cycle de luttes
- d) Crise de la phase 2 de la domination réelle (quand ?). Il est encore bien difficile de discerner les axes de la baisse du taux de profit dans cette phase, mais on peut parier que

celle-ci se poursuivra. Le contenu de cette crise, vu le cycle de luttes antérieur et le rapport entre les classes de la phase 2 (celui mis en place dans la restructuration actuelle), c'est le rapport de prémisses : révolution (T'souin ! T'souin!). Même si comme tu le fais justement remarquer la coalescence pose encore des problèmes théoriques ; au travail !

- Quelques remarques sur cette chronologie :

Est-ce que la phase 2 de la domination réelle peut être qualifiée de phase de prospérité ? Je pense que le mot est trompeur, car il fait trop référence à ce que nous avons connu durant la phase 1, dans l'aire occidentale. Il faut se rendre compte que par rapport à l'histoire du capitalisme, ce que nous avons connu dans cette phase 1, quand on était petit, fut tout à fait exceptionnel et ce n'est pas du tout le sort que nous réserve la restructuration (segmentation, dualisation, plus d'aire nationale d'accumulation, couverture sociale ...) ; ni même le sort qu'elle réserve au capital, les taux d'expansion de 5 ou 6% sont eux aussi des taux tout à fait exceptionnels, dans la déjà longue histoire du capitalisme. Quand nous envisageons les uns ou les autres une fin de la crise, une restructuration stabilisée, nous avons trop souvent tendance à ne pouvoir imaginer qu'un retour de ce que nous connûmes dans les années 50 ou 60, mais ce sont ces années là qui furent une configuration exceptionnelle dans l'histoire du capital.

Depuis quelques temps, j'en viens même à me demander si nous ne sommes pas déjà dans cette phase 2, avec un déroulement beaucoup plus cyclique de l'accumulation : cycles courts qui avaient eu tendance à s'estomper énormément dans la phase 1 de la domination réelle. Un bref retour en arrière nous montre depuis 89 l'existence d'un cycle court d'expansion, fondé en grande partie sur la reprise des investissements, suivi d'une récession, elle-même suivie du démarrage d'un deuxième cycle court d'expansion.

Il faut parvenir à se dégager de deux choses, d'une part de la vision années 60 dont je parlais à l'instant, d'autre part d'une vision coincée sur cette petite presque île qu'est l'Europe occidentale. D'énormes changements ont eu lieu.

En Amérique du sud des formes d'accumulations et d'articulations nouvelles ont été mises en place et fonctionnent, un Lula peut même friser la présidence de la république au Brésil. En Afrique, la catastrophe n'est pas contradictoire à la valorisation du capital, qui n'a jamais eu pour but de sauver le genre humain. Du capital se valorise et certainement beaucoup plus qu'il y a 25 ans. La valorisation du capital n'a que faire de transformer le Niger en Suisse du Sahel. Exemple extrême : au Libéria, pendant les massacres, le B.R.G.M. français continue ses exploitations minières et paye Charles Taylor via la Belgique. Inutile d'insister sur la transformation du Japon et de la Corée, et de l'Asie du sud en 25 ans. Toutes les anciennes configurations de l'internationalisation du capital ont explosé, ce ne sont pas d'elles dont il faut attendre le retour, de nouvelles se sont mises en place, beaucoup plus lâches, beaucoup plus efficaces, généralisant l'enclave et l'économie sous-terraine à un point tel que même le chaos a des lois.

L'Europe du sud, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, ne sont plus ces petits espaces économiques attardés, plus ou moins repliés sur eux-mêmes ; que les prolétaires n'y aient pas gagné au change est une autre histoire. Les Etats-Unis ne sont plus cette économie structurellement en crise du début des années 70. Partout les modalités de gestion et de reproduction de la force de travail fonctionnent sur des bases nouvelles. Inutile également d'insister sur l'énormité que constitue l'effondrement du "bloc de l'Est", et sur l'intégration des pays de l'Est (en ce qui concerne l'U.R.S.S. elle-même, les choses demeurent encore bien problématiques). Il y a également le Moyen-Orient et l'intégration de la rente pétrolière dans la péréquation générale du taux de profit.

Exclusion, segmentation, chômage sont devenus des constantes acceptées de la gestion de la force de travail, tout comme la disparition des formes organisationnelles de l'identité ouvrière. Est-ce que, ce que nous analysions comme devant être la restructuration n'est pas réalisé ? Il est vrai qu'une dernière mise en ordre reste à effectuer au niveau du crédit (un petit peu d'inflation, ou un petit krack seraient les bien venus).

J'espère que tu vas bien, amitiés
Roland

P.S. Je te fais parvenir par le même courrier une réponse à N à propos de son texte et de discussions que nous avons eues cet été. J'ai écrit beaucoup de notes de lecture sur ce texte, mais je ne sais pas si je les mettrai en ordre.

De L à Théorie Communiste (Juin 1991) Lettre n°1

"Toutes les choses sont contradictoires en soi ..." Hegel

Suite au bref entretien que j'ai pu avoir avec votre contact parisien, P.-J., et ne recevant toujours pas les trois premiers numéros de T.C. que je vous ai demandés, je vous envoie ce nouveau courrier.

En effet, très surprise de me trouver confrontée à une personne non membre de T.C. qui n'a pu répondre (ou n'a pas voulu ?) à mes questions et qui ne m'en a posée aucune ! Je préfère m'adresser directement à TC...

Mais je voudrais d'abord m'expliquer quant à ma demande d'adhésion : je me suis un peu précipitée car n'ayant pas lu toutes vos revues il me manque un regard d'ensemble. De plus, après la lecture du numéro 9 quelques divergences avec vous ont surgi, remettant évidemment en cause ma demande initiale...

Je m'en excuse donc... En fait, pourriez-vous me préciser pour quelle raison vous avez choisi la théorie seule ? En quoi consiste votre action contre le système ?

Dans la revue n° 9 vous citez énormément les Manuscrits de 44 sans que cela ne soit réellement nécessaire puisque tout lecteur susceptible d'approfondir peut les lire à tout moment ! Quant au texte lui-même, hormis la paraphrase de ces manuscrits il n'apporte rien d'autre que ce qui a déjà été dit...

Par ailleurs, à propos du "prolétariat non échangiste" il manque un élément à votre explication : si le prolétariat contient en lui, en tant que classe exploitée, sa propre négation et donc la négation de l'échange, il est évident qu'il pratique en même temps l'échange, puisqu'il vend sa force de travail. En réalité le terme d'"échangiste" est impropre car c'est plus un terme de technique financière qu'un mot évoquant la relation précise entre deux entités. Une chose n'a d'existence que parce qu'elle est à la fois négation et affirmation puisque ce qui l'a produite n'existe que dans un mouvement permanent...

Concevoir la classe prolétarienne comme en dehors du système de l'échange, c'est s'imaginer pouvoir s'extraire de l'aliénation... Hors celle-ci nous ayant fait, la seule action concrète et utile est de la briser pour être réellement. Et c'est justement en passant par la situation d'"échangiste" que le prolétariat s'auto-émancipera...

En l'attente de ma commande confirmée...

Salutations subversives

Réponse à L.(Septembre 91 ?)

J'espère que tu excuseras le retard mis à répondre à ta lettre du 7 Juin 91, mais comme j'ai déjà pu te le dire au téléphone, la correspondance et la diffusion n'ont jamais été notre point fort.

Je suivrai l'ordre de ta lettre pour répondre aux trois points que tu abordes :

- 1) l'activité théorique.
- 2) la critique de TC
- 3) le prolétariat échangiste.

1) Le premier point tourne autour de ce que signifie être d'accord avec T.C. et sur notre activité, comme activité théorique.

En ce qui concerne le premier aspect, je dois dire que nous ne nous sommes jamais posé la question. Il n'a jamais été question d'adhésion, quant à être d'accord cela s'effectue au travers de la capacité, même avec des divergences, à pouvoir discuter ensemble. Cela signifie bien sûr des bases communes : la compréhension de la contradiction entre prolétariat et capital développée dans TC 2 et reprise sans cesse au long de tous les numéros et principalement dans TC 8, la notion de "cycle de luttes". Il ne s'agit pas d'une plate-forme minimale. Il est arrivé d'avoir entre nous d'importantes divergences, par exemple au moment de la rédaction de TC 8. Dans ce cas, soit à force de discussions on parvient à un accord, soit on admet que la divergence ne remet pas en cause pour le moment la possibilité d'un travail commun, soit il y a séparation théorique momentanée ou définitive (sans que cela remette en cause en général, le fait de continuer à se voir de façon bien agréable) . En lisant le collection de TC, tu pourra voir qu'il y a parfois des revirements importants : sur la possibilité d'une restructuration du capital sur la notion d'auto-négation du prolétariat, par exemple. En fait le seul fil consiste à définir la contradiction entre le capital et le prolétariat et en quoi celle ci porte historiquement (la contradiction est une histoire) le communisme comme son dépassement, au travers de ce qu'est dans cette contradiction le prolétariat en tant que classe.

Cela peut paraître bien général, tout comme une notion de base de TC : l'implication réciproque entre prolétariat et capital. Mais lorsque l'on essaye de façon assez rigoureuse de développer cette problématique on s'aperçoit qu'elle délimite un corps théorique excluant toute la perspective et les notions que nous avons qualifiées de programmatisme (affirmation de la classe), mais aussi inversement la notion d'auto-négation du prolétariat ; excluant également toute revendication d'une humanité, au nom de laquelle le prolétariat ferait la révolution, excluant également toute problématique de l'autonomie ou de l'auto-organisation. Cette base théorique générale comporte également la critique d'une essence révolutionnaire du prolétariat en rapport avec des conditions historiques mures ou immatures, elle repose sur l'affirmation de l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire et une classe du mode de production capitaliste.

L'accord ou l'adhésion (si on veut l'appeler ainsi), c'est une intégration dans ce travail, cette intégration elle-même peut être plus ou moins forte, il n'y a rien de formel là dedans, c'est la poursuite de cette correspondance, c'est la possibilité de se rencontrer (tout bêtement tu habiterais dans le coin la question ne se poserait pas).

En ce qui concerne le second aspect de ce premier point ("en quoi consiste votre action contre le système ?") le problème est abordé dans la série de textes relatifs à la rencontre avec le groupe italien "Maelstrom"(TC 10). De toute façon nous ne posons pas la question comme tu le fais ; nous ne cherchons pas ce que nous pouvons faire contre le système, celui ci est contradictoire et nous y sommes dedans. Ce qui élimine les questions du genre "à quoi ça sert ? ".

Pour nous un des grands acquis du cycle de luttes, qui s'achève dans les années 70, et de la critique pratique et théorique qu'il contenait, fut la possibilité de théoriser et de critiquer la notion de "programmatisation", c'est-à-dire de la révolution vue comme une montée en puissance de la classe et une affirmation du travail, de la classe ouvrière, ou du prolétariat (critique en germe dans la problématique des gauches). La révolution ne pouvait être qu'auto-négation du prolétariat; si nous avons par la suite critiqué et abandonné cette notion, il n'en est pas moins resté l'idée fondamentale selon laquelle, si la révolution et le communisme sont bien l'oeuvre d'une classe du mode production capitaliste, ils ne sont pas en droite ligne la victoire d'un des termes de la contradiction en jeu dans l'exploitation. Il ne pouvait donc y avoir transcendance entre les aspects des luttes du cours quotidien de la lutte de classe et la révolution. Celle-ci est un dépassement *produit* par cette contradiction.

Pour qu'il y ait révolution, il faut qu'il y ait crise impliquant une non reproductibilité, (le rapport de prémisses), de l'implication réciproque. Sans cela l'implication réciproque est contradiction et reproduction des termes de la contradiction dans le mouvement de l'exploitation.

Dans tous les cycles de luttes (le cycle actuel et les cycles antérieurs) les limites de ces luttes étaient toujours intrinsèques, non pas posées à partir d'une vision normative de la révolution, mais s'exprimant dans les termes historiques du cycle de luttes : au travers, par exemple du rapport entre marxisme et anarchisme jusqu'en 1918/1921, ou de l'implication entre autonomie et auto-négation jusque dans les années 70 (cf. TC 7 p. 6-7-8). La spécificité du cycle de luttes actuel réside dans le fait que ses limites ne relèvent pas de l'affirmation de la classe ou de la constitution d'une identité prolétarienne, mais de la reproduction du rapport, de la reproduction du capital. C'est là un point extrêmement positif du nouveau cycle de luttes.

Le mouvement qui fait passer la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution d'une abstraction théorique à une relation immédiate, dans laquelle la classe, conformément à la situation mise en place tout le long du cycle et au développement historique du rapport capitaliste, trouve dans sa situation immédiate la capacité à communiser la société, à abolir le capital, ce mouvement est la crise économique générale du rapport de production capitaliste. La notion de crise économique générale appartient à un schéma théorique de définition de la situation révolutionnaire et non à l'étude d'indicateurs quantitatifs qui ne peuvent jamais la définir. Si nous devons percevoir cette situation comme crise économique c'est que c'est ainsi qu'elle existe. Bien sûr le capital est un rapport social, mais cela une fois posé, il faut considérer que le capital est un rapport qui se présuppose et que son auto-présupposition est un procès dans lequel les conditions de la reproduction d'ensemble du rapport se retrouvent sans cesse dans un de ses deux pôles, le capital : c'est cela l'économie.

Tant que l'implication réciproque entre prolétariat et capital se résout dans la reproduction du capital et son auto-présupposition, l'activité du prolétariat dans la contradiction (qui est la substance de cette implication) trouve dans cette implication, et donc dans ce qui définit son propre contenu et son propre déroulement, une limite infranchissable. Cette structure définit la notion de "luttes immédiates" et de "cours quotidien de la lutte de classes". A partir de chaque lutte telle qu'elle est c'est dans ce cadre que se situe la question de l'intervention, aucune dynamique ne lui permet de dépasser cette situation, car cela serait lui demander d'être autre chose que ce qu'elle est : un moment d'une contradiction qui est implication réciproque entre ses termes.

Il ne s'agit absolument pas, avec la bonne conscience que donne la vision des "buts finaux", de considérer ces mouvements d'un oeil condescendant et de les laisser au vulgaire embourbé dans l'immédiateté. La critique ne porte pas sur le fait d'y être ou non, d'y participer ou non, il n'y a pas en réalité de problème de choix là dedans, la contradiction entre prolétariat et capital définit et désigne ses acteurs de façon totalitaire. Ce que je critique (du "neutralisme" d'"Echange et mouvement" à l'interventionnisme de "Mordicus") ce sont les conceptions et pratiques qui de la situation constamment contradictoire entre le prolétariat et le capital passent plus ou moins *directement* à la révolution, sans considérer

que pour le capital cette contradiction est sa propre dynamique dans laquelle les deux termes de la contradiction sont reproduits, et donc l'activité du prolétariat intrinsèquement limitée par cela même par quoi elle est.

Or ne pas considérer ce processus ne l'empêche pas d'être bien réel. Il en résulte que la simple présence dans un mouvement au nom de la contradiction entre prolétariat et capital directement ou potentiellement identifié au procès révolutionnaire, entraîne que soit l'on se retrouve dans une situation d'intervenant ou de militant (plus ou moins embarrassé dans ce nouveau rôle qu'une ruse de l'histoire vous impose), soit dans une situation de décalage grandissant avec un mouvement dans lequel au départ on envisageait sa présence dans un rapport de complète adéquation avec lui, même en considérant les oppositions et contradictions internes qu'il pouvait comporter. On se cherche alors des adversaires, ou on se fixe des buts intermédiaires, quant ce ne sont pas des objectifs organisationnels (cf. Mordicus, les mordicants, les banlieues et les islamistes). Ou bien l'identification entre cours quotidien de la lutte de classes et potentialité révolutionnaire est poussée si loin (cf. "Echanges" le texte de H.S. dans le n°4-5 de "Liaisons ") qu'il n'y a aucun interstice. La problématique est la même que celle de n'importe quel activisme ou immédiatisme, la question de l'intervention n'est pas réellement dépassée, c'est un militantisme en négatif. Dans cette galerie de portraits, on pourrait inclure les pratiques et les analyses souvent sympathiques d' "Os Cangaceros" ou à l'inverse du réformisme quotidienniste de "l'Encyclopédie des nuisances" (cf. la brochure sur le T.G.V dans laquelle on passe sans honte de piteuses manifestations style middle class à la révolution en marche).

Toute cette démarche repose en fait toujours sur un non-dit : "C'est pas la révolution mais ça pourrait l'être, ça a tout pour l'être", mais alors il faudrait expliquer pourquoi ça ne l'est pas vraiment : conditions sociales, forces adverses, mystifications ; mais alors il faudrait expliquer le pourquoi de la force de ces conditions, de ces adversaires, de ces mystifications. Mais pour cela il faudrait retomber sur l'implication réciproque et on se retrouverait avec l'impossibilité de la problématique de l'intervention. Le dépassement de cette structuration de la contradiction ne dépend pas d'une dynamique interne des luttes, car celles ci sont définies par cette structuration, mais du changement de la forme générale de la contradiction : la crise de la reproduction du capital. A ce moment là c'est la problématique et la situation historique même dans laquelle le problème se situe qui disparaissent.

Nous n'avons pas choisi "la théorie seule", comme d'autres pourraient choisir la participation aux luttes revendicatives, le terrorisme, la dénonciation et la démystification, les tracts et les affiches. Le problème dans lequel nous sommes embarqués est celui de la liaison entre les luttes immédiates, contradiction prolétariat - capital, révolution, communisme. Actuellement cette liaison n'est pas immédiate, c'est une relation produite théoriquement, voilà pourquoi nous sommes "théoriciens". Mais être "théoriciens" c'est aussi être embarqués dans cette immédiateté, c'est être face aux limites des luttes immédiates, face à toutes les "nuisances" de ce système, face aux formes particulières de la restructuration, et c'est désigner ces limites en tant que telles, reconnaître ces formes, caractériser la période. Nous ne nous contentons pas de faire de la "grande théorie", sur la contradiction, *le* prolétariat, *le* communisme, *le* fétichisme, etc...ou plutôt cette théorie là se fait parfois en l'oubliant. Dans TC, les textes sur le cycle de lutte, l'évolution de la crise, la grève des cheminots, les coordinations étudiantes, sont nombreux et cela dès le numéro 3.

Bien sur nous n'avons pas distribué de tracts sur les coordinations dans les dépôts de la S.N.C.F ou auprès des voyageurs, au cours de la grève. C'est qu'un tract ou une affiche impliquent une appropriation ou une application immédiate ce de qui est énoncé, or tout ce que nous pourrions énoncer ne peut que porter sur la liaison luttes immédiates, révolution, communisme (sinon c'est de la tactique organisationnelle, du racket ou de l'incantation) et cette liaison justement n'est pas immédiate et ne l'a jamais été. En effet même lorsque la révolution se présentait comme montée et affirmation du prolétariat, c'était cette dernière qui comme phase de transition se dressait comme une limite intrinsèque des luttes dans leur relation au communisme et en elle même était la nécessité de la restructuration du capital.

Nous pouvons aussi être personnellement impliqués dans ces luttes ; à ce moment là nous ne sommes pas dans une situation bien différente de celle de nos voisins : on se retrouvera certainement parmi les premiers à désigner et à se heurter aux limites intrinsèques des luttes (le corporatisme dans les coordinations par exemple, corporatisme sans lequel elles n'auraient jamais existées cf. TC 10), parmi les premiers à s'engueuler avec le syndicaliste local ou le bureaucrate auto - organisé. Est-ce que l'on dira alors des choses bien différentes de ce que disent bien d'autres, est-ce que l'on ne fera pas comme bien d'autres qui se retrouvent d'eux mêmes, ou contraints, sur la touche quand le mouvement entre dans sa phase finale de négociations et de retour à l'ordre ?

A aucun moment nous n'aurions été schizophrènes, à aucun moment nous aurions oubliés ce que nous faisons et pensons par ailleurs. C'est justement pour cela que nous aurions été dans ce mouvement. Nous aurions été dans un rapport positif à ce mouvement en sachant qu'actuellement ce rapport positif est une abstraction théorique que nous produisons comme telle et non comme incantations déclamatoires.

Nous pourrions également écrire un texte sur la "révolte dans les banlieues" (pour reprendre l'appellation médiatique), nous l'avons fait, en ce qui concerne les émeutes anglaises, dans le numéro sur le nouveau cycle de luttes. Irons-nous pour autant le distribuer à Vaux-en-Velin ? La question n'est pas bien sûr de savoir si cela serait utile ou non, mais que dirions-nous ? Soit à la façon, par exemple, de Mordicus on y voit la révolution en marche, alors là pas de problème (le seul problème c'est qu'elle n'y est pas), soit on considère que c'est un mouvement qui par rapport à ce qu'il est se situe d'emblée dans sa pratique au plus haut niveau qu'il peut atteindre en tant que "mouvement des banlieues", mais alors notre apport à lui passe du niveau de l'intervention à celui de la théorie : qu'est ce qu' "un mouvement des banlieues" ? Ce n'est pas que je ferais de l'intervention et de la théorie deux mondes irréductibles l'un à l'autre, le problème est celui de la liaison luttes-révolution-communisme, ou plutôt situation de la contradiction-révolution-communisme. Actuellement cette liaison est loin d'être immédiate ou pouvant résulter de la transcroissance d'éléments positifs inclus dans ces luttes et démarquables d'elles.

Quand régulièrement, dans "Echanges et Mouvements" ou dans le texte publié dans le N°4-5 de "Liaisons" une lutte est analysée, la compréhension qui est avancée de l'exploitation comporte constamment dans l'action du prolétariat dans cette contradiction, la possibilité de la révolution, possibilité qui pour des raisons chaque fois différentes ne peut être menée à bout. Raisons qui se ramènent à l'aspect "participation" que comporte le rapport entre le prolétariat et capital. Ainsi ce rapport est dédoublé : négation/participation. En cela s'il semble considérer l'exploitation comme la contradiction reproductrice du capital, ce n'est en réalité qu'une apparence, car comme participation elle cesse d'être contradiction, et comme contradiction elle n'est que négation inintégréable. En fin de compte l'exploitation n'est pas considérée simultanément (elle est simplement dédoublée) comme contradiction et reproduction du rapport social, mais comme cette simultanéité s'impose nécessairement, l'aspect négation ne peut-être saisi comme mouvement du rapport mais comme ce qui est inintégréable dans le rapport. La contradiction sort d'elle même pour devenir résistance : la possibilité révolutionnaire renvoie à la vie humaine brimée dans le prolétaire. On sort alors d'une analyse de la contradiction en termes strictement de contradiction capitaliste, ce que le groupe "Echanges et mouvement" avait tenté de formaliser de façon globale à la fin des années 70 dans la brochure "Le nouveau mouvement". Chaque fois que l'on veut produire une liaison directe on est amené à sauter par dessus le fait que la contradiction entre prolétariat et capital est de façon absolument identique contradiction et reproduction. J'ai fait précédemment une différence, que l'on pourrait critiquer entre : "Je suis embarqué personnellement" et "Je ne suis pas embarqué personnellement". Je pense que c'est de la bouffonnerie de dire que je suis cheminot, infirmière, voyou de banlieue, licencié de St Nazaire. Théoriquement c'est exact, mais c'est bien théoriquement que c'est exact et il ne faut pas l'oublier, c'est déjà énorme. Cela ne pourrait être exact que dans la mesure où l'infirmière n'est plus infirmière, etc. Mais alors c'est au mouvement de dépassement des limites intrinsèques des luttes que l'on assisterait, les limites essentiellement constituées par

la reproduction du capital et le problème de la liaison comme abstraction théorique par la même occasion seraient caduc.

En ce qui concerne plus spécifiquement le nouveau cycle de luttes, de quelque façon que l'on aborde la définition (cf. les derniers numéros de TC), pour ce qui nous intéresse ici on en revient toujours à considérer que la contradiction se situe au niveau de la constitution et de la reproduction des classes dans leurs rapports. Il y a alors trois conséquences :

- D'une part, coalescence entre la constitution en classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital, d'où disparition de toute confirmation d'une identité prolétarienne ou autonomie, organisation, partis ouvriers, politique alternative du travail...
- D'autre part, cela signifie qu'en l'absence d'une crise générale de la reproduction du rapport, toute lutte trouve dans ce qui la définit, son rapport au capital, ipso facto ses propres limites comme étant la reproduction du rapport (même modifié). Limites que cette reproduction lui signifie comme isolement, fixation, consommation, marginalisation... jusque là l'affirmation de la classe, l'autonomie, l'identité ouvrière, etc. étaient dans chaque lutte une limite interne qui semblait ne l'être que parce que l'autre terme de la contradiction subsistait (le capital). On pouvait voir alors dans ces éléments non pas en eux mêmes des limites, mais des éléments dynamiques à extraire, à renforcer, sur lesquels se fondait le procès de la révolution. En fait cela déterminait qu'en réalité aucun dépassement révolutionnaire n'était possible.
- Enfin : la contradiction se situant au niveau de l'auto présupposition c'est-à-dire de la reproduction des classes et de leur rapport, elle remet nécessairement en cause l'intégrité de ses termes, la lutte du prolétariat ne peut être élimination préalable de l'adversaire.

Affrontant le capital, c'est sa propre constitution en classe que le prolétariat affronte, il n'y a aucune contradiction interne ou différenciation de modes d'être de la classe, mais affrontement avec l'autre terme bien réel et autonome du rapport : le capital. C'est par là que la révolution et le communisme sont le dépassement qu'appelle et que produit ce cycle de luttes.

Ces considérations n'empêchent pas en ce qui concerne le nouveau cycle de luttes d'en dégager des aspects dynamiques, ce qui est logique à partir du moment où nous parlons de limites. Cependant ces aspects dynamiques résultants du niveau de la contradiction sont abstraits de ces luttes (cf. une liste non exhaustive dans TC 7, p. 38). Ces aspects n'existent que par l'existence de ces luttes avec leurs limites, c'est-à-dire que *dans* la reproduction et l'existence de la classe dans l'auto - présupposition du capital, ils sont absolument inséparables de cette existence et des limites qu'elle implique. Il ne s'agit pas de liste de ce qu'il faudrait faire, ce n'est pas un manuel du militant, ni même de ce qu'il s'agirait de promouvoir en pensant qu'ils sont en eux mêmes autonomisables.

L'abstraction de tels aspects dynamiques résulte du fait qu'il y a un lien historique entre le cours quotidien de la lutte de classes et révolution. Ce ne sont pas ces aspects qui font qu'il y a un lien, la relation est inverse. En ce qui concerne le nouveau cycle ils spécifient historiquement le contenu de ce lien, tout comme d'autres aspects spécifiaient différemment le contenu de ce lien dans d'autres cycles de luttes. Si le rapport est renversé, alors on ne sait plus pourquoi de tels aspects existent, si l'on s'en tient strictement au rapport contradictoire reproductible entre prolétariat et capital.

De façon générale le lien historique entre le cours de la lutte de classes et la révolution se situe dans la situation constamment contradictoire du prolétariat vis-à-vis de la forme sociale nécessaire de son travail comme valeur accumulée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant comme capital (la baisse tendancielle du taux de profit est un rapport de classe). Cette contradiction est pour le capital sa propre dynamique. Subsumant le travail au travers de cette contradiction, l'exploitation, le capital est constamment l'agent de la reproduction générale du rapport, et toutes les conditions se retrouvent ainsi constamment comme capital face au travail ; par là, le cours quotidien de la lutte de classes, qui n'est rien d'autre que cette contradiction comme activité du prolétariat, est essentiellement limité et pas par une résistance ou une opposition (étrangère à ce qu'elle limite) du capital. Le cours quotidien de la lutte de classes est un mouvement qui, contre le capital, appelle son dépassement, car s'il butte sur ses propres limites, c'est que le capital subsume dans son cycle propre la

contradiction, qu'elle est sa propre dynamique, mais cette contradiction devient par là même les multiples contradictions internes du procès d'accumulation capitaliste. La contradiction entre le prolétariat et le capital *devient* contradictions du capital. Le cours quotidien de la lutte de classes n'appelle pas son dépassement de par un processus interne mais bien au travers de la crise du capital. La contradiction entre le prolétariat et le capital, de par ce qu'elle devient nécessairement, constitue cette crise en médiation de sa résolution. Ce qu'il ne faut jamais perdre de vue c'est que c'est la même contradiction qui porte la dynamique du capital et qui éclate dans la crise. En outre dans chaque cycle de luttes s'établit une liaison essentielle entre le contenu des limites du cours quotidien de la lutte de classe et les axes selon lesquels se modulent la baisse du taux de profit et la crise. Ainsi, le contenu que le prolétariat donne historiquement au dépassement du capital avec la crise de la reproduction du rapport de production n'est pas fortuit par rapport à ce cours quotidien, mais dans un rapport nécessaire.

A partir de là on ne situe pas la production théorique dans un monde différent, mais toute intervention au sens courant du terme devient extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, comme tout regroupement sur la base de ces interventions ou d'une croyance en une liaison directe entre ces luttes et la révolution, malgré les illusions que certains peuvent avoir et dont leurs tentatives de regroupement sont victimes.

Faire de cette liaison immédiate entre les luttes et la révolution, le contenu de tracts d'affiches, ou de notre présence plus ou moins systématique en tant que TC, n'a strictement aucun sens, c'est une contradiction, dans les termes, un monstre, une absurdité. Dans la mesure même où la prise en compte nécessaire de la liaison entre ces luttes et la révolution n'implique pas "l'intervention" mais la production théorique. Si le contenu du rapport, de la liaison, est médiat, est une abstraction théorique, il ne peut devenir par le miracle d'un tract ou d'une affiche, le contenu d'une intervention pratique, il ne sera alors qu'un soliloque délirant, (comme on l'a vu avec l'affirmation de la classe au cours des cycles antérieurs, il n'en pas toujours été ainsi même si la liaison ne fut jamais en réalité immédiate).

En conclusion, je pense qu'il serait bien fou de figer le problème, j'ai donné les grandes lignes de ce qui peut être sa résolution : l'analyse de la liaison entre luttes et révolution. Mais tout cela n'est aucunement figé. Si de façon abstraite, les luttes appellent leur dépassement dans la crise de la reproduction du capital, empiriquement on ne peut exclure a priori des avancées et des reculs par rapport à cette situation envisagée pour l'instant de façon formelle (ne pouvant peut-être n'être actuellement envisagée qu'ainsi).

Le danger de toute critique de l'intervention consisterait à abstraire le but (la révolution ou le communisme) de son mouvement, à en faire deux mondes irréductibles. Le danger est d'autant plus important qu'il est conforté par la domination de la restructuration du capital et l'achèvement d'un cycle de luttes. Cette tendance théorique à abstraire le communisme, comme but final, de son mouvement est une tendance lourde de ce type de période, et peut se figer soit dans une production théorique qui ne se préoccupe pas du développement historique du rapport entre prolétariat et capital, soit de façon plus radicale dans l'abandon désenchanté de toute production et publication. Cependant, inversement, la théorie communiste ne peut être "communiquée", on entrerait alors dans une relation entre classe ouvrière et militant, en retombant dans toutes les problématiques de l'organisation, de la conscience à promouvoir, de l'opposition entre les grands principes et l'état des choses. Alors en se voulant le plus immergé possible, la théorie aboutirait à un résultat contraire : un programme communiste déjà donné auquel adhérer (voilà le communisme : à genoux !). Finalement je pense que le problème de l'intervention est insoluble a priori, car à définir à l'avance nous serions toujours en retard sur la réalité. J'ai essayé d'en définir le cadre général, les possibilités, les impasses. Le problème est toujours celui de la conception que l'on a de la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution : soit transcroissance, soit dépassement. Dans le premier cas on risque de sombrer dans l'immédiatisme, l'ornementation théorique, le commentaire socio-culturel radical et paradoxalement à présenter un programme à appliquer, dans le deuxième cas on est guetté par l'abandon de la vision du communisme comme mouvement qui abolit les conditions existantes et l'on risque

de ne plus saisir que le dépassement du cours immédiat de la lutte de classes est un dépassement *produit*.

2) A propos de T.C.9 : "Le prolétariat et le contenu du communisme".

Citer abondamment les Manuscrits de 44, L'idéologie Allemande, le Capital ou les Fondements, en soi, n'est pas gênant. Je pense que personne ne fait jamais de vraies paraphrases, le choix même des passages "paraphrasés" est déjà implicitement un schéma théorique. Cependant, je suis d'accord pour reconnaître que si TC 9 se limitait à cela ça ne présenterait pas un grand intérêt.

Je crois que tu es passée à côté de la problématique de TC 9 : le prolétariat comme dissolution des conditions existantes *sur la bases des conditions existantes*, c'est-à-dire comme mouvements de celles ci. Il s'agissait de définir la capacité du prolétariat à produire le communisme autrement que comme l'actualisation d'une nature révolutionnaire, ou autrement qu'en profitant des conditions accumulées par le capital. La critique de ces perspectives n'est pas toujours évidente chez Marx. De toute façon l'intérêt de la question ne réside pas dans un démarquage ou dans un alignement sur Marx. Avant TC 9 nous maîtrisions à peu près la contradiction entre prolétariat et capital, l'identité entre le prolétariat classe du mode production capitaliste et classe révolutionnaire, comment une classe pouvait abolir les classes dans sa stricte action et situation de classe, comment la contradiction pouvait devenir révolution, mais il demeurait un blanc : le contenu de cette résolution de la contradiction, quelles en étaient les caractéristiques et surtout d'où venaient-elles, comment étaient-elles produites ?

TC 9 était destiné à remplir ce blanc. Il s'agissait bien sur de revenir sur les caractéristiques du communisme, encore que même chez Marx celles ci ne sont pas dénuées d'ambiguïtés, mais surtout de montrer leur genèse en dehors toute nature révolutionnaire du prolétariat ou de conditions accumulées par le capital.

Nous abordons de façon synthétique les questions auxquelles d'après nous répond TC 9 dans le petit texte : "Quelques remarques sur la capacité du prolétariat à produire le communisme" dans TC 10 p. 111–112–113.

Il s'agit des questions essentielles suivantes :

- C'est strictement en tant que classe du mode de production capitaliste que le prolétariat est révolutionnaire.
- Il y a capacité du prolétariat à produire le communisme, Il n'y a pas de nature révolutionnaire du prolétariat.
- Il n'y a pas de rapport entre révolutionnarité et conditions objectives.
- Quel est le contenu de ce que l'on peut tout de même appeler conditions du communisme, rapport avec le contenu lui-même du communisme ?
- Quel stade particulier de la contradiction entre prolétariat et capital est porteur du communisme, au delà d'une problématique des conditions?
- La capacité à produire le communisme n'est pas une émancipation du prolétariat vis à vis du capital.

Pour nous l'intérêt de ce texte est explicité dans la citation suivante extraite du texte de TC10 dont je parlais : "Dans le travail antérieur de Théorie Communiste, nous n'avons pas posé le communisme comme une production historique, critiqué toute nature révolutionnaire du prolétariat se heurtant à l'immaturité des conditions pour ensuite réintégrer celle-ci par la fenêtre. Affirmer que le prolétariat est la dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes, n'est pas une clause de style, c'est un changement complet de perspective par rapport à toute conception d'une nature révolutionnaire. On passe d'une perspective où le prolétariat trouve en lui-même face au capital, sa capacité à produire le communisme à une perspective où cette capacité n'est acquise que comme mouvement interne de ce qu'elle permet d'abolir, devenant par là même

procès historique et développement du rapport et non triomphe de l'un des termes sous la forme de sa généralisation. On peut alors définir ce qu'est le prolétariat comme classe révolutionnaire, en quoi face au capital il trouve en lui-même la capacité de produire le communisme, on définit alors le fait d'être la dissolution des conditions existantes comme une situation, comme un rapport, comme le contenu d'une implication réciproque, comme la particularisation d'une totalité face à une autre particularisation de cette même totalité, et non plus comme une nature. A ce niveau, on évacue le problème rigide du rapport entre révolutionnarité et conditions, nature révolutionnaire et histoire. On définit le caractère révolutionnaire du prolétariat comme terme d'une contradiction et donc son existence comme ce qu'il est historiquement.

"Dire que le prolétariat trouve dans ce qu'il est la capacité de produire le communisme contre le capital, mais que ce qui fonde cette capacité est un mouvement interne de ces conditions existantes qu'il s'agit d'abolir, permet de dépasser une conception selon laquelle le prolétariat affirme face au capital des déterminations qui lui seraient propres (ce qui revient à comprendre les termes d'une contradiction comme une rencontre et non comme une particularisation. En outre, une telle compréhension permet de dépasser une analyse de l'aliénation sur la base de l'individu isolé et de la marchandise ; en tant que négation déterminée par le propre mouvement de ce dont elle est la dissolution (le travail comme non propriété en tant que moment de la propriété face à la propriété, par exemple), cette négation est une classe. L'opposition à l'aliénation qui en reste à l'individu isolé et à la marchandise demeure une opposition externe. On ne peut juxtaposer, pour comprendre dans son contenu communiste le dépassement du capital, le dépassement de l'aliénation, une analyse de celle-ci sur la base de la marchandise et le prolétariat comme négation de cette aliénation. Dans le cas de la division du travail, une telle démarche nous fait appréhender le communisme comme juxtaposition d'activités (le super bricoleur), comme appropriation universelle dans le cas de la propriété et comme planification dans le cas de la valeur et de l'échange. Ainsi, dire que le prolétariat est dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes permet :

- "• de poser la capacité que le prolétariat trouve en lui-même dans sa contradiction avec le capital, de produire le communisme, non comme nature mais comme un rapport et une histoire ;

- "• de dépasser une conception pour laquelle le communisme résulte de l'affirmation, de la révélation de cette capacité ;

- "• de poser nécessairement cette dissolution des conditions existantes, dans leur mouvement interne, comme une classe et donc de ne pas poser la contradiction avec l'aliénation et son développement sur la base de l'individu isolé et de la marchandise.

"Ce n'est que sur cette base que l'on peut poser les grandes lignes de l'auto-production de l'humanité dans le communisme, en dépassant le mysticisme ou la planification qui l'un et l'autre ne connaissent que les individus isolés, soit comme fusion, soit comme juxtaposition" (TC 10, p. 112–113).

3) A propos du prolétariat échangiste

Sur ce point j'ai du mal à saisir l'objet de ta critique. Nous sommes bien d'accord que le prolétariat est échangiste, nous ne l'avons jamais conçu en dehors du système de l'échange. Je ne vois vraiment pas sur quel passage de TC tu peux t'appuyer pour le dire. Nous avons dès le début du travail de TC critiqué toute problématique fondant la révolution sur une quelconque "extraction" de l'aliénation. Il en résulte que je ne peux qu'être d'accord avec ce que tu dit là, dans la mesure où il est impossible de le saisir comme une critique de ce que nous aurions pu écrire. C'est même là une des bases de toute la théorie développée dans T.C.

En ce qui concerne le terme même d'échangiste je ne vois pas en quoi c'est plus un terme de technique financière que d'autre chose. L'achat-vente de la force de travail est un échange, bien particulier, mais c'est un échange, c'est le premier moment de l'échange entre capital et

travail, le second étant la subsomption du travail sous le capital. L'échange entre le travail et le capital est une relation précise, c'est l'exploitation. Je ne vois pas pourquoi, même si ce terme à une trop large acception, dont financière, il faudrait l'abandonner, d'autant plus que sans que cela soit un argument péremptoire, c'est celui que l'on trouve dans tout le Capital et autres oeuvres. L'ouvrier vend une marchandise, il effectue un échange.

Cependant pour montrer la nécessité de comprendre le prolétariat comme échangiste tu écris : "or celle-ci (l'aliénation) nous ayant faits la seule action concrète et utile est de la briser pour être réellement. Et c'est justement en passant par sa situation "d'échangiste" que le prolétariat s'auto-émancipera". Si l'aliénation nous a fait, en la brisant on se brise nous-mêmes (ce qui est bien), en aucune façon on "est réellement" on devient autre chose. Je ne comprends pas ce que cela signifie "être réellement", qu'est-ce que c'est qui n'était pas réellement et qui l'est ensuite : moi, toi, nous, le prolétariat, l'homme ? Quel est la nature et le contenu de cet être ? S'il faut briser l'aliénation pour être réellement, c'est qu'il y a quelque chose qui gît sous cette aliénation. Je ne crois pas que ce soit ce que tu penses, mais alors la formulation est dangereuse. D'autant plus dangereuse qu'ensuite tu parles d'"auto-émancipation", y a-t'il quelqu'un qui s'émancipe, se libère, qui est-ce ? Le prolétariat ? Il disparaît, l'homme ? Il n'existe pas, l'individu ? c'est une baudruche philosophique.

J'espère que tu seras parvenue sans trop de peine à la fin de cette lettre, je ne suis pas toujours très clair, et je n'écris pas toujours très bien. Dans l'attente de te lire et peut-être de se rencontrer.

Amicalement

P.S. Je ne t'ai moi-même posé aucune question (ce que tu reprochais à P-J), mais bien sûr quel intérêt trouves-tu à T.C. ? et quelle est la démarche qui t'y a amené ? ne manquerai pas d'éclairer notre correspondance.

Lettre n°2 (L – Octobre 92)

à R... Théorie Communiste

*"La fin générale avec laquelle commence l'histoire, et de donner satisfaction au concept de l'esprit. Mais cette fin n'existe qu'en soi, c'est-à-dire comme nature : c'est un désir inconscient enfoui dans les couches les plus profondes de l'intériorité, et toute l'oeuvre de l'histoire universelle consiste dans l'effort de le porter à la conscience."
(Hegel "La raison dans l'histoire")*

Le point essentiel auquel l'ensemble des numéros de TC se rapporte est celui de l'auto-négation du prolétariat. Celle-ci n'a rien à voir avec l'auto-organisation ou l'autonomie ; elle est le mouvement par lequel le prolétariat nie sa condition de classe pour réaliser son humanité. Parler de la fin de l'auto-négation (cf. rencontre de Nov. 86) du prolétariat c'est exprimer la mort du capital. L'auto-négation du prolétariat n'appartient pas à une période donnée, elle est le produit du mouvement historique. Si T.C. a fini par rejeter le mouvement organique du capital cristallisé dans l'auto-négation de la classe prolétarienne, c'est à cause d'une vision séparée du dit mouvement. La preuve est le souci de fixer une "liaison" entre les luttes et la révolution. Or, il n'y a pas de liaison entre les deux mais un rapport, le MPC produit les deux en même temps. Toute révolte de la classe prolétarienne est l'expression du communisme, aussi bien dans ses limites que dans son devenir.

Affirmer que le communisme émergera au moment où s'auto-niera le prolétariat n'est pas une pétition de principe mais l'expression tangible de l'humanité enfin réalisée. L'histoire n'est pas faite d'étapes successives destinées à s'arrêter à la révolution, l'histoire est long et lent processus de maturation produit par le développement des forces productives.

Selon TC, le problème est ainsi posé : c'est une pure utopie que de s'imaginer l'émergence d'une quelconque humanité puisqu'aucune n'existe en présupposition.

Pourtant, toutes les luttes passées, toutes les rebellions qui ont marqué les siècles ont été chaque fois la preuve que ce que le mouvement capitaliste nous imposait était - malgré tout - viscéralement insupportable. Et puis, comment expliquez-vous les dépressions nerveuses, la morosité actuelle, les suicides, bref le malaise affectif gigantesque qui règne aujourd'hui ? C'est pourtant bien le signe d'un profond déséquilibre auquel aucunes des compensations apportées par le système ne suffisent plus.

L'homme n'est pas qu'aliénation. Il est l'humain aliéné qui s'aliène afin de nier l'aliénation de l'humain se réalisant. Ce qu'il faut saisir c'est le principe du processus d'autodestruction du MPC : si le K. contient les éléments de sa propre mort, il ne peut que contenir en même temps les germes d'une humanité amenée à se réaliser comme le résultat de toute l'histoire du communisme. Puisque tout résultat est en même temps point de départ d'un procès.

Le communisme n'est pas "une période de l'histoire humaine"; il est l'histoire humaine !

Ainsi donc, l'auto-négation du prolétariat au lieu d'être simple autodestruction de sa condition d'exploité est en même temps la mise à jour de l'humanité qui souterrainement se manifestait en chaque insurrection.

Considérer qu'une fois abolie la condition prolétarienne l'on passe à une étape différente sans lien aucun avec la précédente - sinon la fin de l'exploitation -signifierait que le mouvement historique est linéaire, sans relation avec son commencement. "L'auto-organisation" du prolétariat ne veut pas dire qu'il a une "base propre" - comme s'il était en-soi révolutionnaire - mais qu'il cesse définitivement d'être l'objet du capital pour s'autonomiser, c'est-à-dire pour se réapproprier les moyens de production.

La tendance humaine ne s'oppose pas au capital, point. Elle s'y oppose en tant qu'émanence de la contradiction travail mort/travail vivant. L'humanité n'est pas "un troisième larron" (cf. TC 5 p. 50) à côté du prolétariat. Elle est le prolétariat évoluant vers la négation de sa condition. L'exploitation et la dimension humaine sont les deux

manifestations du communisme. La seconde est l'histoire de la première, la première est produite par l'avancée historique de la seconde...

Quant à la restructuration, qui dit restructuration, dit impossibilité d'une révolution. Or, à aucun moment vous ne précisez si le capital amorce une phase restructurante ou non. C'est malheureusement le plus grand flou ! Pourtant vous semblez vous baser sur une baisse du taux de profit, vous devriez donc être aptes à définir la nature de la période abordée.

Pour finir en rapport avec la lettre du 8/10/91, et précisément le passage suivant : "de toute façon nous ne posons pas le problème comme tu le fais. Nous ne cherchons pas ce que nous pouvons faire contre le système, celui -ci est contradictoire et nous y sommes dedans. Ce qui élimine les questions du genre " à quoi ça sert ". Justement la question est nécessaire car nous ne sommes pas "dedans" le système, nous sommes le système et nous le reproduisons. Nous sommes nous même contradictoires. Lutter contre le capital c'est donc tendre à le reproduire le moins possible. Voilà à quoi doit servir l'approfondissement pratico-théorique !

C'est pourquoi la spécificité du cycle actuel ne réside pas "dans le fait que ces limites relèvent de la reproduction du capital " - puisque celle-ci existe depuis le début - mais dans le fait que parvenus à la phase supérieure de la domination réelle, cette période nous offre enfin la possibilité de cerner objectivement les limites du prolétariat, passées, présentes et futures. Elle nous offre justement le choix (cf. p. 5 de ta lettre) fondamentalement de réagir contre l'aliénation pour se positionner dans toute l'exigence d'une humanité appréhendée. La dernière thèse sur Feuerbach n'est pas un vain mot...

Ainsi posé, le problème d'une quelconque "liaison entre les luttes et à le révolution" (cf. p.14 de ta lettre) devient caduc ; il s'agit plutôt :

- 1) D'apprécier le caractère communiste contenu en chaque lutte.*
- 2) D'en cerner les limites même si ce caractère n'est que souterrainement présent.*
- 3) De comprendre que liaison renvoie à séparation, que les deux sont le produit d'une vision statique et non celui du communisme, celui-ci étant mouvement historique dont la résolution sera l'expression spontanée, amorcée depuis des siècles à travers les dites luttes.*
- 4) Qu'enfin, de par cette compréhension-réappropriation, la diffusion de tracts – ou autres – n'est ni négatif, ni absurde mais la continuité logique d'un positionnement historique déterminé-déterminant, hors de tout désir volontariste.*

Salutation subversives

Réponse à L (Décembre 92)

Salut

Je te prierai d'abord comme d'habitude d'excuser ce grand retard, je n'ai jamais été un fanatique du courrier et malgré la thèse sur Feuerbach, il est très difficile de se transformer. L'autre raison de ce retard est que j'ai tourné et retourné ta lettre, pourtant assez brève dans tous les sens sans savoir par quel bout la prendre.

D'un côté après une lecture globale, j'étais assez d'accord avec la démarche générale, dont procède ta lettre. D'un autre côté quand je décortique, je ne suis plus d'accord avec quoi que se soit. Le communisme dépassement de toute l'histoire passée, je suis d'accord ; le communisme compris comme "le mouvement qui abolit les condition existantes" et pas seulement une nouvelle période de l'histoire humaine (je ne dis pas histoire de l'humanité pour ne pas introduire ce sujet immanent), je suis d'accord ; que, enfin, la révolution, abolition du capital soit abolition du prolétariat, je ne peux que souscrire.

Là où nous divergeons totalement c'est sur la démarche téléologique qui fonde chez toi ces propositions. Le communisme, posé comme une finalité, devient le principe, moteur et origine de sa propre production, de toute l'histoire. Celle-ci n'est alors que réalisation, ce que

souligne assez bien la citation de Hegel que tu places en exergue de ta lettre. "Le contenu de la Raison est l'idée divine, essentiellement le plan de Dieu" (Hegel "La raison dans l'histoire"). Je sais bien que ce n'est pas celle là que tu as choisie, pourtant celle-ci me paraîtrait plus explicite. Tu remplace l'Esprit ou la Raison de Hegel par l'Humanité et tu peux écrire : "le communisme est l'expression tangible de l'humanité enfin réalisée", "jusqu'à l'histoire est long et lent processus de maturation", "toute l'histoire est l'histoire du communisme", "l'auto-négation du prolétariat est la mise à jour de l'humanité qui souterrainement se manifeste en chaque insurrection", "le mouvement historique n'est pas sans relation avec son commencement". Bien sûr en bonne Hegelienne, la tendance humaine ne s'oppose pas comme absolument autre face au capital". Elle est le prolétariat évoluant vers la négation de sa condition".

"L'Esprit se produit lui-même, il se fait lui-même ce qu'il est. Son être n'est pas une existence en repos, mais activité pure : son être est d'avoir été produit par lui-même, d'être devenu pour lui-même de s'être fait par soi-même. Pour exister vraiment, il faut qu'il ait été produit lui-même : son être est le processus absolu. Ce processus médiation de lui-même avec lui-même et par lui-même implique que l'Esprit se différencie en Moments distincts, se livre au mouvement et au changement et se laisse déterminer de diverses façons. Ce processus est aussi, essentiellement, un processus graduel et l'histoire universelle est la manifestation du processus divin, de la marche graduelle par laquelle l'Esprit connaît et réalise la vérité. Tout ce qui est historique est une étape de cette connaissance de soi. Le devoir suprême, l'essence de l'Esprit, est de se connaître soi-même et de se réaliser. C'est ce qu'il accomplit dans l'histoire : il se produit sous certaines formes déterminées, et ces formes sont les peuples historiques. Chacun de ces peuples exprime une étape, désigne une époque de l'histoire universelle. Plus profondément : ces peuples incarnent le principe que l'Esprit a trouvé en lui et qu'il a dû réaliser dans le monde. Il existe donc entre eux une connexion nécessaire qui n'exprime rien d'autre que la nature même de l'Esprit. (...) Les peuples historiques, les caractères déterminés de leur éthique collective, de leur constitution, de leur art, de leur religion, de leur science, constituent les configurations de cette marche graduelle. Franchir ces degrés, c'est le désir infini et la poussée irrésistible de l'esprit du Monde, car leur articulation aussi bien que leur réalisation est son concept même" (Hegel "La raison dans l'histoire", Ed. UGE 10/18 p.97).

Que ta démarche puisse se décalquer sur celle de Hegel, que l'humain ou l'humanité ou même le prolétariat y joue le rôle de l'Esprit ou de la Raison n'est pas en soi une critique. Mais voilà, la critique de la démarche téléologique de Hegel et non simplement celle de son idéalisme, est le fondement d'une conception révolutionnaire de l'histoire. Remplacer l'Esprit par l'humanité même en tant que prolétariat exploité et abolissant ses conditions d'existence ne change pas grand chose si l'on conserve le même démarche : "L'homme n'est pas qu'aliénation. Il est l'humain aliéné qui s'aliène afin de nier l'aliénation de l'humain se réalisant" (page 3 de ta lettre). En fin de compte le terme dernier, l'Idée, l'Esprit absolu, le communisme ou l'humanité réalisée ou adéquate, ne paraissent se produire que parce qu'ils sont déjà principe. La partie est gagnée d'avance, l'histoire est une vaste plaisanterie d'assez mauvais goût.

Toute démarche téléologique conséquente sanctifie le réel, la tienne ne l'est pas : la marche de l'humanité ne se manifeste que dans le négatif ("l'humanité qui souterrainement se manifeste dans chaque insurrection"). "En critiquant négativement, on se donne des airs distingués et on survole dédaigneusement la chose sans y avoir pénétré, c'est-à-dire sans l'avoir saisie elle-même, sans avoir saisi ce qu'il y a de positif en elle" (Hegel, d° p. 99). En effet si le terme d'humain doit avoir un sens, il ne peut désigner que l'ensemble des rapports que les individus définissent entre-eux or ce sont ces rapport qui deviennent indépendants et leur propre communauté qui les affrontent comme quelque chose d'étranger. Elle ne les affronte pas comme "l'aliénation" affronterait "les hommes" mais en ce qu'ils ne sont que les hommes de cette communauté indépendante tout aussi, eux même limités, que leur communauté est indépendante. C'est chaque fois la période historique suivante qui considère cette limitation comme contingente, démarquant de cette sorte un objet, une sorte

de noyau qui sera l'humain. En conséquence si l'on veut voir l'histoire, l'humanité se réalisant, il faut continuer à suivre Hegel et suivre l'humanité se réalisant au travers de l'Etat, la morale, la religion, l'art, l'esprit positif des peuples historiques. Et non au travers de la révolte, de la poursuite de fins particulière qui sont le négatif par lequel chaque fois l'Esprit parvient à un stade supérieur en détruisant le stade antérieur : les fameuses ruses de la Raison. La téléologie ne peut-être que sanctification de l'ordre du monde et la révolte contre cet ordre qu'une ruse de la Raison elle-même (ou de n'importe quel principe téléologique) afin de parvenir à un stade supérieur. Dans la "Critique de philosophie du droit de Hegel" (1843) Marx se sort de cette difficulté par le fameux passage sur "il faut créer une classe à laquelle on n'a pas fait un tort particulier, une classe qui ne revendique rien de particulier qui soit la perte totale de l'humanité" (je cite de mémoire). Dans ses propres fins particulières le prolétariat réalise les fins de l'humanité. En fait c'est une réponse qui demeure bien hégélienne, ce n'est pas pour rien que le texte s'achève sur "le prolétariat réalisant la philosophie" même si cela n'est que dans sa suppression (c'est le moins qu'il puisse faire). La téléologie s'achève dans la recherche d'un sujet dont la substance soit adéquate aux fins ultimes de l'humanité ou de l'histoire : le prolétariat ou l'Etat libre. Mais alors la révolution, le dépassement de l'ordre du monde existant, réalise la nature d'un des éléments, d'un des termes de cette ordre. Nous retrouvons le schéma du dépassement comme retour en soi du sujet, qui récupère ce que le développement historique de sa réalisation lui avait opposé comme étranger à lui-même : l'objectivité, ses propres forces sociales, les moyens de production, etc. Le dépassement n'est pas production de nouveau, dépassement des contradictions de l'ancien, mais reprise, retour, ce qui est conforme avec tout le processus téléologique. Il n'y a pas de révolution, il y a adéquation au principe originel de l'histoire, au travers de l'activité d'un sujet dont la détermination particulière est conforme ou se confond avec l'universalité. Mais cette dernière, humanité ou Esprit, étant déjà donnée dans les déterminations antérieures qui n'existaient que par elle, le dépassement n'est qu'une réconciliation entre celle-ci et différentes déterminations de sa réalisation. L'humanité, l'Esprit, se réconcilient avec leur histoire, leur objectivation, leur détermination. La révolution communiste est la suppression de tout ce qui peut exister en dehors des individus, l'immédiateté sociale de l'individu, l'individu comme communauté, la suppression de toute séparation (TC 9 tente d'aborder cela avec des caractéristiques positives dans la mesure du possible, qui est mince). Si on appelle cela l'humanité réalisée par rapport à des germes, des tendances, etc., c'est que déjà même contrariée et n'apparaissant que dans la révolte, l'insurrection cette humanité existe dans les individus de la société antérieure, mais alors la communauté qui se dresse face à eux ne peut qu'être elle aussi germes d'humanité, tendance ; la seule difficulté réside alors dans leur séparation qui n'est alors que contingente, qu'accident de substances qu'elle sépare. C'est donc grosso modo les éléments antérieurs que l'on réaménage dans un ordre différent et cela malgré toutes les déclamations critiques. Et c'est bien ce qui est fait : "Nous sommes nous mêmes contradictoires" ; ce que "le mouvement capitaliste imposait était viscéralement insupportable" ; la séparation est tellement saisie comme contingente qu'il nous faudrait : "tendre à reproduire le système le moins possible".

C'est dans l'Idéologie Allemande que Marx fait table rase de toute cette démarche.

"L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces productives qui lui sont transmis par toutes les générations précédentes ; de ce fait chaque génération continue donc d'une part le mode d'activité qui lui est transmis, mais dans des circonstances radicalement transformées, et d'autre part, elle modifie les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente, ces faits on arrive à les dénaturer par la spéculation en faisant de l'histoire récente le but de l'histoire antérieure ; c'est ainsi par exemple qu'on a prêté à la découverte de l'Amérique cette fin : aider la Révolution Française à éclater ; de la sorte on fixe à l'histoire ses buts particuliers et on en fait une personne à côté d'autres personnes (à savoir Conscience de soi, Critique, Unique, etc.) tandis que ce que l'on désigne par les termes de "Détermination", "But", "Germe", "Idée" de l'histoire passée n'est rien d'autre qu'une

abstraction de l'histoire antérieure, une abstraction de l'influence active que l'histoire antérieure exerce sur l'histoire récente" (Ed. Sociales, p. 66). C'est à partir d'une telle analyse que nous avons pu dire que la nécessité de l'aliénation ne se comprend qu'à partir de ce qu'est le prolétariat ou que c'est toujours sur la base du cycle de lutte présent que l'on peut considérer que les cycles antérieurs avaient comme contenu le communisme tel que le cycle présent le produit.

"Cette somme de forces de production, de capitaux, de formes de relations sociales, que chaque individu et chaque génération trouvent comme données existantes, est la base concrète de ce que les philosophes se sont représenté comme "substance" et "essence" de l'homme, de ce qu'ils ont porté aux nues" (p.70).

"Pratiquement, les communistes traitent donc les conditions créées par la production et le commerce avant eux comme des facteurs inorganiques, mais ils ne s'imaginent pas pour autant que le plan ou la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir des matériaux, et ils ne croient pas davantage que ces conditions aient été inorganiques aux yeux de ceux qui les créaient" (p.97).

"Si l'on considère, du point de vue philosophique, le développement des individus dans les conditions d'existence commune des ordres et des classes qui se succèdent historiquement et dans les représentations générales qui leur sont imposées de ce fait, on peut, il est vrai, s'imaginer facilement que le Genre ou l'Homme se sont développés dans ces individus ou qu'ils ont développé l'homme ; vision imaginaire qui donne de rudes camouflets à l'histoire. On peut alors comprendre ces différents ordres et différentes classes comme des spécifications de l'expression générale, comme des subdivisions du genre, comme des phases de développement de l'Homme" (p.93).

Et enfin "Les individus qui ne sont plus subordonnés à la division du travail, les philosophes se les ont représentés, comme idéal, sous le terme d' "Homme", et ils ont compris tout le processus que nous venons de développer comme étant le développement de l' "Homme", si bien qu'à chaque stade de l'histoire passée on a substitué l' "Homme" aux individus existants et on l'a présenté comme la force motrice de l'histoire. Tout le processus fut donc compris comme processus d'auto-aliénation de l' "Homme", et ceci provient essentiellement du fait que l'individu moyen de la période postérieure a toujours été substitué à celui la période antérieure et la conscience ultérieure, prêtée aux individus antérieurs" (p.104).

Il est évident que cette critique de la téléologie ne signifie pas "que considérer qu'une fois abolie la condition prolétarienne, l'on passe à une étape différente sans lien aucun avec la précédente - sinon la fin de l'exploitation - signifierait que le mouvement historique est linéaire sans relation avec son commencement"(cf. ta lettre). Le lien avec le stade précédent est constitué par la signification historique du capital qui n'est en aucune façon somme de germes mais un certain stade de la contradiction entre capital et prolétariat, un contenu et structuration d'une contradiction qui se résout dans la capacité que trouve le prolétariat dans la contradiction avec le capital à produire le communisme (cf. TC 9). Je constate en ce qui concerne ta vision des choses que le prolétariat en tant que classe révolutionnaire n'étant finalement qu'une représentation de l'humain aliéné s'aliénant afin d'abolir l'aliénation, ce qu'il a en face de lui, l'autre terme de ce que l'on ne peut plus appeler un contradiction, le capital, accède à la même substantification philosophique, il semble être le nom de toutes les formes d'exploitation "depuis des siècles", il est du côté de l'aliénation le substance en germe dans toutes les formes d'exploitation. Si le capital se développe sur des formes plus anciennes (propriété, marchandise, valeur, et même capital commercial ou capital de prêt), ces formes plus anciennes il les trouve déjà existantes à l'époque de sa formation et de sa naissance. Il les trouve comme présumées, mais non comme des présumés qu'il aurait lui-même posés, toutes ces formes il les brise pour se les soumettre afin de devenir son propre procès auto présumption. Le procès de formation du capital est bien en relation avec ce qui le précède mais il n'est pas *dans* ce qui le précède, "son procès de formation est le procès de dissolution, le produit de la décomposition du mode de production social qui le précède" (Théories sur la plus value, Ed. Sociales, t. III p. 475).

Je ne sais pas si "l'histoire est linéaire" (tout dépend ce qu'on entend par là : évolutionnisme ou contradictions, ruptures, dépassement) mais en tout cas elle n'est ni circulaire, ni spiraloïde, ni télescopique à la manière d'une antenne radio.

C'est la notion d'auto-aliénation qui est dangereusement ambiguë. Son ambiguïté réside dans le fait qu'à partir du moment où l'on parle d'*auto*-aliénation, on est amené à rechercher le sujet qui s'aliène et bien évidemment il semble qu'un sujet qui s'aliène ne puisse pas n'être qu'aliénation : "il est l'humain aliéné qui s'aliène afin de nier aliénation". "L'homme n'est pas qu'aliénation" comme tu le dis. Une fois que l'on s'est posé cette question, c'est-à-dire que l'on s'est enfermé dans les apories de l'aliénation et de l'Homme, on ne peut que succomber à une illusion d'optique, ce sujet, ce principe, c'est l'Homme imaginé de la société communiste par rapport auquel toutes les limitations antérieures apparaissent comme contingentes absolument. On substitue l'individu de la société communiste, l'humain humanisant, à celui des formes sociales antérieures, il devient évident que pour cet individu toutes les limites antérieures ne peuvent être que contingentes, ce qui à contrario transforme cet individu en noyau substantiel trans-historique, permet de dégager le noyau libre de l'humain ayant dû, pour se retrouver adéquat à lui-même, accomplir tous ces avatars. Il est évident que le résultat du procès n'est pas sans rapport avec son commencement, tellement que l'on se demande pourquoi le procès à eu lieu. Pourquoi y'a-t-il eu une histoire plutôt qu'une éternité ?

Que peut alors, tout de même, signifier l'auto-aliénation ? "Tant que la contradiction n'est pas apparue, les conditions, dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elle permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle *ce sont donc des conditions de leur manifestation actives de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les conditions déterminées, dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave. Ces différentes conditions qui apparaissent d'abord comme conditions de la manifestation de soi, et plus tard comme entraves de celle-ci, forment dans toute l'évolution historique une suite cohérente de modes d'échange." (L'Idéologie Allemande, Ed. Sociales, p. 98). La contradiction "qui apparaît" dont parle Marx dans L'Idéologie Allemande est celle entre les forces productives et les modes d'échange (les forces productives définies comme activité des individus – p. 97 et 98). Est-ce à dire qu'il n'y a pas, à l'intérieur de la forme historique se reproduisant, de contradiction ? Bien évidemment non. Du fait de la division du travail (division sociale qui est répartition des moyens de production, division entre travail matériel et intellectuel, formes d'appropriation du produit), ces individus limités voient se dresser face à eux de façon indépendante d'eux-mêmes, du fait même de leur division, leur communauté, tout aussi limitée, qu'ils le sont eux-mêmes. C'est cela *l'auto*-aliénation, non celle de l'humain (qui est toujours la vision de l'époque ultérieure sur celles qui l'ont précédée) mais d'individus déterminés engagés dans des formes historiquement déterminées de production de la vie : leur aliénation est la propre manifestation d'eux-mêmes, même dans leur aliénation, les individus ne sont jamais partis que d'eux-mêmes. Leur propre limitation et la communauté toute aussi limitée qui se dresse face à eux (union de la classe dominante), est "leur manifestation active de soi", leur auto-aliénation (pour continuer à être compris des philosophes comme dit Marx au début de l'Idéologie Allemande).

Sous réserves d'analyse plus fouillée (il vaut mieux être prudent quand on se met à critiquer le papè), on pourrait critiquer les schémas historiques de Marx dans la mesure où il établit un double niveau de contradiction : un niveau interne à chaque stade historique, mais ne le remettant pas en cause comme totalité se reproduisant (tout au plus révélant ses limites), et un niveau de contradictions "transitionnelles" (c'est moi qui les baptise ainsi) entre les stades

historiques. Il faut, à ma connaissance, attendre les célèbres passages sur le travail social et le capital comme contradiction en procès, dans les "Fondements" pour que soi réalisé la synthèse. Dans le Manifeste de 1848, les contradictions entre classes, moteur de l'histoire, demeurent elles mêmes mues par les forces productives.

Outre la construction téléologique, tu produis l'Homme par un argument de fait semblant, dans sa massivité empirique, ne souffrir aucun contradiction : les dépressions nerveuses, la morosité, le malaise affectif. Ce serait là la preuve que les individus sont autre chose que leur aliénation. Il me semble que la séparation entre les individus, séparation qui est leur propre détermination, et leur séparation conséquente d'avec leur communauté est bien suffisante pour produire quelques malheureux. Tu pourrais répondre "mais puisque c'est là la manifestation active d'eux-mêmes pourquoi en souffrent-ils ?". Poser cette question ne serait pas prendre au pied de la lettre que cette manifestation active de soi pose en elle-même la séparation de ces individus d'avec la communauté qui est la leur. C'est l'individu limité, aliéné lui-même qui "souffre" de sa séparation d'avec la communauté, l'aliénation n'est pas une substance de cet individu mais le rapport aux autres et à la communauté même si elle est tout aussi limitée que lui-même. En outre, mais là je m'avance sur un terrain glissant, il existe de grandes périodes dépressives, elles correspondent à ces phases de transition dont parle Marx, où se qui était manifestation de soi (être rentier, paysan, ouvrier à temps plein de la sidérurgie lorraine), se mue en une détermination contingente. On ne s'étendra pas sur la Vienne de M. Freud. Cette façon de poser la dépression nerveuse comme preuve ontologique de l'"humanité" se rattache à ta proposition selon laquelle "nous sommes le système", "nous sommes nous-mêmes contradictoires", à partir de là la question "à quoi ça sert ?" dont tu défend la pertinence, appelle comme réponse : le témoignage de notre humanité, et le témoin c'est le martyr.

En conclusion, je pense que la possibilité de continuer à discuter entre nous réside dans les thèmes où prennent naissance nos divergences. Nous considérons l'un et l'autre, la révolution comme dépassement de toute l'histoire antérieure, et du prolétariat lui-même et cela comme action de ce même prolétariat. C'est parce qu'il y a ce point de départ commun, cette préoccupation posée comme centrale, que nous pouvons nous disputer, et c'est sur sa compréhension que nous nous chamaillons.

Amicalement

R.

Lettre n°3 (L. – Janvier 93)

"Ce prétendu "inhumain" est le produit des conditions présente au même titre que l' "humain" : il en est le côté négatif, la révolte contre les conditions dominantes fondées sur les forces productives existantes et contre le mode de satisfaction des besoins qui leur correspond, révolte privée du fondement révolutionnaire d'une nouvelle force productive. Ce que l'on appelle "humain" au sens positif, correspond aux conditions déterminées qui dominent en fonction d'un certain niveau de production et la manière de subvenir aux besoin qu'il conditionne; tout comme l'expression négative "inhumain" correspond à la tentative sans cesse renouvelée et suscitée par ce même niveau de production, d'abolir ce système de domination et le mode d'assouvissement qui prédomine au sein du mode production existant" (Marx "L' Idéologie Allemande" Pléiade p.1316)

N.B. Même s'il me semble plus logique d'appeler l'inhumain la misère quotidienne et l'humain l'être enfin réalisé, cet extrait illustre fort bien le propos de notre correspondance... Après la lecture de ta lettre - un peu difficile à déchiffrer, quelques mots étant malheureusement illisibles - il s'avère que j'ai pour le moins manqué de clarté dans mes tentatives explicatives et je te prie de m'en excuser.

En revanche ce qui est clair, c'est que si nous nous entendons sur le fond (?), nous ne sommes pas du tout d'accord quant à sa compréhension fondamentale !...

Il ne s'agit pas là d'une "démarche téléologique" mais du caractère rationnel et incontournable du déterminisme historique .

La téléologie naît et demeure dans un champ statique; le déterminisme est le mouvement qui s'auto-produit dans une avance continue et logique et qui, tout en faisant voler en éclats le mythe du libre arbitre, nous permet, de par sa saisie rigoureuse, d'intervenir sur le cours de notre propre histoire.

La question n'est pas de trouver un but à l'histoire mais d'en saisir le sens, la raison de ce sens, la raison de cette raison...Un résultat n'est pas un but !...

La différence essentielle entre la compréhension du point de vue de la téléologie est celle de point de vue du déterminisme, est que dans l'une il y a but particulier séparé du tout, alors que dans l'autre, le tout produisant but, cause et moyen selon un développement rationnel universel, nous avons la possibilité de saisir l'insaisissable.

Ainsi, loin de " modifier le réel " (cf. ta lettre p. 3) il faut au contraire appréhender celui-ci dans la totalité de son mouvement et dans le mouvement de sa totalité afin de soi-même se positionner dans le mouvement de son mouvement. Car bien souvent ce que l'on nome le réel n'est que l'écume d'une réalité beaucoup plus profonde et fondatrice. De même que la sphère de production détermine la sphère de la circulation, de même que le rapport : travail vivant/travail mort détermine le taux de profit, bref de même que l'auto-destruction du capital se détermine sur la base de contradictions principielles, notre existence doit se construire à partir d'un vécu à la fois individuel et social - l'un produisant l'autre et l'autre l'un - dans un mouvement d'auto-dépassement conscientisé, déterminé et déterminant.

Le communisme n'est pas une finalité en soi. Il est à la fois aboutissement et commencement. Mon intention n'est pas de remplacer l' "Esprit" de Hegel par l'humanité. Ce n'est d'ailleurs pas là une pensée personnelle mais bien ce qui ressort de l'oeuvre de Marx où l' "Esprit" en tant que conscience humaine (et non en tant qu'humanité) est mis à nu. Attention, cela ne signifie pas se considérer supérieur ou différent et opter pour le mépris mais comprendre que ce qui aliène - à commencer par nous-mêmes - est dépassable pour autant qu'on se donne les moyens d'opérer un tel dépassement...

Si l'on prend, par exemple, le cas de Rosa Luxembourg, elle possédait une capacité et une énergie de compréhension remarquables. Ce qui ne l'empêchait pas d'être une volontariste forcenée et de s'adonner aux arts plastiques et littéraire (entre autre!...). Eh bien il y a là une contradiction flagrante entre d'un côté le rejet critique de ce monde-pourriture et de l'autre la compromission avec celui-ci. Bien sûr, l'époque ne pouvait produire plus de radicalité.

Etant elle-même le produit d'une phase particulière du capital, Rosa Luxemburg a vécu ce que devait vivre un révolutionnaire authentique à la charnière du XIX^e et du XX^e siècle ; période cruciale puisque correspondant au passage de la domination formelle à la domination réelle. Rosa Luxemburg - comme beaucoup d'autres dans son cas - avait en effet un très grand intérêt affectif à ce qu'éclate une révolution puisque l'ambiance apathique dans laquelle elle baignait, était celle-là même qui caractérisait son propre quotidien ! Un bouleversement social aurait donc rompu l'ennui général - elle le reconnaît d'ailleurs implicitement lors de la révolte polonaise de 1905. Certes, on comprend aisément (?) cette rage de vivre, cette soif d'action mais la plus âpre des luttes ne serait-ce pas justement celle à mener contre la torpeur et la médiocrité que celle-ci engendre inévitablement formant ainsi , jour après jour , notre prétendue vie ?

Car la grande différence entre cette époque et la nôtre, c'est que nous vivons le moment où le capital est parvenu à produire le summum de l'abrutissement : loisirs à outrance à la saveur artificielle parfaite, appauvrissement qualitatif considérable aussi bien en ce qui concerne la nourriture que la production artistique et critique et surtout évacuation quasi-totale de l'interrogation - réflexion, bref, castration de la jouissance consciente existentielle qui demeure potentiellement en chacun de nous... seul moyen pour le système marchand de maintenir les masses en sommeil. Alors, pour autant que l'on se situe sur une base critique et que l'on veuille bien fournir les efforts nécessaires, c'est non seulement en se réappropriant l'histoire des générations précédentes mais aussi, dans son essence, celle de la génération présente que l'on peut parvenir à un rejet-dépassement de toute cette misère qui nous asservit bien plus encore que le travail salarié puisque cette misère là ne se voit pas.

Ne voilà-t-il pas là le vrai combat du prolétaire ? Le prolétariat ne doit-pas être figé dans une entité extérieure. L'insurrection ne doit pas qu'être dans la rue mais aussi en nous. La révolution est à faire tous les jours, à chaque heure à chaque minute de notre existence !...

Enfin, (cf. p. 3 de ta lettre) en rapport avec la citation de Hegel, je ne comprend pas à quelle critique négative tu fais référence. Quel est ce négatif ? la dépression ? Ce n'est absolument pas péjoratif d'évoquer la souffrance des individus comme preuve de l'aspiration humaine car c'est précisément par la négation de la négation que le vrai se manifeste (cf Hegel et Marx).

Et puisque la notion de "martyr" comme témoignage de la conscience humaine te gêne - n'oublions pas que malgré la fin tragique à laquelle ils se savaient tous condamnés, ceux qui ont donné leur vie l'on fait dans la joie intense d'enfin exister! – trouve moi donc une autre preuve tangible de la "résistance communiste à l'ordre capitaliste"•

Sourires et salutations subversives

Réponse à L. (Février 93)

Salut,

Contrairement à ce que je pensais après la lecture de ta précédente lettre, je crois, à la suite de celle-ci que nos démarches divergent de plus en plus, au fur et à mesure que nous les explicitons.

Je persiste à penser que tu as une problématique téléologique sur la base de l'humain existant se faisant ,s'achevant (dans le communisme) parce qu'il est déjà origine du développement et de sa propre histoire, parce qu'il ne peut qu'en être le résultat, la fin : "le communisme à la fois aboutissement et commencement" (p.3 de ta lettre).

De toute façon là n'est pas l'essentiel.à l'issue de ta dernière lettre. J'essaierai de ne pas faire du "marxisme vulgaire", (bien que cela soit parfois utile), en disant que tu remplaces la contradiction entre prolétariat et capital, les contradictions entre les classes, par une odyssee

de la conscience individuelle (en inter-relations avec d'autres consciences), même si tu rattaches capacités et manifestations de celle-ci à des conditions relatives à l'histoire du capital : passage de la domination formelle à la domination réelle.

Toute ta problématique revient à opposer "abrutissement" et "conscience" ; la révolution devient un procès individuel de réflexion (retour) sur soi-même, de prise de conscience, en chacun de nous, de ce que nous sommes de toute façon déjà potentiellement (comme tu le dis).

Rosa Luxembourg dans son "ambiguïté" te sert à opposer deux époques dans l'histoire du capital : la domination formelle et son non-abrutissement général et profond, qui permet encore de laisser croire que la révolution se passe à l'extérieur, primordialement ; et enfin la domination réelle et son abrutissement généralisé qui ne laisse plus d'échappatoire et poserait bien que le vrai problème révolutionnaire ne peut être face au capital que la prise de conscience.

Je ne pense pas que la révolution se fasse, à chaque heure, chaque minute, parce que tout au plus, de temps en temps et en faisant des efforts, ce n'est pas la révolution que l'on fait mais peut-être de la théorie. La conscience de la contradiction du capital ou de l'aliénation n'a jamais aboli le capital. Il est vrai que tu n'es plus à ce niveau et que pour toi la grande opposition s'est déplacée entre abrutissement et conscience. La "révolution" est alors un exercice auquel on peut se livrer à toute heure : en regardant "la roue de la fortune", en mangeant du poisson pané ou de la purée en flocons. Quant aux "masses" l'auto-présupposition du capital ne se perpétue pas parce qu'elle les maintient dans un grand sommeil, ce serait plutôt l'inverse, si tout ces termes de sommeil de masse, d'abrutissement avaient un sens. Ces mêmes masses qui regardent les "reality-show" ou les "Amants du Pont neuf", en mangeant des hamburgers, ne se font aucune illusion sur le chômage, le R.M.I. ou leur situation en général.

Si l'on prend les chaînes de la conscience pour les chaînes réelles des hommes, il ne s'agit alors que de troquer cet abrutissement, ce sommeil, la "conscience actuelle", contre la conscience humaine, une conscience critique, ce faisant toute limite serait abolie. Mais on n'a rien changé en fait, on a fait qu'interpréter différemment ce qui existe, cela peut selon les cas faire plaisir ou rendre plus malheureux. C'est une croyance illusoire que de penser qu'une modification de la conscience, une orientation nouvelle de l'interprétation des rapports existants pourraient entraîner un bouleversement révolutionnaire du monde entier. Cette transformation dans la conscience des hommes ne sera réalisée que par une transformation des circonstances, et l'existence d'idées révolutionnaires suppose déjà l'existence de contradictions et d'une classe révolutionnaires, quel que soit ce que tel ou tel membre de cette classe pense à tel ou tel moment. C'est la révolution, mouvement pratique, qui est cette "transformation massive des hommes" et "la création en masse de cette conscience communiste". "Seule la révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles", peu importe qu'auparavant la nécessité ou l'idée de la révolution aient été proclamée des centaines de fois." Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience" (Idéologie Allemande, Ed. Sociales, p. 51). Ce qui nous aliène n'est pas dépassable dans notre vie individuelle ou même dans notre conscience ; on peut le comprendre, mais le comprendre n'est pas le dépasser.

Je ne cherche pas, et je ne te donnerai donc pas de preuves de "résistance communiste tangible" à l'ordre capitaliste. "La joie intense d'enfin exister", il y a tous les jours plein de cinglés qui la trouvent dans toutes sortes de conneries (il y en a même en faisant de la théorie), ça n'a jamais empêché le capital de se reproduire. Les preuves tangibles du communisme, ce sont les contradictions du mode de production capitaliste et les luttes de classe, parfois spectaculaires, toujours quotidiennes.

Toute ta démarche me semble très pédagogique, faite d'efforts que chacun mène (bien sûr en relation avec les autres mais ce n'est qu'une somme d'individualités) pour s'élever à la conscience, et l'accès à celle-ci est en soi révolution et communisme.

La révolution n'est pas une affaire de conscience, mais ce stade des contradictions de classes qui les constituent, de luttes qui s'y déroulent, et qui ne dépendent pas d'une compréhension ou d'une accession préalable à la conscience.

Dans ces luttes, ces contradictions, ces rapports de forces, les classes ont, si l'on veut, la conscience de ce qu'elles font, ni plus ni moins. Ce qu'il s'agit de ne pas confondre c'est cette conscience et la production théorique, qui n'est pas une conscience, mais une production intellectuelle répondant à des conditions sociales particulières (j'ai abordé cela dans une lettre précédente) .

En conclusion et en résumé : il faut toujours que tu te réfères à un sujet antérieur à toute détermination sociale, à un sujet qui ne soit pas lui-même *déjà* socialement défini, ou qui soit défini par l'aspiration "à la jouissance existentielle qui demeure potentiellement en chacun de nous", ce sujet qui n'est pas sa vie mais qui fait quelque chose de sa vie, ce sujet qui fait des "efforts de compréhension". Bien sûr que nous avons tous un intérêt affectif à la révolution et un dégoût pour ce monde, mais poser cela en principe (point de départ théorique et dynamique) cela ne donne que des créateurs, des artistes, des saints, ou des situationnistes. L'erreur consiste à partir de cette illusion de la petite monade isolée de la société bourgeoise et de chercher dans celle-ci comment elle s'élèverait à une conscience de ce qu'elle est, à une conscience révolutionnaire. Au lieu de la considérer comme une illusion elle-même à détruire c'est d'elle que l'on part pour chercher le dépassement. Là tout se passe en terme de conscience de soi, de malheur, d'abrutissement, de velléités quotidiennes par lesquelles la petite monade pense parvenir à la pleine possession d'elle-même. Lutte toujours à recommencer et vaine. Lutte dans laquelle elle se scinde de façon schizophrénique entre la conscience de sa situation de misère, et d'isolement et elle-même comme existence de cette misère, comme étant elle-même ce qui l'aliène. Son monde est celui de la vie quotidienne et de la marchandise (cf. le texte sur le fétichisme dans TC N°10).

Merci pour les sourires

Amitiés

R...

[1] Cf. Marx, "Le Capital", Ed. Sociales t.3, p. 19–20. Voir la citation à la fin du présent texte.

[2] Toutes les informations sur l'histoire et le programme des "Jungen" proviennent du livre : "Le Radicalisme de gauche en Allemagne" de Hans Manfred Bock aux éditions Suhrkamp 1976 - non traduit en français, à notre connaissance.